l'unité

M 2805 - N° 573 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 5 octobre 1984



voyage PYM

RENAULT QUI RIT

Pour ceux qui gardent confiance en l'avenir de la Régie, après un creux de la vague passager, la perspective raisonnable pour 1985 serait : première en France et en Europe, quatrième consolidée aux Etats-Unis et cinquième mondiale. Béatement optimiste ou simplement réaliste ?

RENAULT QUI PLEURE

Pour les autres, les erreurs de la direction actuelle de Renault mèneraient tout droit au gouffre financier et à la catastrophe sociale. Noir pessimisme ou tragiques prévisions ?

U.D.F. : UN PARRAIN DE TROP

Orpheline au soir du 10 mai, l'U.d.f. se trouve aujourd'hui dotée d'un trop-plein de papas...

TUC : LE CONTRAIRE D'UN TRUC

Le persiflage et les « à quoi bon » qui ont accueilli l'annonce des travaux d'utilité collective n'empêchent pas certains maires — de droite comme de gauche — d'avoir saisi la balle au bond pour offrir du travail à leurs jeunes chômeurs.

R.F.A. : VOL AU-DESSUS D'UN NID D'ESPIONS

On estime aujourd'hui à plusieurs milliers le nombre de « taupes » qui attendent en R.f.a. d'être réactivées par le Stasi, redoutable service secret est-allemand.

YVETTE ROUDY : "LE REAGANISME FAIT DES RAVAGES DANS LE FEMINISME COMME AILLEURS"

U.D.F.: UN PARRAIN DE TROP

Orpheline au soir du 10 mai, l'U.d.f. se trouve aujourd'hui dotée d'un trop-plein de papas...

PAR MARTINE DUCOUSSET

PLUS futé que Lecanuet, ça ne se peut pas. Un homme pareil, quand même, c'est reposant. D'autres s'interrogent ou se tordent d'angoisse, douloureusement conscients qu'un jour prochain, entre Barre et Giscard, il faudra bien choisir. Le sénateur-maire de Rouen, lui, ignore les états d'âme. Normal. Il a déjà trouvé la solution : « Je serai du côté du gagnant parce qu'il sera le meilleur. »

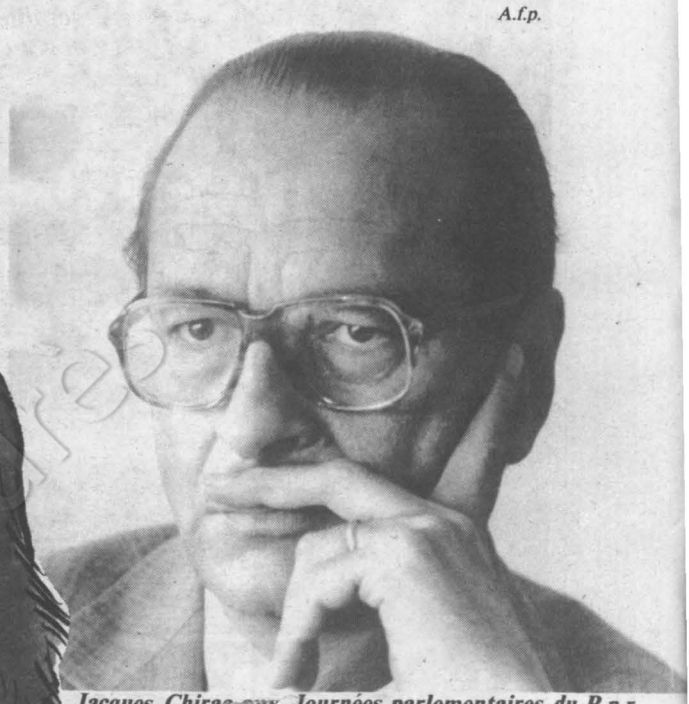
Imparable. Mais sans doute trop simple aux yeux des députés et sénateurs U.d.f. réunis à Cannes les 25 et 26 septembre dernier pour les Journées parlementaires du groupe. Tous obsédés par le grand thème archi-rebattu du moment : la cohabitation. Celle, largement évoquée à la tribune, qui mettrait face à face un président de la République socialiste et une éventuelle Assemblée nationale de droite. Et celle, plus ou moins discrètement analysée dans des couloirs bruissants de rumeurs, qui oblige les deux chefs du parti, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, à vivre en concubinage notoire. Et forcé.

A l'U.d.f., on a beau se gargariser, officiellement, de potion unitaire, on ne s'en déchire pas moins. Quand Michel d'Ornano ou Jean Proriol, giscardiens convaincus, disent blanc, Jean-Pierre Soisson ou Charles Millon, barristes de choc, disent noir. Et quand Jacques Dominati, député P.r. de Paris, se déclare hostile « à toute dérive présidentielle » et affirme, solennel : « Il n'y aura pas d'homme providentiel » pour assurer la victoire en 1986, François d'Aubert, député de la Mayenne du même P.r., estime sans complexe sur T.f.1. le 30 septembre que Raymond Barre pourrait être la « locomotive de l'U.d.f. », en vue des prochaines élections législatives.

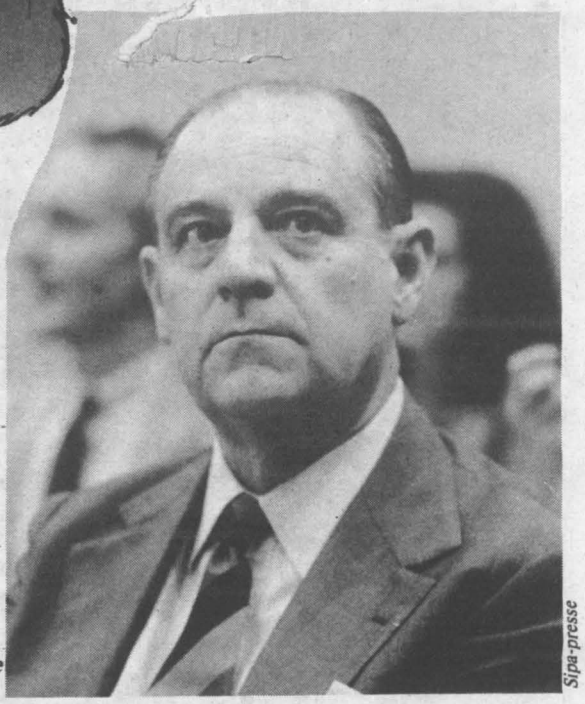
Ce n'est plus de la « ratatouille » (pour utiliser l'élégante métaphore barriste), mais de la mélasse. Tellement incohérent qu'on se demande parfois à quoi on joue. A quoi ils jouent. L'un est pour la « cohabitation », l'autre dénonce la « compromission ». L'un accepterait un nouveau mode de scrutin avec une « dose de proportionnelle », l'autre y voit de la « magouille ». Chacun n'a qu'une envie, revenir au pouvoir, mais personne n'est d'accord sur la stratégie à employer. Un délicieux panier de crabes, et un vrai casse-tête pour l'élu ou le militant qui ne savent plus à quel saint libéral se vouer. Pas étonnant que François Léotard se soit exclamé : « L'U.d.f. ça me fatigue ! »



A.f.p.



Jacques Chirac aux Journées parlementaires du R.p.r.



Sipa-presse

Raymond Barre aux Journées parlementaires de l'U.d.f.

Avant 1981, l'U.d.f. n'était déjà pas un parti vraiment solide et structuré. Juste une coalition d'intérêts électoraux, sans véritable programme ni ligne de conduite clairement tracée. Son seul atout alors : un homme, Valéry Giscard d'Estaing, susceptible de réunir sur son nom une majorité de suffrages. Trois ans et demi d'opposition ont encore davantage brouillé les cartes.

Chouchou des électeurs de droite

Parce qu'un pépère ex-Premier ministre qu'on croyait inoffensif s'est mis à jouer les trublions ambitieux. Et à y prendre goût. Orpheline au soir du 10 mai 1981, l'U.d.f. a désormais un tuteur de trop. Et la confortable victoire de Giscard à l'élection législative partielle du Puy-de-Dôme – 63,20 % des voix – ne change, pour l'instant, pas grand-chose à l'affaire. Si ce n'est qu'elle la complique un peu plus.

Barre chouchou et de l'U.d.f. et des électeurs de droite – 39 % d'entre eux sont pour lui confier la charge suprême – qui l'eût cru à l'époque où l'U.d.f. et les Français faisaient de ce détesté professeur en économie leur bouc émissaire de prédilection ? Plus impopulaire que lui, c'était impossible. Et plus grillé sur la scène politique, avis aux suicidaires... Comme les temps changent ! Et comme certains ont la mémoire courte... Que les politiciens se choisissent une nouvelle idole, soit. Quand on va à la pêche aux voix, il faut savoir être girouette. Pauvre Simone Veil, passée si vite à la trappe ! Mais que tant et tant de citoyens accordent une confiance aveugle à ce Superman des Finances que serait Raymond Barre, il y a, franchement, de quoi se pincer.

Parce qu'enfin, s'il n'a pas tout raté, il n'a pas réussi grand-chose. « Premier économiste de France », disait Valéry Giscard d'Estaing, qui entendait être le meilleur partout, même par ministre interposé. Barre n'avait rien d'un cancre, certes. Mais il n'était pas non plus le prodige annoncé. Entre 1977 et 1981, il a eu presque tout faux. Son grand truc, c'était d'aider les entreprises à reconstituer leurs marges bénéficiaires, afin d'obtenir une relance des investissements. Objectif raté. Dans le même temps, Barre négligeait la lutte contre l'inflation – 14 % fin 1981, à cause de l'héritage – et se souciait assez peu du chômage galopant. En clair, le Premier ministre de Giscard avait bien tenté de mettre en place une nécessaire politique de rigueur, mais en oubliant l'essentiel : serrer fermement tous les boulons.

Pas si brillant que ça, pour l'économiste du siècle. D'accord, il a eu contre lui le second choc pétrolier de 1979. Mais il bénéficiait aussi d'un dollar pas encore monstrueux. Un dollar-Carter, un dollar à quatre francs. Ça aide, ce genre de conjoncture, pour gérer l'entreprise France. Pourtant, Barre a dérapé. Et s'est fait, à l'occasion, des ennemis à ne plus savoir comment les compter.

Aujourd'hui, on efface tout et on essaie de recommencer. Les ennemis – sauf quelques irréductibles et pas mal d'électeurs conscients – ont désarmé. Et les fidèles de toujours ou d'hier se sentent tellement le vent en poupe qu'ils en deviennent lyriques. Ainsi Pierre Méhaignerie, président du C.d.s. Selon lui, la rencontre entre Barre et son parti, « c'est la jonction enfin possible de l'esprit gaullien – l'homme au-dessus des partis – et du grand courant de la Démocratie chrétienne ». Bernard Stasi, député C.d.s. de la Marne, va en-

HEBERLE A ANTENNE 2

Ils étaient plusieurs candidats, et ces dernières semaines la succession de Pierre Desgraupes à la tête d'Antenne 2 avait donné lieu à de multiples rumeurs et surenchères. On savait également la Haute Autorité de l'audiovisuel divisée à ce sujet. Finalement, mardi, Jean-Claude Héberlé l'a emporté par cinq voix contre trois au réalisateur Pierre Badel et une abstention, celle de la présidente Michèle Cotta.

Héberlé est un professionnel incontesté de l'audiovisuel dans lequel il vit depuis vingt-cinq ans. Il a même déjà été rédacteur en chef du journal télévisé de la deuxième chaine avant d'être « mis au placard » après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Directeur général de Radio Monte-Carlo depuis juillet 1981, il a largement contribué à développer et à « dynamiser » cette station périphérique. Son arrivée à Antenne 2, le 15 novembre prochain, ne manquera pas de créer des remous dans une chaine marquée par la forte personnalité de Pierre Desgraupes et où on n'apprécie pas toujours ce qui vient de l'extérieur. Le nouveau p.-d.g. est conscient de cette difficulté et ses premiers mots ont été pour rassurer : « J'emploierai toute mon énergie à maintenir le cap, à faire honneur à l'héritage », a-t-il dit. Sans doute lui faudra-t-il beaucoup de diplomatie pour vaincre les réticences. Mais il a déjà prouvé au cours de sa carrière qu'il n'en est pas dépourvu.

core plus loin : « Avec Barre, nul risque de perdre notre âme. (...) Il nettoie le climat politique des illusions démagogiques. » (1)

Excusez du peu. Barre, à l'U.d.f., c'est carrément la superstar. 80 % des parlementaires lui seraient acquis, murmure-t-on ici et là. Chez les centristes, c'est évident – Jean Lecanuet et René Monory mis à part. Pour eux se rallier au panache « différent » de Raymond Barre, c'est avoir enfin la possibilité de se faire entendre. La « deuxième droite » pour une seconde chance. Côté P.r., c'est moins tranché, mais tout de même assez limpide. Personne n'est devenu suffisamment amnésique pour rayer Giscard des tablettes du parti – après tout, c'est lui qui l'a créé, en 1977. Mais presque tous se seraient volontiers passés de ce Lazare auvergnat revenu troubler une scène politique déjà bien marécageuse sans lui.

Quel meilleur ?

Pour un Jacques Dominati perfide expliquant qu'il « ne devait pas y avoir de maréchal Joffre de l'U.d.f. pour les prochaines législatives » – allusion non voilée à Raymond Barre, jadis qualifié par Giscard de Joffre de l'économie –, combien de Charles Millon, Jean François-Poncet ou Philippe Mestre tout acquis à la cause du député du Rhône. L'U.d.f. est devenue barriste, mais ne veut pas que ça se sache. Pour sauver la face, elle s'empêtre dans un discours unitaire qui ne trompe personne. Peu soucieux d'entrer trop tôt, et trop visiblement, dans la mêlée, François Léotard, chef du P.r., et Jean-Claude Gaudin, président du groupe parlementaire U.d.f. à l'Assemblée nationale, apprennent le rôle de « non-aligné ». Ou comment faire semblant d'être neutre quand tout vous pousse à prendre parti. Léotard s'est d'ailleurs brillamment fait remarquer par son absence aux Journées parlementaires. 35 km à parcourir entre Fréjus et Cannes, ce n'était pourtant pas la Méditerranée à boire...

Un panier de crabes, on vous disait. Et ça grouille d'autant plus que 1986 se rapproche. Cette fameuse échéance qui fait tant gamberger l'opposition qu'elle s'y croit déjà. Chacun cherche ses marques, si possible différentes de celles du voisin, histoire de se distinguer. Si tous les chefs étaient pareils, à quoi bon en préférer un ? Donc quand Raymond Barre, abîmant pour la première fois son image d'homme au-dessus de la mêlée, se refuse obstinément à toute « cohabitation », Giscard laisse entendre qu'il pourrait accepter d'être le Premier ministre de François Mitterrand.

C'est de la guéguerre. Et pas très constructive en plus. L'U.d.f., obnubilée par le combat des chefs, en a perdu son programme en route. Le slogan des Journées parlementaires de Cannes était alléchant : « Proposer aujourd'hui pour gouverner demain. » On attend toujours. Rien en économique, rien en social, rien en culturel. Simplement des mots qui se veulent percutants pour masquer le vide de la pensée. Ils veulent donc gouverner encore. Mais pourquoi ? Michel d'Ornano disait récemment, après avoir critiqué la gestion de la gauche : « On sait faire mieux, on peut faire mieux. Nous avons eu l'occasion de le prouver (2). » Euh... Justement, c'est que, ce genre de preuves, on en a soupé. Entre Barre et Giscard, Jean Lecanuet choisit le meilleur. Mais où a-t-il trouvé un meilleur dans son camp ? ●

(1) « Nouvel Observateur », 7 septembre 1984.

(2) Club de la presse d'Europe n°1 du 30 septembre 1984.

L'éditorial de Claude Estier

PEAU D'OURS

UN sondage publié la semaine dernière par « l'Express » indiquait que si une majorité de Français estiment que l'actuelle opposition remportera les élections législatives de 1986, 31 % d'entre eux seulement considèrent qu'elle est présentement crédible. Ce ne sont sans doute pas les Journées parlementaires de l'U.d.f. et du R.p.r. qui auront accru cette crédibilité dans la mesure où elles ont été consacrées beaucoup moins à l'élaboration d'un programme concret à proposer aux citoyens qu'à un débat de politique fiction sur le dernier thème à la mode qui occupe les médias du matin au soir : la cohabitation.

Le plus piquant dans ce débat ésotérique, qui ne semble guère intéresser l'opinion, est qu'il fait soudain apparaître des divergences sensibles d'appréciation à l'intérieur de chacune des deux grandes formations de droite, et plus encore entre les trois chefs de l'opposition qui, sur ce terrain comme sur quelques autres, semblent surtout chercher à se positionner chacun par rapport aux deux autres.

On aura donc ainsi, en quelques jours, appris ou réappris que dans l'hypothèse où la droite l'emporterait en 1986 Giscard d'Estaing demeure partisan de la « cohabitation » avec le président de la République, que Barre y est résolument hostile et que Chirac, après avoir hésité et réclamé à cor et à cri la dissolution, s'est désormais rallié à cette idée. Il n'empêche qu'en dissertant aussi longuement sur une question qui n'est guère d'actualité les uns et les autres oublient deux données élémentaires.

1/ Dix-huit mois nous séparent encore des élections législatives. C'est un délai relativement bref mais cependant assez long pour que la situation à ce moment-là soit fort différente de celle d'aujourd'hui. Un simple rappel : après les élections municipales de 1977, qui furent un triomphe pour la gauche, tout le monde, et en particulier tous les instituts de sondages, donnaient la droite giscardienne battue aux élections législatives de 1978. Giscard d'Estaing avait d'ailleurs laissé entendre dans son fameux discours de Verdun-sur-le-Doubs que dans cette hypothèse il désignerait François Mitterrand comme Premier ministre. Or, la droite l'emporta largement et continua à gouverner pendant trois ans. C'est la peau de l'ours de la fable qui vient ici à l'esprit.

2/ Quel que soit le résultat des élections législatives de 1986, et quoi qu'en pensent Giscard, Barre ou Chirac, François Mitterrand, élu en mai 1981 pour sept ans, sera toujours président de la République. La « cohabitation » est donc inscrite dans la Constitution même si pareil cas de figure ne s'est encore jamais produit. Aucune argutie ne peut modifier cet état de choses et sauf à faire marcher un régiment de chars sur l'Elysée – pour reprendre une récente boutade d'un jeune élu R.p.r. – il faudra bien s'en accommoder.

Laissons donc les porte-parole de la droite s'enferrer dans ce débat dont Jean Poperen a eu raison de dire qu'il est à la fois « indécent et ridicule » et revenons aux choses sérieuses. Les choses sérieuses ce sont les différentes actions que le gouvernement de Laurent Fabius entreprend et va développer dans les prochains mois pour répondre aux problèmes qui préoccupent aujourd'hui les Français. Il s'agit évidemment d'abord des problèmes économiques et sociaux, celui de l'emploi en particulier pour lequel toute une série de dispositions nouvelles sont en train d'être mises en place avec la volonté de s'attaquer en premier lieu au chômage des jeunes. Il s'agit aussi de questions d'un tout autre ordre telles que celle de l'immigration, de la sécurité, de la vie quotidienne dans les villes, de ce qu'on appelle la « nouvelle pauvreté », à propos desquelles, devant les parlementaires socialistes, le Premier ministre a annoncé de prochaines décisions gouvernementales.

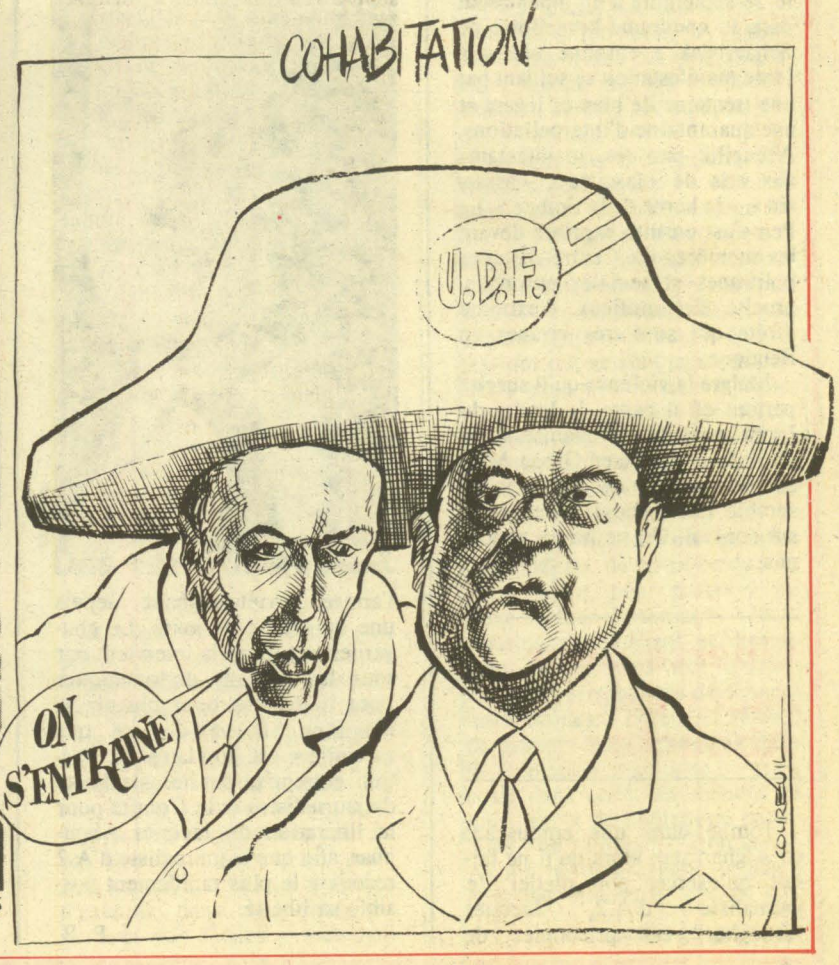
Sur l'ensemble de ces actions, les socialistes, conscients qu'ils sont désormais les seuls à en supporter le poids, ont exprimé à l'avance leur solidarité avec le gouvernement. Ce qui ne veut pas dire qu'ils renoncent en quoi que ce soit – on le verra à l'occasion de la prochaine discussion budgétaire – à faire valoir leur point de vue quand celui-ci leur paraît correspondre aux sentiments de l'opinion. Les députés socialistes ont été sensibles au fait que Laurent Fabius ait mis l'accent sur la nécessité d'améliorer sensiblement l'information et l'explication de la politique gouvernementale. C'est un vieux problème que nous avons déjà souvent évoqué ici mais qu'on semble enfin vouloir traiter sérieusement et efficacement.

C'est là une des clés du redressement que l'on peut espérer au cours de l'année 1985. Le Premier ministre a encore eu raison de souligner qu'il y a un curieux paradoxe à constater qu'une majorité de Français est actuellement mécontente de la politique de rigueur – les dernières élections partielles le confirment – et qu'en même temps, à 80 %, ils estiment qu'il n'y en a pas d'autre possible. Le grand problème est donc de les convaincre que cette politique est efficace. Ils s'y intéresseront alors plus sûrement qu'à la guerre des chefs au sein de l'opposition.

Pascal Lébrun



Laurent Fabius aux Journées parlementaires du P.s. ; à sa droite André Billardon, président du groupe.



TUC : LE CONTRAIRE D'UN TRUC

Le persiflage et les « à quoi bon » qui ont accueilli l'annonce des travaux d'utilité collective n'empêchent pas certains maires — de droite comme de gauche — d'avoir saisi la balle au bond pour offrir du travail à leurs jeunes chômeurs.

PAR PHILIPPE MAQUAT

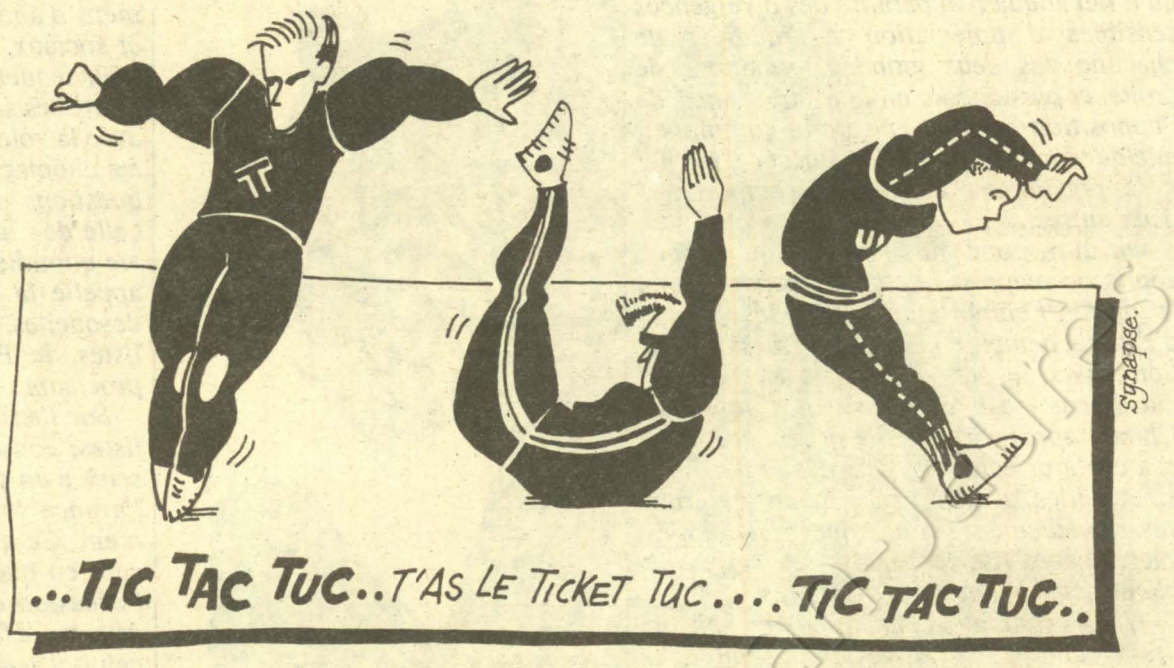
IL fallait s'y attendre : les mesures en faveur de l'emploi rendues public le 26 septembre dernier ont reçu un accueil plutôt mitigé de la part des syndicats et des jeunes. Au centre du débat se trouve notamment le cas des Travaux d'utilité publique, désormais plus connus sous le nom de T.u.c., et dont la précarité a été soulignée. En effet, beaucoup de jeunes sont conscients des efforts faits par le gouvernement en leur faveur, mais ils redoutent que, six ou douze mois après, les T.u.c. ne les ramènent à la case départ ; en clair, que le curriculum vitae qu'ils présenteront à d'éventuels employeurs ne soit guère valorisé par cette première expérience.

Soit. Une inquiétude louable de la part des intéressés, mais un ensemble de critiques anticipées, qui semble malgré tout bien hâtif, beaucoup de censeurs ne voyant en fait que ce qu'ils veulent bien voir.

C'est d'abord oublier un peu vite que, outre les T.u.c. qui devraient concerner 75 000 jeunes de moins de 21 ans, ce sont aussi les partenaires sociaux, l'Education nationale, les entreprises publiques, l'armée, les commissaires de la République, et... toutes les bonnes volontés qui sont sollicités pour donner complémentarité et cohésion à une panoplie de mesures visant la formation et l'insertion de plus de 500 000 jeunes en difficulté. Et, en conséquence, pour faire que d'ici à 1985 tous les jeunes de moins de 21 ans soient vraiment au travail ou en formation. Or, il serait bien étonnant que, si les efforts des uns et des autres se concrétisent sur le terrain, la conjonction de toutes ces initiatives n'aboutisse pas à un résultat tangible. Et pas seulement au niveau des statistiques comme nombre d'observateurs n'ont pas manqué de le souligner avec ironie. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler les propos de François Mitterrand : « Le gouvernement y joue sa réputation et sa réussite. » On ne pouvait être plus clair.

De la bonne volonté quelques maires de l'opposition en ont d'ores et déjà fait preuve. A Tours, Jean Royer envisage la création de 500 emplois dont une centaine sont dès maintenant prévus sur des chantiers forestiers, des espaces verts, dans la restauration de bâtiments et dans les services. A Nîmes, Jean Bousquet a fait encore très vite. Dès le lendemain de « l'Heure de vérité » du 5 septembre dernier, il envoyait un télégramme à Laurent Fabius pour lui faire part de son projet de construction de 500 logements sociaux par 300 chômeurs gardois qui auront au minimum deux ans de travail devant eux. Pariant sur une politique d'investissement à même de relancer la construction, de créer une dynamique et donc de vrais emplois, le maire de Nîmes s'est toutefois déclaré déçu par les T.u.c. certes plus restrictifs que son projet et qu'il assimile à de l'assistance. « Vous allez mettre les jeunes dans un jardin à pousser des feuilles. » Mais ne voulant pas faire de « la critique systématique » à l'égard du gouvernement, Jean Bousquet rencontrera Michel Delebarre le 10 octobre prochain pour lui faire part de son projet nimois et de ses réticences vis-à-vis des T.u.c.

Intéressante, l'initiative du maire de Nîmes l'est à coup sûr. Plus contestable est en revanche son analyse de la situation de l'emploi en France. En effet, celle-ci réfute complètement la responsabilité du patronat, qui



Politique au fil des jours

La « stature européenne » de Le Pen éclaboussée !

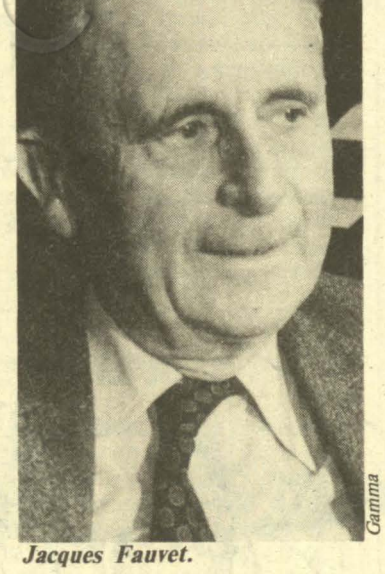
La France ne suffit plus à Le Pen. Le leader du Front national s'efforce désormais de conquérir une stature européenne. Sa première « sortie » en Belgique a été plutôt houleuse. Sa participation le 28 septembre à un dîner débat dans la commune bruxelloise de Schaerbeek a entraîné une violente manifestation se soldant par une trentaine de blessés légers et une quarantaine d'interpellations. Accueilli par les manifestants aux cris de « fasciste », « assassin », « la honte de la France », Le Pen s'est ensuite exprimé devant les membres du Centre d'études politiques et sociales européen, proche des milieux d'extrême droite qui sont très vivaces en Belgique.

Malgré la violence qu'il suscite partout où il passe, le leader du Front national a manifesté le désir de se rendre en Grèce. Mais ce pays délivré des colonels ne semble pas disposé à l'accepter sur son sol. On ne lui en voudra pas...

Liberté pour Jacques Abouchar

Tombé dans une embuscade en Afghanistan alors qu'il ne faisait qu'exercer son métier, le journaliste d'A.2, Jacques Abouchar, est prisonnier de l'armée soviéto-afghane depuis une quinzaine de jours. Le gouvernement français intervient par tous les moyens diplomatiques dont il dispose pour obtenir sa libération. Il va de soi que « l'Unité » est solidaire de l'action entreprise par les syndicats de journalistes et le Comité pour la libération de Jacques Abouchar, afin que le journaliste d'A.2 recouvre le plus rapidement possible sa liberté.

J.-P. B.


Gamma

Jacques Fauvet.

Noisy-le-Grand : la brève vie du centre de santé

Curieuse conception de la démocratie, curieuse conception de l'économie, curieuse conception de la médecine. Oui, décidément, curieuses conceptions que celles qui ont conduit l'actuelle majorité du conseil municipal de Noisy-le-Grand à fermer le centre de santé Marie-Curie, ouvert voici à peine un an. Décision du prince, on le raye d'un trait de plume. Motif : « Pas question d'accepter une socialisation de la médecine », affirme l'adjoint chargé de la Santé. Il est vrai que M. Pottiez fut à bonne école pour faire la chasse à tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à une idée de gauche : aujourd'hui au R.p.r., il vient du Front national. Le plus grave, c'est que le 12 septembre dernier la majorité du conseil municipal lui emboîte le pas. Le centre sera fermé sans tambour ni trompette. Les médecins sont priés de plier blouse blanche et stéthoscope. La population, qui avait pris l'habitude de consulter généralistes, spécialistes, dentistes et infirmières, trouvera porte close. Curieuse conception de la démocratie. Curieuse conception économique qui ne laisse guère le temps à une entreprise de faire ses preuves. Curieuse conception de la médecine : car enfin si le centre de santé ne correspondait à aucun besoin, on voit mal comment il a réussi à faire 16 000 actes en l'espace de neuf mois. Mais qu'importe, l'idéologie prime à Noisy-le-Grand ; elle a nom libéralisme. Un libéralisme économique pour le moins gaspilleur. Un libéralisme médical pour le moins étriqué.

P.-Y. P.

Informatique à tout faire

L'informatique sera-t-elle un outil efficace pour résoudre l'éternel problème de la fraude fiscale ? Toujours est-il que la Direction générale des impôts (D.g.i.) a conçu des traitements informatiques afin de sélectionner, d'après leurs déclarations à l'impôt sur le revenu, les contribuables ayant une probabilité importante de faire l'objet de redressement fiscal. Les dossiers des contribuables ainsi sélectionnés sont soumis à un contrôle sur pièces. Si des anomalies sont constatées, des demandes d'éclaircissement sont adressées aux intéressés. Cependant, la décision éventuelle de vérification sur place est fondée sur l'examen d'ensemble du dossier du contribuable et non sur le tri opéré par les traitements informatiques. C'est pourquoi la Commission nationale informatique et libertés (C.n.i.l.), dont le président Jacques Fauvet tenait une conférence le 2 octobre, a approuvé les méthodes utilisées par la D.g.i.

Mais ces derniers mois, la C.n.i.l. s'est également intéressée à la lutte contre la délinquance. Depuis le début de l'année, deux traitements nouveaux ont été expérimentés. Le premier, à caractère national, opère la saisie et le rapprochement automatique des relevés d'empreintes digitales. Il doit permettre de remédier à la dispersion des quelques millions de fiches établies par les 140 services d'identité judiciaire. Approuvant le prototype de traitement, la commission a suggéré la mise à l'étude d'un projet de loi permettant la suppression des fiches d'empreintes digitales en l'absence de poursuites judiciaires. Le second traitement, comportant des éléments d'identité sur le plaignant et les circonstances de l'infraction, prend en compte les suggestions de la Commission des maires sur la sécurité (Commission Bonnemaison), pour qui l'automatisation de la gestion des plaintes déposées à la police permettrait une meilleure approche locale de la délinquance.

Enfin, la C.n.i.l. s'est prononcée favorablement sur l'installation dans les entreprises d'autocommutateurs téléphoniques, mis en place pour contrôler le trafic des différents postes de téléphone. Néanmoins, elle a insisté sur la publicité à donner auprès des salariés à un tel système, qui doit faire l'objet d'une consultation du comité d'entreprise en vertu des lois Auroux.

J.-P. B.

serait tout prêt à créer des emplois, et accable l'Etat accusé de confondre assistanat et encouragement à la création. Or n'est-ce pas oublier un peu trop vite que si le maire de Nîmes veut créer des emplois, le p.-d.g. de Cacharel licencie, dans le même temps, 147 employés de son entreprise d'Alès pour faire travailler davantage ses usines installées... au Maroc et au Portugal.

« Transférer sur l'Etat tout ce qui ne va pas est un réflexe bien français », renchérit Pierre Brana, maire socialiste d'Eysines, commune de 16 000 habitants située dans la banlieue de Bordeaux. Comme on peut s'en douter, sa réaction vis-à-vis des T.u.c. diverge nettement de celle de son homologue nîmois, même si, selon son expression, il n'attend pas « des résultats extraordinaires de cette opération ». « Mais, dit-il, ces mesures ont l'immense avantage de montrer l'exemple, la voie à suivre aux chefs d'entreprise qui dénoncent si souvent le « tout Etat ». Nous disons donc aux patrons : engouffrez-vous dans la brèche, car si on laisse tout reposer sur l'Etat et sur les collectivités locales, on ne pourra satisfaire les aspirations des jeunes. »



Louis Mermaz. *Pascal Lebrun*



Jean Bousquet. *Sygma*

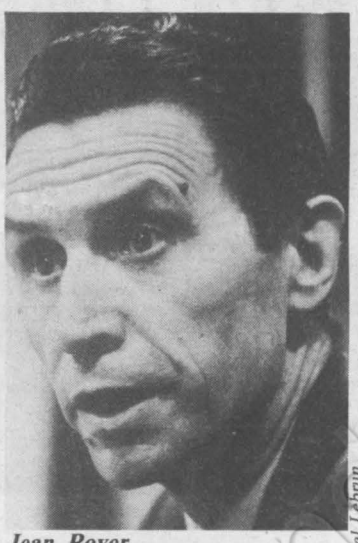
L'exemple, Pierre Brana entend donc le montrer au niveau de sa commune en mettant rapidement en pratique une initiative qu'il juge « intéressante pour les jeunes et encourageante pour les collectivités locales ».

Il explique, en effet, qu'il a besoin de beaucoup de main-d'œuvre pour l'entretien de sa commune, qui présente la double particularité d'être verdoyante et fleurie — Eysines est une expression occitane signifiant « on y a ses aises » — mais encore d'avoir l'un des plus faibles taux français de personnes âgées. Ce qui implique, en contrepartie, une fréquentation importante de la permanence d'accueil ouverte pour les jeunes de 16 à 21 ans à la recherche d'un emploi ou d'une formation. Or, à cette attente les T.u.c. serviront à donner un début de réponse en attendant les relais évoqués plus haut.

Bons résultats en Suède et au Canada

« Toute activité est une expérience utile et un facteur d'insertion important pour une mise au travail, explique dans le même ordre d'idée Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises du Parti socialiste. Les Travaux d'utilité collective ont donné de bons résultats en Suède et au Canada et ont été appréciés par les chefs d'entreprises dans ces deux pays. Pourquoi pas en France ? » Il cite alors l'exemple de Vienne. Dans cette ville qui dispose d'une association archéologique importante, Louis Mermaz, son maire, va par le biais des travaux d'utilité collective ouvrir de nouveaux chantiers et employer de jeunes chômeurs. Pour autant, Jean-Paul Bachy estime, lui aussi, qu'il ne faut pas « créer l'illusion » avec une initiative représentant avant tout « un effort supplémentaire de la collectivité, mais qui ne vise pas à se substituer à la création d'emplois par les entreprises ». Il ajoute néanmoins : « L'important est que les jeunes ne restent pas sans rien faire. »

Mais Jean-Paul Bachy en profite aussi pour dénoncer vigoureusement cette offensive relayée par les partis de droite et qui consiste à dire qu'embauches et rigidité actuelle de la législation du travail sont antinomiques. Il évoque le cas de la R.f.a., un pays où le licenciement des travailleurs est encore plus difficile qu'en France, et il estime donc que le vrai problème est de caractère économique : « Il y a une réticence certaine des employeurs à embaucher des jeunes insuffisamment préparés à la vie professionnelle. » Réticences que l'arsenal de mesures proposées par le gouvernement par la mise en formation des jeunes devrait, en bonne logique, faire tomber.



Jean Royer. *Pascal Lebrun*



Jean-Paul Bachy.

Reste que le gouvernement entend aller très vite. Le premier accord de jumelage lycée-entreprise a été signé le 28 septembre dernier à Bourgoin dans l'Isère en présence de Laurent Fabius. De leur côté, la plupart des élus locaux ont entendu l'appel et semblent prêts à dépasser les réserves et le scepticisme qui ont accueilli les mesures pour l'emploi des jeunes. Personne ne s'en plaindra car il n'y a pas de temps à perdre.

Le député socialiste Alain Chenard l'a bien compris, qui presse à Nantes le maire d'opposition, Michel Chauty, de convoquer le conseil municipal en réunion extraordinaire afin de précipiter la mise en application de mesures qui viendront en aide à 20 000 jeunes demandeurs d'emploi du département. ●



PAS DE VACANCES POUR LES METIERS DU TOURISME

Malgré la crise, le tourisme reste créateur d'emplois. Pas question pour les vacanciers de rogner sur leur budget du mois de juillet et d'août. L'an dernier encore, la balance des flux touristiques penchait en notre faveur.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

Le tourisme ne se porte pas si mal, et il offre toujours des perspectives d'embauche à qui brûle du feu sacré. Attention toutefois, on ne saurait trop conseiller à ceux qui veulent s'y lancer de ne pas « s'embarquer » sans bagages. Le mois d'information sur les métiers du tourisme, organisé par l'Agence nationale d'informaton touristique et l'Institut national pour la formation d'animateurs en collectivité (Infac), tombe à point.

Une soif « d'animation »

Le tourisme à la papa, c'est fini. Certaines stations donnent même le ton, qui offrent à leur client la possibilité de revoir de leur chambre sur circuit vidéo les grands moments de la journée. D'autres se sont mises à la radio locale. Gadgets ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, les vacanciers sont devenus de plus en plus exigeants sur la qualité de leur séjour. Parallèlement à cette exigence, ils s'en remettent aux professionnels pour « animer » leurs loisirs. L'hôtel lui-même devient un pôle d'animation. « L'hôtellerie de demain sera obligée d'intégrer une fonction d'animation », pronostique Dominique Alunni, directeur général de l'Infac. Même les curistes ne se soucient plus uniquement de leur santé : une station thermale, digne de ce nom, se doit de les distraire. Quant au tourisme social, il y a belle lurette qu'il connaît toutes les ficelles de l'animation.

Mais ni l'animation ni même les simples prestations hôtelières ne s'improvisent. Désormais, il faut un personnel de qualité, rompu aux techniques du tourisme. Que l'on se destine à être maître d'hôtel ou animateur d'équipements de loisirs, technicien d'agences de voyage ou hôtesse dans un syndicat d'initiative, il y a des connaissances, des comportements, des « trucs » qui distinguent « le » professionnel. Certes, on peut se former sur le tas, mais pour un jeune, une formation initiale n'est pas à dédaigner. Il est même nécessaire de bien calculer son affaire.

Des contraintes

Le tourisme ? Ne rêvons pas, Tahiti, ce n'est pas pour tout le monde, même quand on travaille dans une agence de voyage. Seuls 20 % des travailleurs du tourisme sont appelés à faire malles ou valises, ne fût-ce qu'un mois par an. Mieux vaut le savoir avant d'embrasser la profession pour ne pas être déçu. Mieux vaut aussi être « motivé ». « Les conditions d'exercice dans ces professions ne sont pas faciles », reconnait Dominique Alunni. A commencer par les horaires de travail, tributaires de ceux des clients. Pantouflards s'abstenir, adieu les week-ends prolongés, les soirées tranquilles au coin du feu en famille. Quant aux salaires, ils ne sont pas mirobolants. Si, malgré tout, vous n'êtes pas découragés, alors sachez que les débouchés existent, comme les perspectives de promotion.

Techniciens en billetterie, forfaitistes, techniciens en bureautique, agents de maintenance de micro-ordinateurs, concepteurs et rédacteurs de messages touristiques, animateurs spécialisés, personnels commerciaux des compagnies aériennes, autant de professions qui ne sont pas saturées. Seule exception : l'accompagnement de voyages où les places sont chèrement défendues. Pour le reste, des possibilités s'offrent à qui ne rechigne pas devant une formation préalable.

La qualification est en effet une garantie, ne serait-ce que, le cas échéant, pour passer à un autre secteur du tertiaire. « Mais certains s'accrochent et deviennent cadres dans une agence. Alors les perspectives deviennent intéressantes. » Directeur général du groupe Infac, spécialisé dans la formation d'animateur, mais aussi dans celle des métiers du tourisme et de l'hôtellerie par le biais de l'Infath, Dominique Alunni ne tient cependant pas à faire des chômeurs. « Nous pre-

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

nons soin de vérifier les aptitudes professionnelles et la motivation de nos futurs stagiaires. » La motivation, la plupart d'entre eux l'ont. Ce sont tous de jeunes adultes, qui ont parfois un début d'expérience professionnelle derrière eux et pour qui le tourisme est vraiment une vocation. Quant aux aptitudes, elles sont vérifiées au cours de tests d'orientation.

Un don... à développer

Les métiers du tourisme demandent certes des connaissances, mais aussi des qualités humaines. On ne devient pas animateur d'un village de vacances du jour au lendemain. C'est un don, mais un don qu'il faut développer. Les stages, ceux proposés par l'Infac par exemple, ont tout intérêt à ne pas se cantonner dans l'abstraction théorique. « Pour être animateur, commente Dominique Alunni, il faut avoir une certaine maturité. On ne peut faire l'économie du temps et de l'expérience. Le temps d'avoir vécu... » Cette maturité, on l'acquerra sur le terrain. C'est sur le terrain que les futurs directeurs de villages de vacances, les futurs moniteurs apprendront les quelques « recettes » nécessaires pour gérer sans heurts les conflits inhérents à la vie en groupe. Ils les découvriront auprès de professionnels chevronnés.

Animateur c'est un métier, ça s'apprend, il ne suffit pas d'avoir du « bagou » ou de l'humour, il faut avoir le sens de l'autre. De même, on ne déboule pas comme ça ex abrupto dans une station de montagne où l'on se promet de mettre en œuvre les techniques les plus modernes, vidéo, télématique, etc. Il faut deux ans à l'Infac pour former un « animateur technicien », spécialisé dans le sport, l'audiovisuel, ou les techniques d'expressions manuelles ; un an pour former ceux qui auront ensuite la charge de l'animation d'un grand hôtel, d'un équipement de loisir ou d'une station thermale.

Compétence, motivation, aptitudes, on retrouve les mêmes exigences pour toutes les carrières du tourisme. Moyennant quoi, des organismes comme l'Infac essayent de mettre à la disposition de leurs stagiaires les outils adéquats à leur formation. L'institut diversifie sa palette de stages, et offre aujourd'hui des stages de formation au métier de l'informatique, « un créneau » où l'on a grandement besoin de techniciens, d'agents de maintenance. Il est loin le temps où l'institut répondait aux besoins de bénévoles de l'animation. Il devient, de l'avis de Dominique Alunni, de plus en plus difficile de distinguer les besoins en animation du secteur associatif et ceux du secteur industriel.

L'Infac donne aujourd'hui dans le professionnalisme, avec pour objectif de donner un métier à des jeunes adultes. Quel que soit le stage, « cuisine » ou « audiovisuel », les enseignants sont choisis parmi des professionnels qui restent en contact avec leur métier. L'Infath dispose même de trois hôtels où futurs cuisiniers, sommeliers, pâtissiers peuvent se « faire la main ». Pas étonnant alors que ses stagiaires aillent rapidement grossir les rangs des quelque 380 000 travailleurs du tourisme. « L'an dernier, nous avons placés 92 % de nos stagiaires, dit-on à l'Infac. Et pour certaines branches, les entreprises les attendent déjà, avant même qu'ils soient totalement formés. » Une preuve de la vitalité de ce secteur economique. ●

(1) L'ANIT, 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

(2) L'INFAC, 51, rue Jacques-Kable, 94130 Nogent-sur-Marne.

POUR QUE L'EMPLOI RESTE LE MOTEUR DU QUARTIER

Sauver l'emploi en empêchant le tissu urbain de se déchirer c'est une occasion pour les entrepreneurs, les citadins et leurs élus de se connaître, d'échanger des informations sur les embauches bref de promouvoir une meilleure cohabitation.

Viva



Liévin (Nord).

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

(de notre envoyée spéciale)

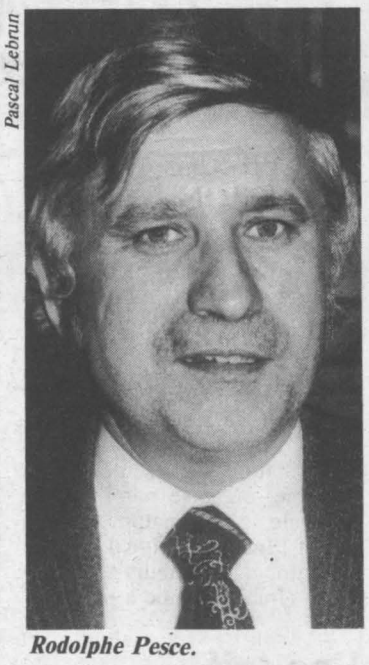
SIGNE des temps, l'économique émerge inéluctablement dans tous les domaines de la vie politique. Mieux vaut tard que jamais... L'extension du chômage, en particulier celui des jeunes, a fini par tirer toutes les sonnettes d'alarme. Et chacun d'apporter sa contribution.

Répondre à la triple crise qui nous frappe – crise de la ville, de l'économie, de la société – était le thème du forum organisé à Grande-Synthe (Nord) les 27 et 28 septembre par la Commission nationale pour le développement des quartiers. « Nous ne pouvions éviter d'aborder ces questions économiques, explique le président de la commission, Rodolphe Pesce, puisqu'en s'attaquant à la dégradation des quartiers il faut parler aussi des causes de la dégradation. »

« L'emploi, c'est le moteur du quartier » dit-il aussi. Et Alain Fourest, son bras droit : « Il y va de l'équilibre des cités et de la crédibilité de nos actions. »

Exemple d'intervention de l'économique dans l'aménagement urbain, le quartier du Cul-du-Four, à Roubaix : tissu ancien, passablement dégradé, où s'imbriquent activités économiques et logements. Premier temps, la ville entreprend un inventaire du secteur, photos aériennes à l'appui. Puis enquête sur la santé des industries et découvre leur fréquente volonté d'extension sur place, sur cette implantation centrale très recherchée.

Pascal Lebrun



Rodolphe Pesce.

Dans cette ville déchirée par l'effondrement du textile et le chômage, pas question de mettre en cause ces chances de développement, de détruire le site industriel par des projets d'aménagement, qui ne prendraient en compte que l'habitat du quartier. Mais pas question non plus de le laisser se délabrer.

L'exercice a donc cherché à définir un plan d'aménagement accepté par les deux parties. Ce qui supposait que les industriels se constituent en groupe de pression et qu'ils rencontrent les habitants, les uns et les autres n'en ayant au départ aucune envie.

C'était une grande première : en balbutiant d'abord puis avec

Pascal Lebrun



Anciennes usines textiles réhabilitées en logement, à Elbeuf.

succès, la dynamique de la concertation a pu s'étendre au tissu industriel. Une occasion pour entrepreneurs et habitants de se connaître, de promouvoir une meilleure cohabitation, d'échanger des informations sur les embauches et de mettre en place des projets communs comme la création, sur une parcelle appartenant à une brasserie, d'un terrain de foot, qui sera utilisé à la fois par le comité d'entreprise et les jeunes du quartier.

Mine de rien, c'est une révolution des mentalités qui est en train de s'opérer. Elle demande aux élus locaux de s'engager dans le domaine économique alors qu'ils sont en général très mal armés pour faire face : « Les municipalités et les préfectures devraient se doter de moyens d'actions en la matière, comme cela a été fait il y a quinze ans pour l'urbanisme », commente Rodolphe Pesce.

L'administration aussi doit changer pour être plus à l'écoute, plus prête à aider qu'à dicter.

Les maîtres mots du colloque : imagination et rigueur. Les deux termes de la « dialectique créatrice », selon Claude Neuschwander. Toute une révolution encore, tant ils semblent souvent contradictoires.

Ainsi, pour les entreprises dites intermédiaires pour lesquelles le gouvernement annonce un nouveau statut. Généralement impulsées par des éducateurs, elles ont au départ une fonction d'insertion et de formation pour les jeunes en difficulté. Mais se heurtent très vite à la réalité économique, à la nécessité de dégager un réel autofinancement pour survivre, l'Etat se refusant à les subventionner pendant trop longtemps.

En quelques mois, des centaines d'entreprises intermédiaires ont fleuri aux quatre coins du pays. Et nombre d'entre elles ont déjà mis la clef sous la porte. Celles qui naissent aujourd'hui ont donc bien conscience de la nécessité d'une démarche réaliste. A Pau, par exemple, où les animateurs aident les jeunes à faire avancer très progressivement leurs projets, à décider des formations qui laissent ouvert le choix entre plusieurs solutions. Un groupe de jeunes filles souhaite monter une entreprise de confection – mode maghrébine et africaine – et suit la formation nécessaire, qui permettra toujours de s'en sortir avec des travaux à façon au cas où les études de marché diffèrent le lancement de l'entreprise. Ici, la préoccupation de création d'emplois est devenue primordiale, même si les éducateurs soulignent les bienfaits de la démarche : lutte contre le défaitisme des jeunes, plus grande indépendance des filles, création d'une dynamique...

Refus du débat théorique

A Roubaix a été constitué un groupe d'entreprises : restauration, bâtiment, imprimerie, menuiserie, entretien et gardiennage d'H.l.m., boutique de gestion. Peu parmi elles ont survécu plus de deux ou trois ans. « Elles ont été néanmoins des lieux de formation remarquable, en faisant tomber un certain nombre d'illusions quant au champ économique », constatent les animateurs.

Car il n'est pas évident pour ces jeunes rejetés par le système de découvrir le rôle de l'argent, d'admettre comme vitales des fonctions considérées comme « improductives » : la gestion, l'organisation du travail, la prospection de marchés... Pas évident non plus de s'improviser entrepreneur, avec le goût du risque et la volonté d'aboutir que cela implique.

La mission locale de Grande-Synthe le constate régulièrement : parmi ceux qui souhaitent créer une entreprise, peu ont pour eux plus que la foi dans leur idée. La difficulté étant de les amener à se rendre compte du chemin qu'ils ont à parcourir, des efforts à fournir, sans les nourrir d'illusions ni les décourager.

Le pragmatisme est décidément un long apprentissage. Mais beaucoup s'y mettent. « Ne pas philosopher ; raisonner sur le terrain, concrètement. » Ce refus du débat théorique exprimé par Rodolphe Pesce a été entendu à Grande-Synthe. Comme le prouve la participation massive au colloque : sept cents personnes venues de tous les horizons, de la base comme des ministères, des élus comme des travailleurs sociaux et des entrepreneurs, de la gauche comme de la droite. En soit, déjà, une réussite. Qui permet d'espérer pour l'avenir cette mobilisation tant attendue.

Le contre-exemple de Strasbourg

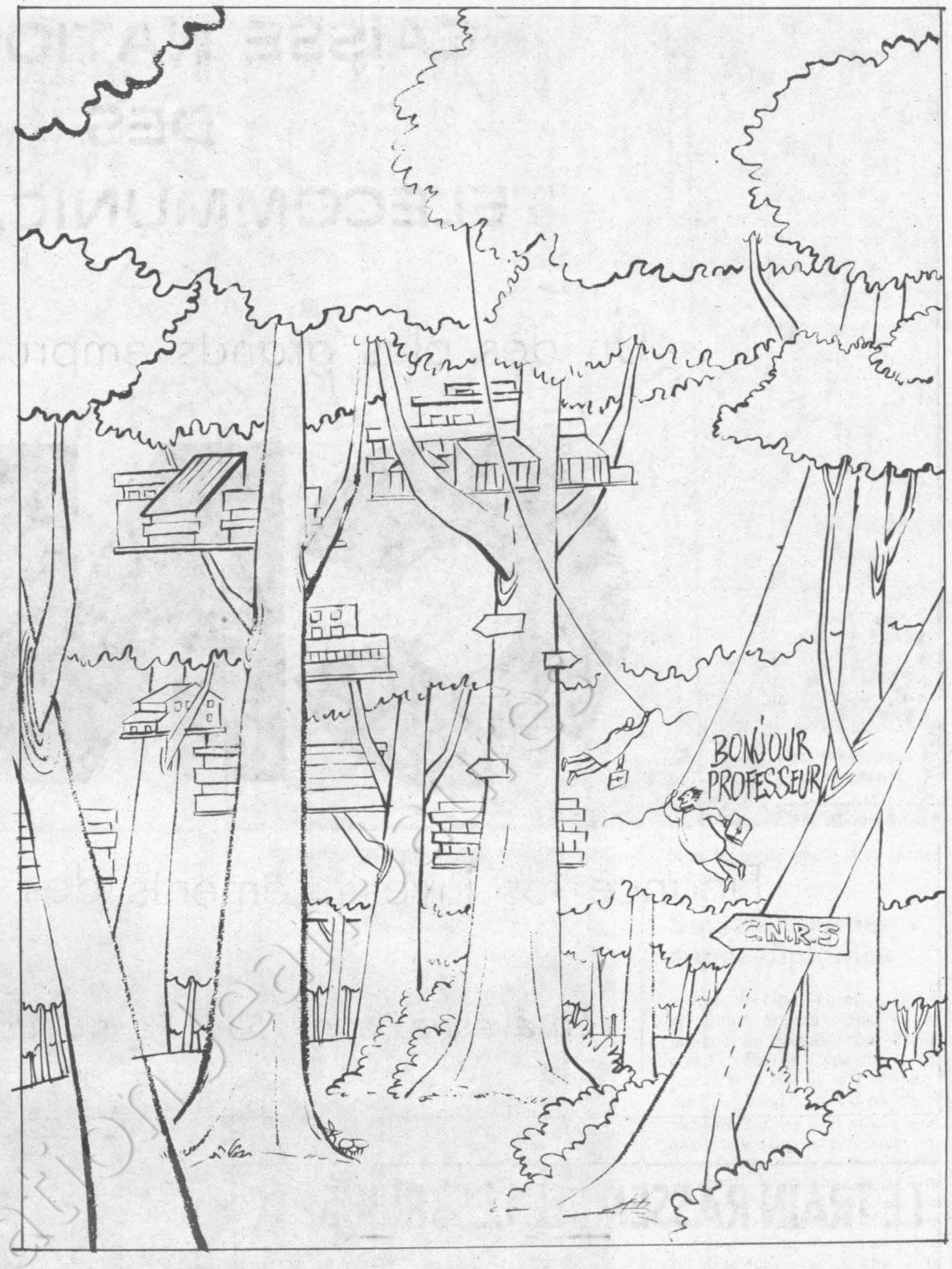
Pas de miracle : quand il se passe quelque chose, c'est toujours grâce à un rassemblement d'acteurs. Exemple : à Romans, dans le quartier de la Monnaie, un centre commercial va voir le jour en permettant la constitution d'une place et en amenant du monde dans ce quartier très défavorisé et très mal vu. Grâce aux bonnes relations qu'entretiennent la municipalité, l'office H.l.m., la Chambre de commerce et d'industrie, ce qui a permis le meilleur montage juridique et financier de l'opération. Et donc de satisfaire à la fois les commerçants et les habitants.

Contre-exemple : à Strasbourg, une entreprise de bâtiment créée pour assurer une formation aux jeunes d'une cité en cours de réhabilitation est en train de mourir depuis que l'office H.l.m. choisit de passer ailleurs ses contrats.

Les rencontres de Grande-Synthe ont raconté l'histoire de dizaines d'expériences : des chantiers-écoles à l'occasion de réhabilitations ; des changements d'usage dans des locaux H.l.m. transformés en boutiques, en centre artisanal ; la recherche de nouvelles qualifications impulsées par des municipalités ; la création d'un centre expérimental de formation aux nouvelles technologies, à Lille, qui, sur le modèle des I.t.e.c. anglais, formera des jeunes sans aucune qualification, s'ouvrira aux habitants du quartier et fabriquera des composants électroniques, des cartes, des programmes informatiques. Ou à Creil, l'ouverture d'un centre artisanat et création d'entreprises, 4 000 mètres carrés dont 700 en partie commune, qui permettra aux entreprises qui s'y installeront de partager secrétariat, comptabilité, informatique... domaines dans lesquels les nouveaux créateurs sont souvent très démunis.

Autant de jalons qui prouvent que les choses bougent, qui entament le scepticisme ambiant, ce scepticisme suintant dans nombre de réactions à l'annonce des nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

A bien des égards, les travaux d'utilité collective symboliseront la capacité d'évolution de la société française. S'ils aident – ou non – à constituer des créneaux d'activités correspondant à des besoins nouveaux. S'ils offrent – ou non – aux jeunes des travaux intéressants et utiles. En fait s'ils s'accordent à la stratégie dégagée à Grande-Synthe – mobilisation, imagination, réalisme – pour éviter les écueils d'une société duale, la constitution de parkings à chômeurs. Les signes d'une évolution qualitative non négligeable sont déjà visibles. Reste à passer à la vitesse supérieure, à prouver que quantitativement aussi les choses peuvent changer. ●



SOPHIA ANTIPOLIS: BRISE EMBAUMEE ET MATIERE GRISE SUR LA RIVIERA

Les Américains n'en reviennent pas et même les Japonais sont épatés. Sophia Antipolis, près d'Antibes, est la zone européenne où l'expansion est la plus rapide : 20% par an. Une Silicon Valley, version méditerranéenne, où l'on prend aussi le temps de vivre.

PAR FRANÇOISE LORIOL

MAIS qu'est-ce qui fait donc courir chercheurs, industriels, responsables d'aménagement, dans ce lieu qui fut l'Antipolis des Grecs ? Le ciel bleu ? La mer ? Les équipements scientifiques ? L'environnement culturel ? Un peu tout ça : un ensemble de facteurs favorables, les mêmes qui permirent de voir germer, voilà environ dix ans, une idée un peu folle dans une tête scientifique.

Trouver dans une nature exceptionnelle un lieu où l'on puisse travailler et se distraire, y créer « une cité internationale de la sagesse des sciences et des techniques », tel fut le pari lancé par le directeur de l'Ecole des mines et sa femme. Un programme ambitieux, qui se voulait symbiose entre science et culture.

Un pari

Un rêve composite. L'objectif est d'attirer trois éléments indispensables à l'expansion créatrice : les grandes écoles – les institutions de recherches – les industries de technologie avancée. Présents simultanément en ce lieu, cette « fertilisation croisée », comme l'appelle le directeur de l'association, va permettre un enrichissement mutuel et l'indispensable ouverture sur le monde économique. Mais s'installer loin de tout n'est pas une habitude très française. Devenir crédible... Voilà le hic. Convaincre des sociétés de venir s'installer dans un environnement uniquement réputé pour ses fleurs et son tourisme : pas très sérieux tout ça ! Fondation Maeght, Musée d'Antibes, Biot ou Vallauris... très bien... mais enfin !

Doutes et péripéties. Une dure bataille qu'un réseau d'amitiés scientifiques va permettre de gagner. Deux cent cinquante hectare vont être « gelés ». On pré-

(suite en page 9)

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

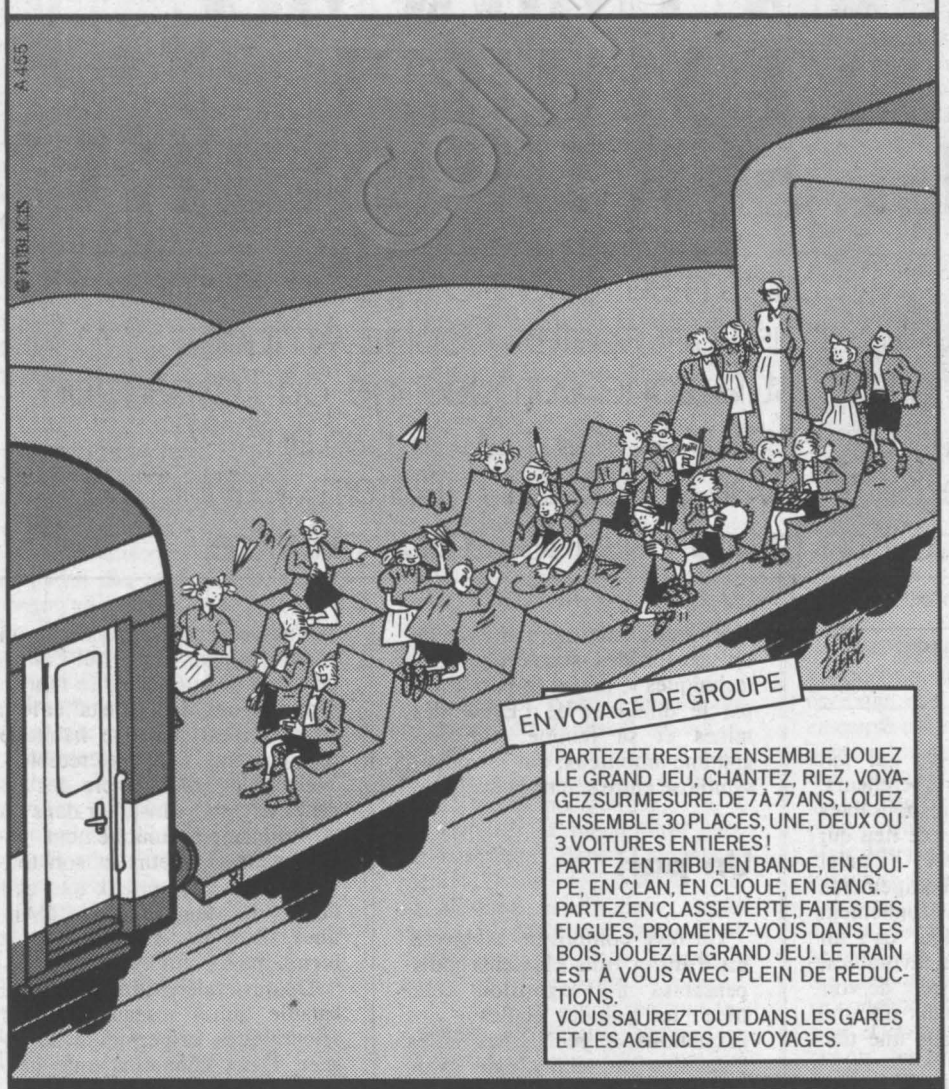
Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39

LE TRAIN RASSEMBLE LES TRIBUS!



SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

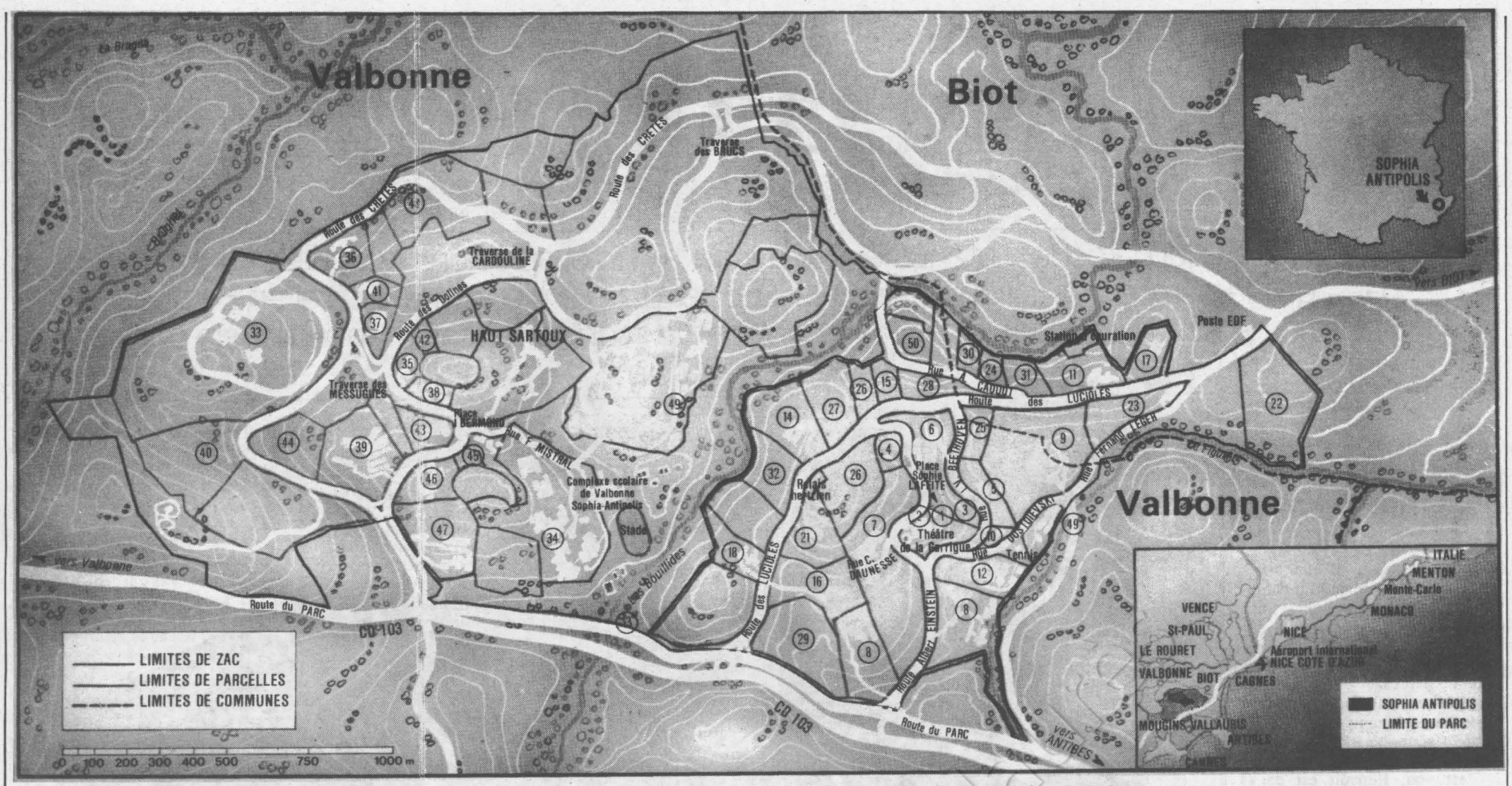
.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE -
92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579



(suite de la page 7)

voit grand et large. On organise l'espace. On conçoit des bâtiments et un environnement qui soient à la fois favorables à l'étude et à ces échanges d'idées généralement oblitérés en milieu universitaire normal. C'est ainsi que s'implantèrent les premières écoles, les premières sociétés dans le cœur historique de Sophia.

Relations bilatérales

Ce qui est difficile à déterminer aujourd'hui à Sophia Antipolis, c'est où finit la formation et où commence la recherche, ou vice versa, tellement à ce niveau-là tout est lié et imbriqué... Maints centres de recherche sont chargés en effet de participer aux divers cycles d'enseignement, et, d'autre part, les chercheurs qui ont trouvé quelque chose ont la possibilité de négocier un contrat avec l'industriel, qui trouve ici, au cours d'un colloque, réponse à un problème. Un seul exemple sur les 135 « étudiants » de l'Ecole des mines, 60 ingénieurs travaillent dans le centre dit « mise en forme des matériaux » : simulation de déformation, calcul des forces... bref, c'est la réponse d'un matériau à une contrainte qu'on lui fait subir. Nom exact : la rhéologie. Ce qui est intéressant, c'est la discussion entre l'industriel et le chercheur pour savoir jusqu'à quel point une pièce de métal peut ou ne peut pas dépasser certains seuils. 500 à 1 000 contrats se négocient ainsi annuellement à la seule Ecole des mines.

L'océan, le soleil, tout y passe...

Les centres de recherche méthodologiques se sont multipliés à Sophia, et ce, dans de multiples domaines : inventaire forestier, ressources du sous-sol, océanographie, agroclimatologie (la télédétection se fait à partir de données fournies par satellites) — tout y passe : la mer, le ciel et le sous-sol. Chacun sa spécialité. Il n'y a pas que l'Ecole des mines qui s'y plonge, mais le C.n.r.s., le B.r.g.m. (Bureau de recherches géologiques), le C.f.p.s. (recherche pétrolière par méthode sismique), — l'A.f.e.e. et Arlab, plus spécifiquement centrés sur l'étude et la prospection de l'eau,



Le Ceram à Sophia Antipolis.

ou encore Cefigre, qui est un centre de formation internationale pour la gestion des ressources en eau, et dont la mission consiste aussi à former cadres et dirigeants du tiers monde : mettre au point des méthodes d'analyse, leur apprendre à gérer leurs ressources en eau, à développer leur capacité d'assainissement...

Lié aux problèmes de santé, il est clair que les représentants des quelque 25 pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient... (des cadres ayant déjà 10 ans d'expérience) viennent chercher à Sophia Antipolis la réponse à des questions cruciales. Stages intensifs de 3 à 5 semaines avec hydrogéologues, ingénieurs... programmes conçus et contrôlés par un Conseil scientifique inernational... : 22 pays du tiers monde — et d'ailleurs — y participent. Cela aboutit à la conduite d'un ensemble d'opérations ponctuelles dans des pays déterminés. Hier en Côte-d'Ivoire, demain, en Chine ! Cette année, 765 semaines de stages, suivis par 250 cadres et dirigeants !...

L'équipe de Cefigre a dû se renforcer.

Dans ce cadre scientifique à multiples facettes, inutile de dire que les énergies renouvelables ne sont pas négligées. Ici, c'est la photovoltaïque solaire, c'est-à-dire la conversion directe de l'énergie solaire en électricité ; études sur l'alliage silicium-étain et expérimentation. Là, ce sont des laboratoires écothermiques, et quantité de petites P.m.i. mettent en place des prototypes dans les technologies avancées : stockage et transport de chaleur notamment. Local minime parfois, mais les jeunes entrepreneurs ont autour d'eux des conseillers techniques... et financiers, et surtout le support moral, le parrainage en quelque sorte de Sophia : l'infrastructure leur permet de se lancer. On les prend au sérieux. Ils peuvent trouver là un démarrage pour développer un produit auquel ils croient. En somme, c'est une nurserie pour entreprises naissantes !

L'ordinateur roi

Mais il y a bien autre chose encore en expansion ici, ne serait-ce que la filière électronique. Des banques de données, en veux-tu, en voilà ! « Télésystèmes », centre serveur en informations, recouvre des domaines aussi variés que la chimie, l'agro-alimentaire, le textile, la pharmacie, les sciences humaines et sociales... Tout. Tout. On peut tout savoir sur tout. Fascinant !... et un peu inquiétant ! Quant aux services informatiques qui peuvent tout régler en trois coups de cuillère à pot, ils se multiplient : régler les comptes d'une caisse de retraite, centraliser les réservations automatiques d'Air France, avoir la haute main sur 10 000 terminaux, déceler en un temps record et à distance le diagnostic de toute panne provenant d'un certain type d'ordinateur, etc. Ainsi « Digital Equipment ».

Problèmes posés, il analyse les messages. Diagnostic 45 minutes après, réponse possible en 6 langues ! Ce petit monstre savant rassemble près d'un milliard d'informations ! 3 000 systèmes sont déjà connectés à Valbonne. 60 ingénieurs de différentes nationalités y travaillent ! Partout des logiciels, des ordinateurs. Gros, mini. On les utilise. On les met au point. On en fabrique. La robotique, idem.

« Il faut penser, dit M. Lafitte, le directeur de l'Association de Sophia, que le monde futur aura de plus en plus besoin d'ingénieurs, de plus en plus de matière grise que d'heures effectuées par des O.s. D'ici à quelques décennies, affirme-t-il, cette notion d'O.s. aura disparue... ».

Préparer l'avenir

Pour faire pénétrer la modernité dans la population : indispensable de faire venir les écoles de la région ! Déjà 25 000 visites d'enfants de tous âges. Ils assistent à des expériences, on leur montre comment on se sert d'un ordinateur, de bases de données, comment on interroge à distance. Les horticulteurs ont également tâté de l'ordinateur, introduisant eux-mêmes les informations concernant leur terrain : réponse immédiate... Des expériences simples qui piquent la curiosité et inculquent la manie informatique à tout un chacun, puisque ce sera, paraît-il, le monde de demain. Sophia, zone de pointe, travaille donc pour l'an 2000 et regroupe déjà 5 000 personnes, dont les deux tiers sont des diplômés ! Malgré la crise, ce parc scientifique est en expansion, et la fondation va être reconnue d'utilité publique. Aujourd'hui, avec l'afflux des nouveaux arrivants, dans le périmètre d'aménagement, il a fallu bâtir un village à Valbonne, construire des équipements collectifs, un complexe scolaire, commerces, banque, pharmacie, café... sans oublier la petite place pour la pétanque !

Seulement pour super-diplômés ?

Avec le ciel bleu et la mer à proximité, Sophia Antipolis serait-elle un paradis pour diplômés ?... Paradis... paradis... on peut s'ennuyer un peu au paradis ! Et quand on suit la route qui serpente sur les collines, quand on découvre de vastes espaces encore vides, malgré les sociétés, les tennis, les théâtres de verdure implantés çà et là, et tout ça qui s'étire sur des kilomètres, on comprend l'importance du culturel et de cette « philosophie de la communication », qui était l'objectif initial — et le reste.

« L'association ne peut être productive que si les gens se rencontrent, échangent des idées dans un climat créatif, explique M. Lafitte. Pour moi, la créativité artistique et la créativité scientifique sont de même nature. Il n'y a pas antinomie entre culture et industrie. Bien au contraire ! » C'est pourquoi il mise sur « cette valeur ajoutée qu'est l'esthétique », persuadé que c'est au contact de l'art sous toutes ses formes que les créateurs scientifiques peuvent se vivifier : concerts, théâtre, expos... bref, le petit grain de folie artistique porteur d'imagination fécondante.

Tout ça est très « chiadé » et élitiste en diable. Oui. Tout à fait élitiste. Alors ? La rogne, la grogne ? Faut-il s'offusquer, s'insurger, bouder, freiner, éliminer ceci, cela ? Ou plutôt s'adapter aux arts et techniques nouvelles, se familiariser avec des méthodes de travail différentes, élever le niveau de tous, former au plus vite les générations du futur : la matière grise n'est l'apanage exclusif d'aucun groupe social en particulier.

Sophia Antipolis, avec ses éléments innovants, a réfléchi au futur : c'est une expérience dont il faut tirer des conclusions... Marseille a des projets de même nature. Aller encore plus loin... « Assurer la modernité pour assumer la concurrence, » c'est ce que dit le président de la République lui-même, et ce n'est pas si éloigné de ce qu'écrivait Picasso à une époque difficile et qui figure dans une salle du Musée Grimaldi où il vécut : « C'est d'enthousiasme dont nous avons besoin, nous, et les jeunes. » ●

RENAULT QUI RIT

Pour ceux qui gardent confiance en l'avenir de la Régie, après un creux de la vague passager, la perspective raisonnable pour 1985 serait : première en France et en Europe, quatrième consolidée aux Etats-Unis et cinquième mondiale. Béatement optimiste ou simplement réaliste ?

PAR STEPHEN GERE

DENIGRER l'industrie française est du dernier chic. Pensez donc, cette industrie socialiste et étatique... Alors, taper sur Renault-la-nationalisée, c'est carrément un « must » libéral. Au moment du lancement de la Supercinq, le « modèle de la dernière chance » selon « l'Express », du très libéral et multinational Jimmy Goldsmith, les dirigeants de la Régie auraient souhaité une tout autre publicité.

C'est vrai, Renault est dans une situation financière délicate : un milliard et demi de pertes consolidées en 1983, et cette année sera pire. Une conjoncture très défavorable dans le poids lourd (R.v.i.), conjuguée avec un mauvais calendrier de renouvellement de la gamme, a creusé des trous (1). Mais dire ou suggérer que le groupe français est moribond relève de la pire mauvaise foi. Le petit constructeur nationalisé après la guerre est plus que jamais le cinquième géant mondial de l'automobile. C'est vrai qu'une stratégie internationale comme la sienne coûte cher, mais Renault est maintenant le numéro quatre aux Etats-Unis. Et surtout, après l'expérience réussie de la R 25, c'est à une stratégie de reconquête des marges bénéficiaires que répond la sortie de la Supercinq.

La nouvelle R 5 est une voiture totalement différente qui ressemble pourtant d'une façon troublante à l'ancienne. Vous me direz : « Ils manquent d'imagination chez Renault, c'est une curieuse manière de sortir une nouvelle voiture. » Même son nom n'a pas changé. Le pari des gens de la Régie, c'est de profiter de l'excellente image de la R 5 pour continuer à vendre une voiture dans le même segment de marché. La nouvelle a exactement le même marché que l'ancienne, en espérant le pénétrer mieux encore. Voyez Mercedes : depuis 30 ans, ses voitures ont la même allure. Personne n'achèterait une Mercedes sans sa calandre et son bouchon de radiateur. Ford vend des Escort depuis dix-sept ans, même si le modèle a été totalement renouvelé à trois reprises. Volkswagen vient de faire de même avec sa Golf. C'est également le choix de Renault.

« Plus aérodynamique, moins « rigolote » et aussi « sympa », la R 5 est plus fine, plus large, un peu plus longue avec moins de capot. Moins de capot parce que le moteur est disposé transversalement, ce qui occupe moins d'espace que s'il était longitudinal. Elle pèse vingt-cinq kilos de moins que l'ancienne. Son cx — indice d'aérodynamisme — est passé de 0,42 à 0,35, en cela seulement dépassé par la Fiat Uno. De plus, la R 5 devient la voiture la plus économique de sa catégorie, avec 5,16 litres au cent kilomètres parcourus, en moyenne (U.t.a.c.). Enfin, argument de vente non négligeable, son coût d'entretien est réduit par sa conception mécanique très simple avec, pour conséquence



Keystone





Roland Carraz et Edith Cresson essayant l'Espace.

La Renault Alliance convertible commercialisée aux Etats-Unis.



Sipa-presse

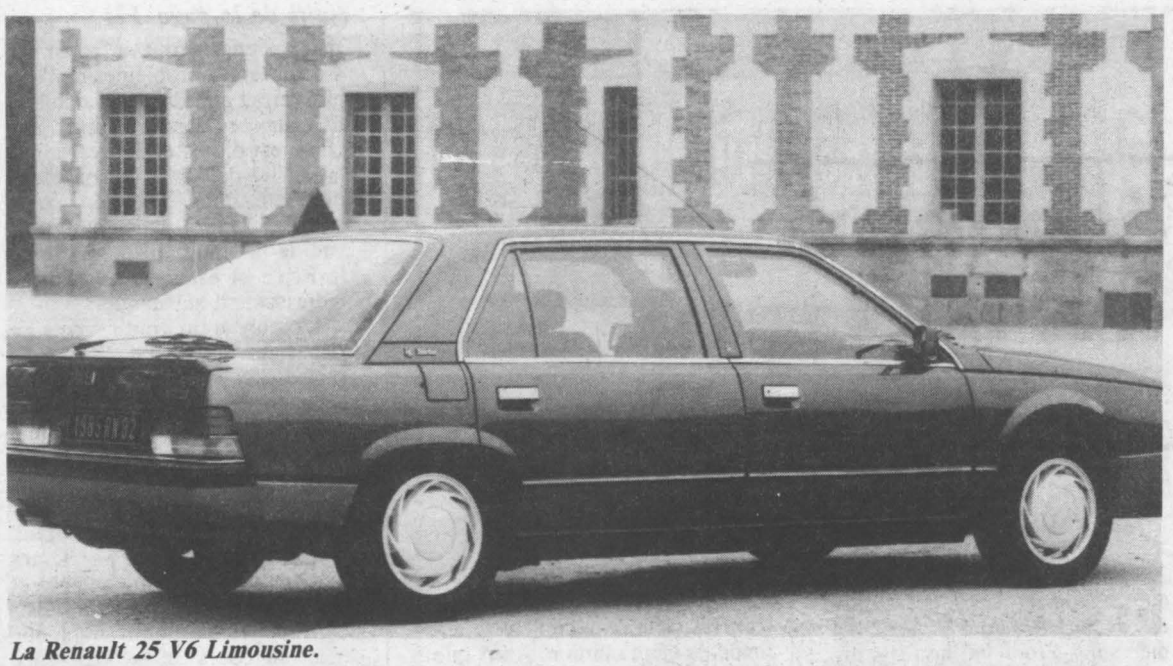
Le président de la République après avoir testé la nouvelle R5.

Collection Jean Jaurès

probable, une diminution du coût d'assurance.

Si l'ancienne R 5 s'était un peu démodée, la nouvelle n'a franchement rien à envier à ses concurrentes les plus modernes, comme l'excellente 205 ou la Fiat Uno. Avec la Supercinq, Renault dispose incontestablement d'une carte maîtrise. Mais ce n'est pas tout, parce qu'une bonne voiture n'est pas toujours un bon « produit ». En l'occurrence, si Renault atteint ses objectifs de vente – et tous les calculs de rentabilité sont faits en fonction des objectifs –, la nouvelle R 5 permettra à l'entreprise de gagner beaucoup d'argent. Le groupe compte sur cette voiture pour boucher les trous, financer les investissements correspondant au lancement des prochains modèles, ainsi que son développement international. Pour tout cela, il faut gagner de l'argent. L'objectif est donc d'arriver très vite à produire en France – et à vendre – deux mille huit cents R5 par jour. Par la suite, on l'assemblera en Belgique, en Espagne, au Portugal et dans une demi-douzaine d'autres pays. La combinaison de données diverses, telles que le passage à la grande série, la conception très simple du nouveau modèle, l'automatisation accrue de la production ou la diminution du temps de montage (4 heures 40 minutes de moins que l'ancienne), fait que le coût de production de cette voiture sera, aux dires des spécialistes, sensiblement inférieur à celui de ses concurrentes. Et comme la voiture sera proposée à un prix compétitif mais aligné sur la concurrence, la Régie, en principe, gagnera de l'argent.

Le président Bernard Hanon et les responsables du groupe déclaraient l'an dernier que chaque année verrait sortir un modèle, ce qui réduirait désormais la durée de vie d'une voiture à cinq ou six ans. A propos des nécessaires restructurations engagées dans l'automobile, les responsables de Renault ajoutaient que chaque nouveau modèle serait l'occasion de la modernisation d'une unité de production du groupe. La nouvelle Renault 5 a coûté 4,3 milliards de francs – 4 milliards la Renault 9 en son temps – dont 1,2 milliard de frais d'études et 1,9 milliard d'investissements industriels. A Flins, on aura investi plus de 1 milliard en tôlerie, 442 millions en outillage et 280 en montage.



La Renault 25 V6 Limousine.

A la pointe de la technologie

C'est inévitable, le paysage industriel peuplé de robots automatiques se généralise. L'emboutissage, la conception des châssis et maintenant la soudure sont presque totalement robotisés. A l'heure actuelle, l'assemblage est encore manuel ; même les Japonais ne savent pas encore faire autrement. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions, l'assemblage robotisé est l'enjeu des dix années à venir. Peut-être même avant. Cela signifie que beaucoup d'autres emplois sont menacés. Le lancement de la nouvelle R 5 aura supprimé, selon les chiffres officiels, treize cents postes de travail.

Mais encore une fois, les perspectives sont loin d'être aussi sombres qu'on le dit. « Les Echos » de mardi s'insurgeaient contre la mauvaise presse qu'on fait à l'automobile française et en particulier à Renault, qui pourrait finir l'année à une troisième position européenne. Grâce à la R 5... même si les ambitions de la Régie peuvent sembler un peu optimistes. Prendre 12 % du marché français et 5 % du marché européen (2) avec cette voiture dès 1985 est très ambitieux, compte tenu de la concurrence sur ce créneau. Mais sait-on jamais ! Après tout, l'autre vedette de l'année, la R 25, est déjà en tête du marché français (5,1 %), largement devant la 505 et la CX. Et puis Renault met les bouchées doubles : le lancement du modèle devant succéder à la R 18 serait avancé au printemps prochain, celui de la remplaçante de la R 4 à la fin de l'année. Des investissements très lourds qui coûteront au groupe son équilibre financier en 1985, mais le doteront d'une gamme entièrement renouvelée.

Et puis, il y a l'Amérique, qui devrait permettre au groupe d'atteindre un record de 2,5 millions dans le monde en 1985 (3). Aux Etats-Unis, American Motors Corporation aura fabriqué 430 000 voitures en 1984. En 1987, Renault envisage de prendre 7 % du marché, soit 700 000 véhicules. Aux dernières nouvelles, la nouvelle R 18 serait même fabriquée en France – d'où des capacités de production accrues chez nous – pour être écoulée outre-Atlantique, à l'instar de l'Espace. Perspective raisonnable pour 1985 : premier en France et en Europe, quatrième consolidé aux Etats-Unis et cinquième mondial. Qui s'en plaindra ?

Et puis Renault s'est résolument installé à la pointe de la technologie mondiale. Son entrée dans le monde de la Formule 1 est à l'origine de cette formidable révolution qu'est le passage du moteur atmosphérique au turbo. On ne compte plus ses succès sportifs, en rallye avec la R 5 turbo comme en Formule 1. La diversification de ses modèles s'est accrue, de la 25, concurrente sérieuse des allemandes, à l'Espace, concept automobile futuriste et totalement nouveau, préfigurant peut-être la voiture de l'an 2 000.

Pour peu que les syndicats « et la Régie parviennent vite à un accord susceptible de calmer les tensions actuelles, l'avenir de Renault serait plutôt encourageant. Il reste à convaincre les commentateurs atteints de libéralite aiguë de déposer les armes qu'ils fournissent contre la Régie sous un prétexte plus idéologique qu'industriel. Il y a bien pire que les grèves syndicales pour ternir l'image de marque d'une groupe industriel : les procès politiques coûtent chers et ne rapportent rien... ●

(1) *R.v.i. détient tout de même 42 % du marché français et Mack aux Etats-Unis. Un niveau de production élevé qui devrait désormais lui permettre de réaliser des économies d'échelle.*
(2) *Un score que l'ancienne R 5 n'a atteint que pendant trois ans, alors qu'elle n'avait pas de concurrence sérieuse.*
(3) *Record historique pour l'industrie automobile française : 57 % des voitures fabriquées en France depuis le début de 1984 ont été exportées.*

RENAULT QUI PLEURE

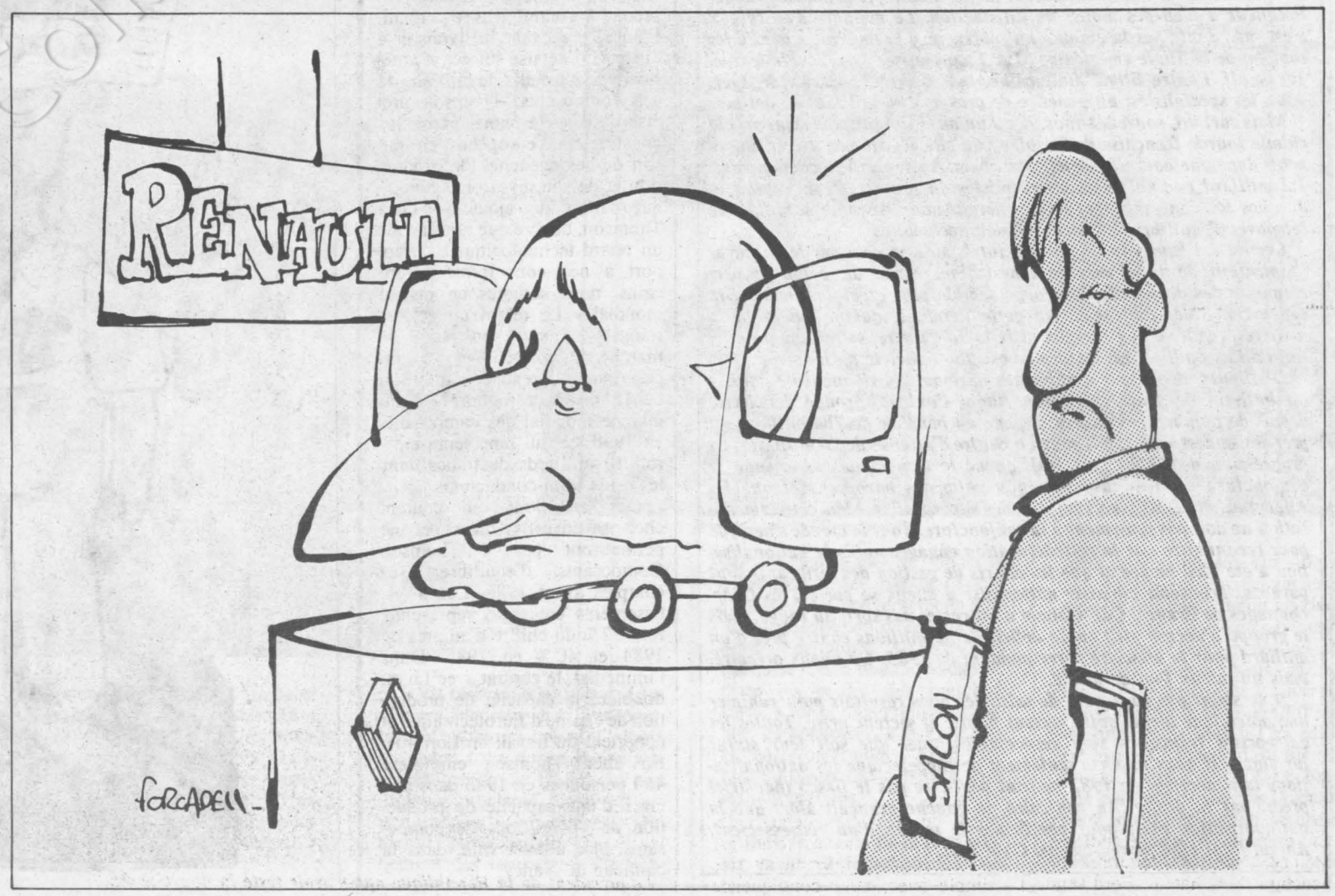
Pour les autres, les erreurs de la direction actuelle et sa stratégie mondiale ont conduit au gouffre financier et au désordre social même si les nouvelles propositions du p.-d.g. Bernard Hanon, bien accueillies par les syndicats, écartent le danger d'un conflit grave.

PAR CLAUDE JADOUL

EN « mettant à plat », d'un seul coup, mardi, les problèmes globaux de la Régie Renault, Bernard Hanon, son p.-d.g., a singulièrement fait baisser la température dans les établissements. Fallait-il vraiment en passer par dix jours de grève pour en arriver là ? Et, d'une manière plus précise, M. Hanon n'avait-il pas fourni lui-même les « jerricans et les allumettes » à la C.g.t., selon l'expression de Pierre Cadel, secrétaire de la section socialiste d'entreprise. Statu quo salarial (2 % d'augmentation seulement depuis le début de l'année), diminution de 20 % de la prime de fin d'année, obligation de prendre la 5e semaine de congé entre les fêtes de fin d'année : autant d'éléments qui ont été ressenti comme une provocation dans ce « phare social » qu'est la Régie Renault, fief d'une C.g.t. puissante et qui avait trouvé là un terrain de prédilection pour « mettre le paquet » comme le souhaitait Henri Krasucki. D'un seul coup, Bernard Hanon vient de retourner la situation.

Une prime de 320 francs sera versée le 7 novembre, une augmentation de 1 % est acquise au 1er octobre, des négociations sala-

(suite en page 12)



L'économie en bref

PAR STEPHEN GERE

SONDAGES
Mémoire courte (suite)

Décidément, les sondages ne laissent de surprendre. Le dernier en date, publié par « l'Express », sur l'air de « si l'opposition revenait au pouvoir », est tout à fait édifiant. Outre qu'on ne voit pas bien en quoi une opposition sans programme gouvernemental pourrait obtenir de meilleurs résultats économiques que le gouvernement Fabius, il est patent que les Français ont oublié les indices de l'avant-dix mai. Une amnésie à laquelle la gauche serait bien avisée de trouver un remède. A la question : pensez-vous que la droite parviendrait mieux que la gauche à réduire le chômage ? Au moment où Yvon Gattaz et Jacques Chirac préconisent la « liberté » totale de licenciement, la réponse est : oui pour 32 % des Français, non pour 22 %. Pourquoi donc croyez-vous que ces gens-là réclament le droit de licencier ? Pour embaucher bien sûr... Etonnant, non ? Autre exemple : la droite est-elle plus à même que la gauche d'augmenter le niveau de vie ? 38 % de oui, 17 % de non. On voudrait pouvoir en rire ! Qui se souvient des philippiques récentes du patron des patrons contre le S.m.i.c., ce salaire maximum d'inflation et de crise, jugé trop élevé. Yvon Gattaz lui préfère assurément ses E.n.c.a., qui prévoient de sous-payer les salariés nouvellement embauchés. Et surtout pour juger en toute connaissance de cause des intentions de l'opposition, puissent les Français ne pas perdre de vue que nos libéraux purs et durs de l'opposition rêvent de « purger » la France au moyen de cette même politique monétariste qui, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a fait rétrograder le pouvoir d'achat moyen de 5 ou 6 points.

Et puis il y a le bouquet ! A la question : la droite ferait-elle mieux que la gauche pour réduire l'inflation ? 36 % disent oui, 18 % répondent par la négative. Deux chiffres pour illustrer le bien-fondé de cette opinion. Alors que Raymond Barre nous a quittés sur un rythme d'inflation supérieur à 14 %, nous sommes actuellement sur une pente de 7,5 %. A la fin de cette année, nous serons sous la barre des 7 %.

Certes, le gouvernement est confronté à des difficultés considérables, et il est normal que les Français soient moroses. Mais enfin, ce n'est pas une raison pour parer la droite de toutes les vertus. A propos, savez-vous quel est le second atout de la droite après « l'apparition d'une nouvelle génération de leaders » ? Je vous le donne en mille : « Son attachement aux libertés. » On vit une époque formidable.

NATIONALISES
La chimie ça marche !

11,9 milliards de marge brute d'autofinancement (M.b.a.) pour les six premiers mois de 1984 ! Ça ne se passe pas aux Etats-Unis, mais en France : Elf Aquitaine pulvérise les records de rentabilité. Avec 91 milliards de chiffre d'affaires et plus de 4,5 milliards de bénéfice net consolidé au premier trimestre, le géant français confirme d'une manière éclatante sa première place au rang des entreprises françaises. Un bénéfice net d'ores et déjà supérieur à celui de toute l'année 1983 (3,7 milliards).

Le gaz de Lacq et de la mer du Nord, le pétrole du Golfe de Guinée... ainsi que le taux élevé du dollar ont contribué pour beaucoup à ces bons résultats. Par contre, le raffinage et la distribution continuent de coûter cher au groupe. Même si les perspectives pour la seconde moitié de l'année semblent moins bonnes, le président Michel Pecqueur a bien des motifs de satisfaction. Le moindre d'entre eux n'est sans doute pas la chimie. La reprise aux Etats-Unis a gonflé les comptes de la filiale américaine M & T, spécialisée dans la chimie fine. Texasgulf, l'autre filiale américaine, tant décriée, pourrait dégager, selon les spécialistes, un bénéfice de près de 100 millions de dollars.

Mais surtout, souvenez-vous, il y a un an, Elf Aquitaine reprenait la chimie lourde française de Pechiney qu'elle regroupait avec d'autres actifs dans une nouvelle société, Atochem. Au départ, Atochem perdait 1,2 milliard par an. Mais les chimistes du groupe, René Sautier et Jacques Puechal, faisaient le pari devant une assistance sceptique de retrouver l'équilibre. Eh bien, mission accomplie.

Certes, cet équilibre est conjoncturel, aidé en cela par le dollar et l'aspiration de la croissance américaine. Mais, du coup, le pari chimique des dirigeants du groupe semble plus crédible, même si la concurrence des industriels du golfe Persique, qui ne paient ni la matière première, ni l'énergie, ni la main-d'œuvre, se fait menaçante. Ah, j'allais oublier, Elf Aquitaine est une « société nationale ».

D'ailleurs, deux autres chimistes nationalisés viennent de publier un bulletin de santé rassurant. Rhône-Poulenc, groupe déficitaire depuis de nombreuses années, dégage un bénéfice de 786 millions au premier semestre de 1984, pour un chiffre d'affaires de 26 milliards, en progression de 27 %. C'est vrai, on ne le dira jamais assez, que la conjoncture est très favorable aux chimistes européens et que les Allemands et les Anglais réalisent des superprofits. Mais cette amélioration ne doit pas seulement à la conjoncture. Tout le monde s'accorde pour reconnaitre que la restructuration engagée après la nationalisation a été bien menée et que les efforts de gestion des dirigeants sont payants. Troisième chimiste nationalisé à mieux se porter, les Charbonnages de France. CdF-Chimie n'est certes pas sorti du rouge, mais le groupe n'accuse plus qu'un déficit de 52 millions contre près d'un milliard pour le semestre correspondant de 1983. Un mieux précaire, mais un mieux tout de même.

Il ne s'agit pas pour nous de saisir les bons résultats pour ranimer une polémique inepte entre secteur public et secteur privé. Toutes les entreprises françaises sont respectables, quel que soit leur statut juridique. Il nous importe seulement de rappeler que les nationalisations tant décriées de 1982 ne sont peut-être pas le fiasco industriel prédit par la droite. Au contraire, la gauche avançait alors que la nationalisation était pour ces firmes le moyen d'un redressement. Aujourd'hui elles se redressent. C'est tout.

INFORMATIQUE
Nos puces plaisent

Thomson C.s.f. va vendre des « puces » à I.b.m. Jacques Noëls, directeur de Thomson Composants, a annoncé lundi dernier les accords par son groupe avec I.b.m. et le groupe japonais O.k.i. Thomson a donc passé un contrat avec O.k.i. lui permettant de concevoir en France des semi-conducteurs, selon cette technologie japonaise. Il s'agit de mémoires « ramdynamiques », des pièces entrant dans la fabrication de toutes sortes d'ordinateurs, aussi bien des automates industriels programmables que des « micros ». Thomson a passé un second contrat avec I.b.m. France, prévoyant la livraison à l'usine bordelaise du géant américain de plusieurs de millions de ces composants. Thomson précise qu'il a été choisi parmi les constructeurs européens en raison de ses capacités de production et de son niveau technologique. « Il est faux, ajoute-t-on chez Thomson, de dire que nous avons un retard technologique par rapport à nos concurrents américains, nous sommes au niveau mondial. » Le retard du groupe français se situe en parts de marché. L'accord avec I.b.m. contribuera à réaliser l'ambition de Thomson de prendre 3 % du marché mondial des composants en 1990, ce qui représente environ 10 milliards de francs dans les seuls semi-conducteurs.

Des ambitions qui coûtent cher en investissements et ne permettront pas à Thomson Composants d'équilibrer ses comptes avant 1986. Les investissements envisagés représenteront 22 % du chiffre d'affaires en 1984 et 40 % en 1985. Dans l'immédiat, le contrat avec I.b.m. doublera la capacité de production de l'usine d'Eurotechnique et apportera du travail en Lorraine. En effet, Thomson emploiera 460 personnes en 1986 dans une unité d'une capacité de production de 16 millions de composants, sise à Maxéville, dans la banlieue de Nancy.

(suite de la page 11)

riales s'engageront à partir du 4 octobre, les problèmes de l'emploi seront abordés le 15 octobre. Et, sur ce dernier point, une chose est d'ores et déjà certaine : la Régie « dégraissera » mais sans licencier. Pour faire bonne mesure, le p.-d.g. reconnaît la gravité de la situation financière de la Régie et esquisse un plan de redressement substantiel.

L'ombre d'un conflit, avec arrière-fond politique, s'éloigne sans doute. « Personne n'a intérêt à un conflit généralisé à la Régie », expliquait très récemment Jean-Paul Bachy, secrétaire national du P.s. aux entreprises. En ajoutant : « On ne peut dissocier les problèmes sociaux – emploi, pouvoir d'achat – des problèmes d'orientations commerciales et industrielles de la Régie. » Bernard Hanon l'a admis implicitement au cours de la conférence de presse qu'il a tenue mardi après-midi à l'hôtel Crillon : il fera du « social » pour favoriser un gain de productivité qu'il estime à 7 % par an. Jean-Paul Bachy ne disait rien d'autre lorsqu'il affirmait qu'à la Régie : « Il faut mobiliser les énergies sur une politique à long terme. Renault est un symbole sur le plan social : les problèmes ne doivent pas y être traités de la même manière que chez Citroën et chez Talbot, mais d'une manière exemplaire du point de vue de l'emploi. »

C'est, semble-t-il, l'avis du p.-d.g. qui offre des formations de longue durée aux salariés dont l'emploi était menacé (10 000 à 15 000). Un revirement spectaculaire dans lequel l'intervention du gouvernement n'est sans doute pas pour rien. De son côté, la section socialiste de la Rnur, dans un tract récent, avait mis les points sur les « i » : « La suppression de milliers d'emploi sans modification de la stratégie et de la gestion n'enrayera pas le déclin de l'entreprise. Elle l'accentuera même. » Bernard Hanon a compris l'avertissement, avec un certain retard il est vrai, puisque à la veille du renouvellement de son mandat, au printemps dernier, il parlait encore de la « bonne santé » de Renault alors que la Régie était en train de passer de la première à la sixième place des constructeurs européens, que la dette extérieure totale s'élevait à 45 milliards de francs.

Mardi, Bernard Hanon – salon de l'Auto oblige – prend donc tout le monde à contre-pied pour désamorcer un conflit qui commençait à prendre mauvaise tournure. Un langage nouveau. En affirmant : « Le problème de la Régie ne serait pas résolu si on licenciait 10 000 personnes. Il faut mettre en place un processus, un dispositif », Bernard Hanon est sur la même longueur d'onde qu'André Sainjon, le « patron » des métallos C.g.t., qui, sortant d'un entretien avec lui, s'étonnait de « n'avoir pas entendu parler de sureffectifs, ce qui est tout à fait nouveau dans le langage d'un chef d'entreprise ».

La mondialisation : une nécessité

Eclaircie donc, mais tout est-il dit pour autant sur la situation de Renault et la manière de la traiter ? C'est moins sûr. Lorsque le p.-d.g. réduit la difficulté à « un accident de gamme en 1984 », est-ce vraiment toute l'explication ? En réalité, les choses viennent de plus loin, plus particulièrement dans les choix stratégiques de 1977-1979, ainsi que le pensent les socialistes de chez Renault. C'est peut-être le cas de l'effort de mondialisation de la firme, une nécessité. Reste la manière. On est un peu étonné d'entendre Hanon annoncer qu'il « n'y a plus d'opportunités à l'étranger » aujourd'hui. Le p.-d.g. serait-il échaudé par l'affaire de la reprise d'American Motors Company, en faillite en 1981 ? La vérité, c'est que sur l'ensemble de l'opération « Amérique du Nord », Renault continue à perdre de l'argent.

Bien sûr, A.M.C.-Etats-Unis est en léger bénéfice en 1984, mais les établissements du Mexique sont un véritable gouffre, notamment l'usine de moteurs. A.M.C. a rajeuni sa gamme, tan-



dis que Renault en Europe prenait de sérieux coups. Ce n'est peut-être pas un hasard si Fiat s'est dégagée d'Amérique du Nord (où la firme italienne a subi de grosses pertes) pour recentrer ses activités sur le vieux continent, tout en renouvelant sa gamme. Fiat empoche actuellement les dividendes de cette politique en s'emparant de la première place européenne, détenue un court moment par Renault... L'« accident » de 1984 ne trouve-t-il pas son origine dans un déséquilibre manifeste entre l'effort nord-américain de Renault et une régression de ses parts de marché en Europe où la Rnur est passée de 14,6 % de taux de pénétration en 1982 à 10,6 % pour le premier semestre 1984 ?

Ce n'est pas la première fois que « l'Unité » tire la sonnette d'alarme à ce sujet. On peut donc se réjouir d'entendre Bernard Hanon déclarer : « Nous avons regardé le modèle américain, le modèle de Grande-Bretagne, le modèle italien. Aucun ne convient à Renault, à ses objectifs. C'est pourquoi nous proposons de négocier avec les organisations syndicales et le personnel pour élaborer un modèle Renault ». Lorsqu'on annonce que le futur modèle Espace sera exporté aux Etats-Unis, ne fait-on pas marche arrière ? Car la question est bien là : la Régie ne doit-elle pas fonder principalement sa stratégie, axer sa gamme sur le marché intérieur plutôt que d'élaborer des produits au goût « made in U.s.a. » ? M. Hanon ne dit rien d'autre lorsqu'il explique qu'un « autre modèle de grande série sera expédié de France pour compléter la gamme d'A.m.c. ».

Marche arrière également sur la politique sociale quand Bernard Hanon déclare : « Je ne suis pas de ceux qui pensent que le problème de l'emploi peut se régler par la mise sur le carreau de 10 000 ou de 15 000 personnes. Il faut trouver la clé d'un nouveau processus social, et toutes les solutions auxquelles nous aboutirons seront meilleures que celles qui conduisent à la perte de la dignité de l'emploi. » Plus question d'incriminer la responsabilité d'éventuels sureffectifs aux fameux robots. Ils avaient eu pourtant bon dos, ceux-là.

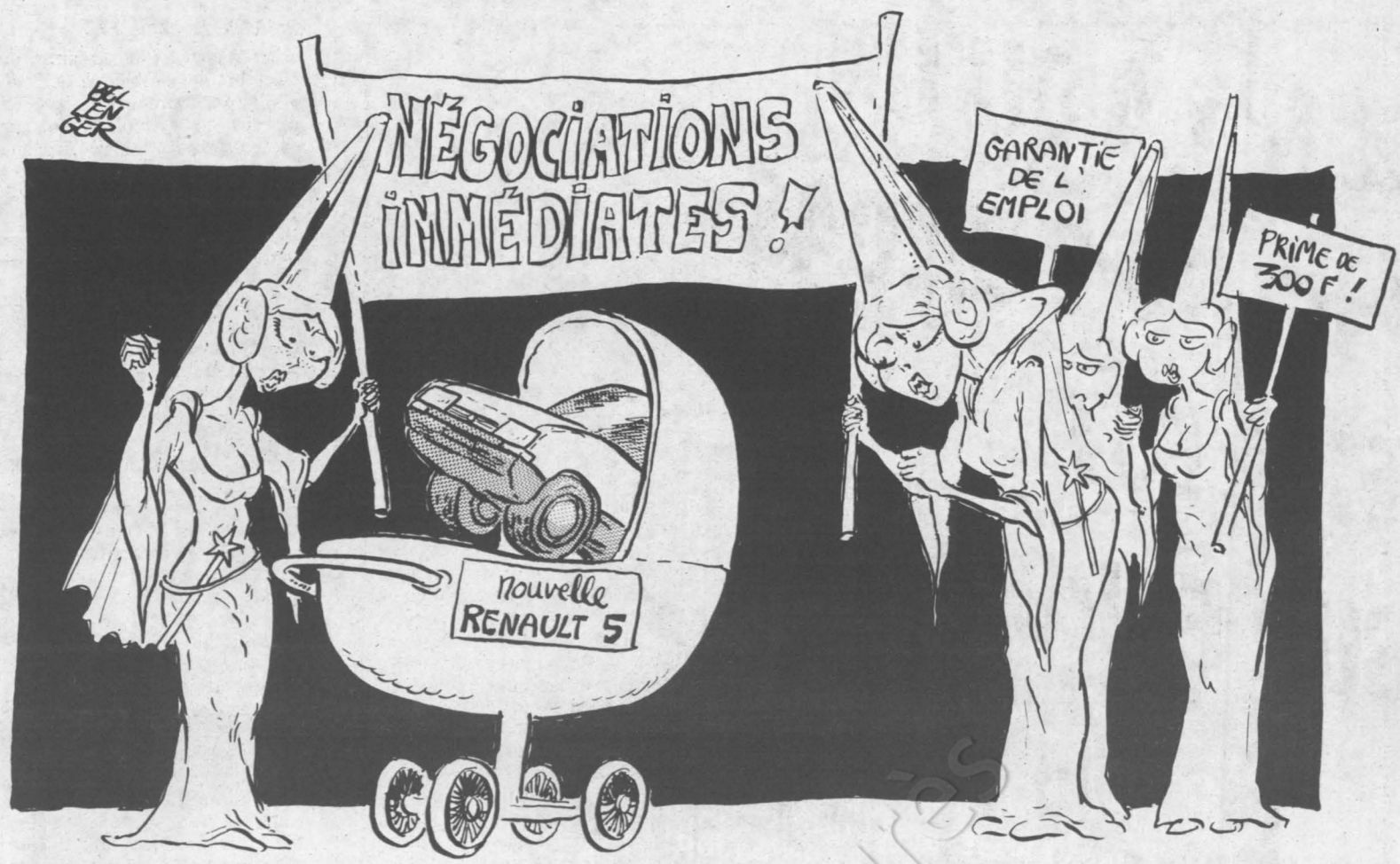
Hanon comme Dreyfus

Il est clair en effet que 80 % des suppressions d'emploi qui avaient été envisagées touchaient « la main-d'œuvre indirecte, le tertiaire, les salariés de l'entretien, les ouvriers professionnels », comme l'explique un cadre. Bref, et c'est nouveau, les O.s. des chaînes, les immigrés, ne sont pas visés. « Qui oserait affirmer dans ces conditions qu'il n'y a pas d'erreurs de gestion, poursuit le même cadre, puisque les « cols blancs » ne sont pas mis à la porte par les robots ! » Le malaise de la Régie n'a rien à voir avec l'introduction des technologies nouvelles, là aussi le p.-d.g. balaie l'écran de fumée.

Deux plans Fonds national de l'emploi (F.n.e.) 3 et F.n.e. 4 vont — grosso modo — « éponger » 8 000 salariés, tandis qu'un millier d'immigrés accepteraient des départs volontaires.

Restent 6 000 personnes pour lesquelles il va falloir trouver une solution. M. Hanon découvre les vertus de la formation interne. C'est ainsi qu'un « dispositif Renault va être mis en place visant à une formation importante du personnel, extensive, longue, et portant sur de très nombreux postes ; cette formation pourra être de douze, dix-huit ou vingt-quatre mois. Il s'agira de former le personnel aux techniques nouvelles quelle que soit la place dans la hiérarchie. Nous allons définir ce que seront les métiers clés de l'automobile pour les années qui viennent. Nous voulons préparer le monde industriel de demain ».

Et un dispositif de reclassement sera mis en place à l'intérieur du groupe dans les usines et les unités de pointe. « Une occasion d'un redémarrage pour chaque membre du personnel. » Bravo !



Sipa-presse



Pascal Lebrun

Bernard Hanon, p.-d.g. de Renault.



André Sainjon et Jean-Louis Fournier, délégué de Billancourt. A.f.p.



Meeting devant les usines de Sandouville.

Il est clair en effet que si « des métiers meurent dans l'automobile, d'autres se créent », ajoute un cadre. Cela donne raison aux socialistes de la Régie qui ont toujours proclamé, dans cet esprit, « pas de licenciements ». Qui nierait, par exemple, que l'avènement des futurs pots d'échappement catalytiques va utiliser la céramique testée par la navette spatiale ? Le gouvernement allemand a annoncé cette nouvelle norme technique. L'automobile française devra donc s'y adapter, faute de perdre des marchés. Reste à former les hommes capables de concevoir, à la Rnur, ces fameuses céramiques. Idem pour l'introduction de la parole dans les automobiles.

Bref, le champ de la formation est vaste. Et le savoir-faire des gens de Renault doit être utilisé, par priorité, pour ces nouveaux métiers. Bernard Hanon annonce en tout état de cause un projet audacieux. Associer gestion industrielle, commerciale et sociale. Un pari, c'est vrai. En 1961, confronté avec des difficultés financières liées à l'échec de la Frégate, Pierre Dreyfus, le p.-d.g. d'alors, s'est lancé dans une politique semblable, avec un volet social très incitatif. Bernard Hanon vient de prouver qu'il avait lu ses classiques. ●

IL N'Y A QU'UN PHILIPPE GILDAS ET IL EST SUR EUROPE 1

8H00-8H30

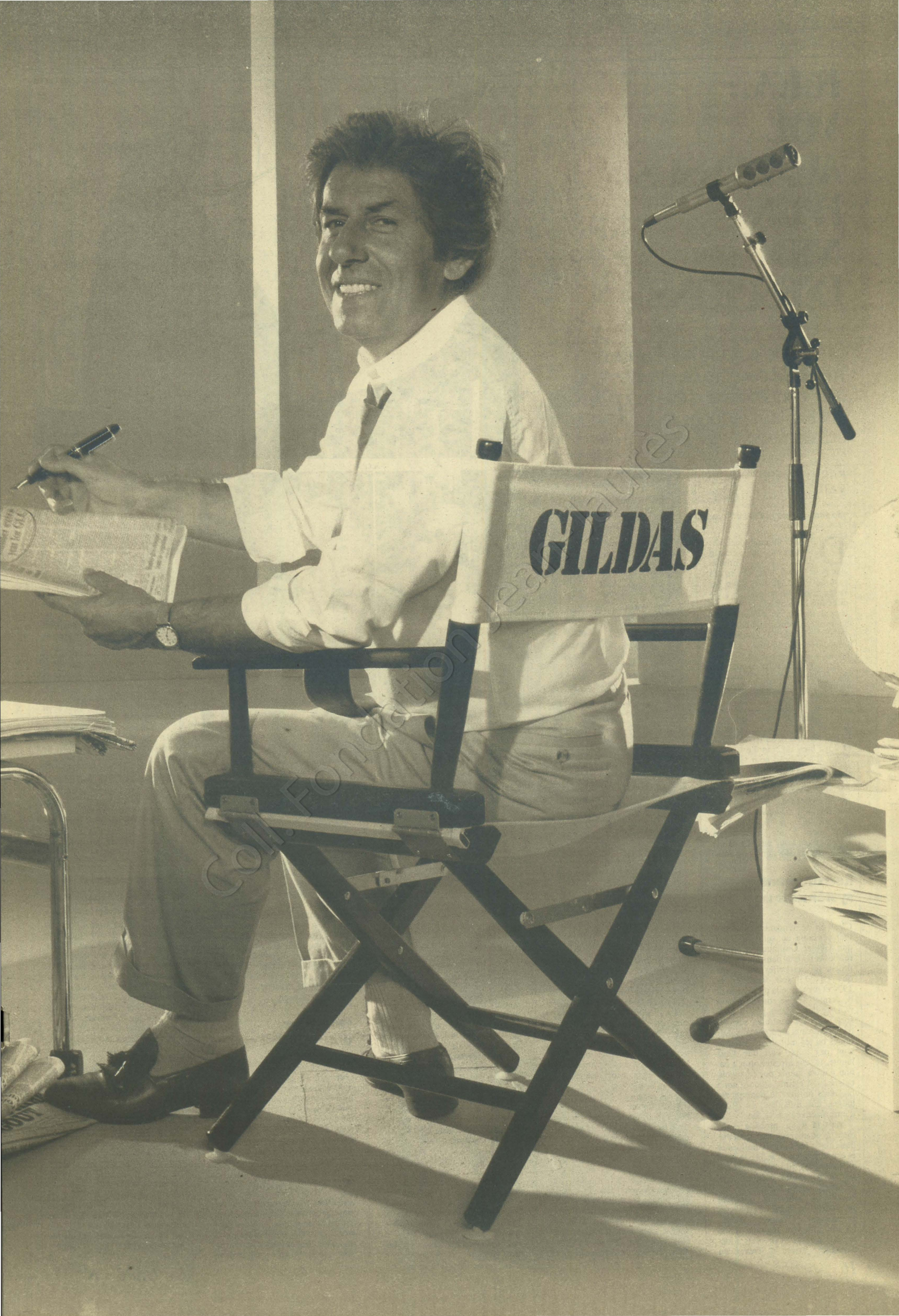
Tous les matins sur Europe 1, Philippe Gildas réveille l'information. Dans son journal de 8H00 (journal parlé, mais avec quel accent), il vous fait vivre en direct la grande rencontre des hommes et des événements. Avec tout à la fois, la compétence d'un journaliste professionnel et le brio d'un animateur vedette.

En duo avec Stéphane Paoli, dialoguant avec l'invité du jour, il pousse l'actualité dans ses derniers retranchements.

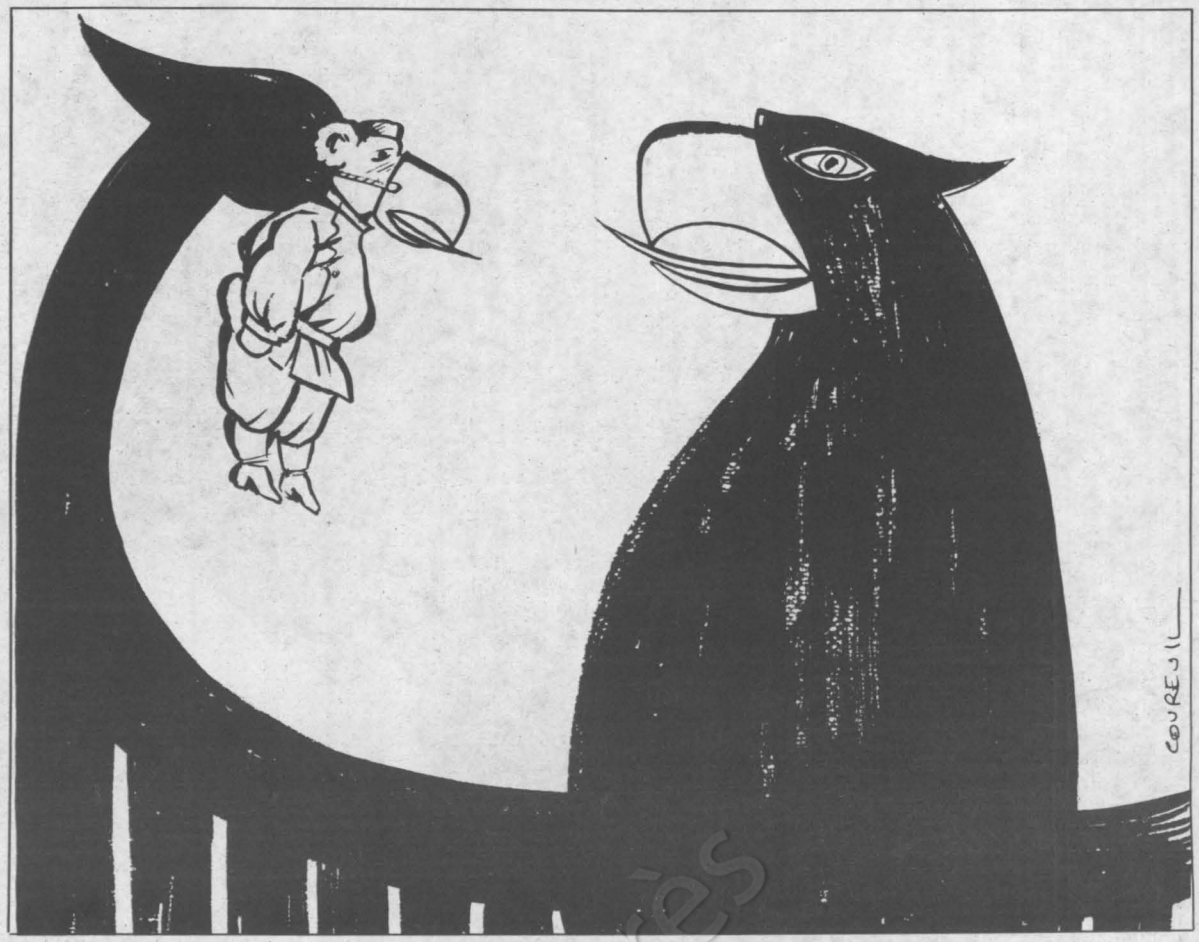
Alors pour bien comprendre, pour mieux juger, écoutez-le sur Europe 1. Tous les matins de 8H00 à 8H30. Il est vraiment unique.

Les N°1 vivent en EUROPE 1

Fondation Jean-Jaurès


GILDAS

R.F.A.: VOL AU-DESSUS D'UN NID D'ESPIONS



On estime aujourd'hui à plusieurs milliers le nombre de « taupes » qui attendent en R.f.a. d'être réactivées par le Stasi, redoutable service secret est-allemand.

PAR JEROME VAILLANT

(de notre correspondant à Bonn)

DEPUIS toujours, la R.f.a. représente un champ d'investigation privilégiée pour les services secrets des pays de l'Est, ses structures ouvertes permettant sans grande difficulté l'infiltration et le recrutement sur place d'agents à la solde, en particulier, du ministère est-allemand de la Sécurité, le Fdaadfficherheitsdienst, plus connu sous l'abréviation de Stasi.

Quoi de plus facile en effet que d'y installer un agent allemand à la biographie crédible sous couvert d'un réfugié politique ou d'un simple citoyen qui ne supportait plus de vivre dans son pays, la R.d.a. ? Un tel agent ne se met pas tout de suite au travail, et il n'a bien sûr rien d'un James Bond. Il a d'abord pour tâche de faire son trou dans la société ouest-allemande, de s'y établir et d'y faire carrière. Ses employeurs ne se rappellent à son souvenir que lorsqu'il a acquis une position sociale ou politique lui donnant accès à des informations intéressantes pour eux. La taupe se transforme alors en agent actif.

Recrutement systématique

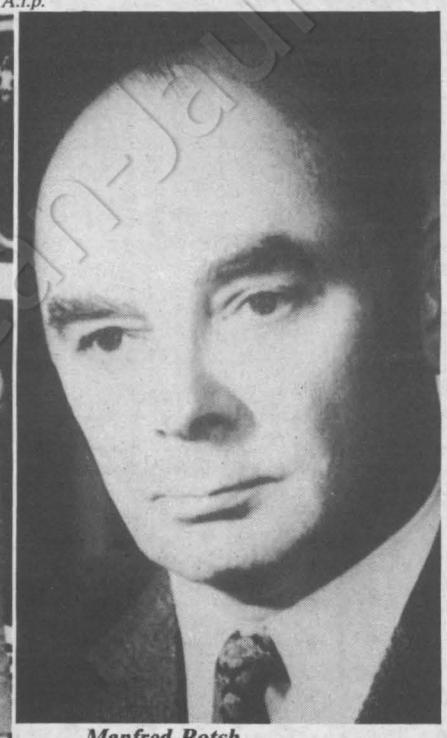
C'est en se rendant peu à peu indispensable au sein du S.p.d. que Günter Guillaume a pu se retrouver un jour dans l'entourage proche du chancelier Brandt, jusqu'à ce qu'il soit découvert en 1974 et provoque la démission de ce dernier. On ne compte plus le nombre des espions placés de la sorte dans les centrales des partis, les bureaux de dirigeants politiques ou les ministères. Tous ne vont pas aussi loin que Guillaume, et leur arrestation n'a pas non plus la même portée spectaculaire. On estime aujourd'hui à plusieurs milliers le nombre des taupes qui attendent en R.f.a. d'être réactivés par le Stasi.

Mais la R.d.a. procède également à un recrutement systématique dans les milieux politiques et économiques de R.f.a., le Stasi exploitant les difficultés financières de personnes bien placées, recrutant par voie de petites annonces ou subornant quelques secrétaires en quête d'aventures amoureuses. Werner Wendt, 53 ans, directeur régional d'une société d'assurances pour fonctionnaires, arrêté à Trèves au début de cette année, était certes intéressant pour les services est-allemands parce qu'il fournissait des informations sur les mouvements d'avions de la base américaine de Bitburg et sur la progression des travaux menés en vue de l'installation des Pershing II, mais surtout parce qu'il avait accès à la banque de données de la société.

A.f.p.



Willy Brandt accompagné de la « taupe » Gunther Guillaume.



Manfred Rotsh.

Le parquet l'accuse ainsi d'avoir fourni à Berlin-Est les noms de différents fonctionnaires de la police et de l'armée que leur endettement pouvait prédisposer à une prise de contact. La situation n'est pas toujours aussi simple, en particulier quand il s'agit d'informations scientifiques accessibles à tous dans le monde occidental. Ce qui compte alors, c'est moins la nature des renseignements fournis que la façon dont ceux-ci sont transmis. Helmut Willinger, arrêté en 1982 pour avoir communiqué à la R.d.a. des études militaires publiées aux Etats-Unis, proteste aujourd'hui encore de son innocence. Mais l'acte d'accusation retient à sa charge les honoraires qu'il a perçus et les rendez-vous auxquels il s'est rendu à Berlin-Est en respectant les règles classiques de la conspiration.

L'affaire la plus récente est celle de Manfred Rotsch. Cet ingénieur de 60 ans dirigeait un service de la firme Messerschmidt-Bölkow-Blohm (M.b.b.) à Munich, qui construit l'avion de combat à usages multiples, Tornado. Arrêté le 20 septembre dernier sous l'inculpation d'espionnage au profit de l'Union soviétique, il a entre-temps reconnu en partie les faits qui lui sont reprochés. Rotsch est soupçonné d'avoir fourni au K.g.b. l'ensemble du programme concernant le Tornado, mais il avait également accès aux différents projets de recherche en matière spatiale. La direction de M.b.b. estime que, en raison des consignes de sécurité très sévères imposées à la firme, il est impossible à une seule et même personne d'avoir accès à la totalité des programmes. Quand au ministère de la Défense, il cherche à minimiser l'affaire et juge toute comparaison avec l'affaire Guillaume déplacée. La Grande-Bretagne, qui a commandé 385 exemplaires de l'appareil pour reconstituer sa défense aérienne, est cependant suffisamment inquiète pour avoir demandé à Bonn un rapport détaillé de l'enquête actuellement en cours et qui doit permettre d'établir l'étendue exacte du dommage causé par Rotsch.

Question d'habitude !

Si cette nouvelle affaire d'espionnage n'a pas en R.f.a. traumatisé les esprits, malgré l'habituel besoin de sécurité que ressent ce pays, c'est qu'on est habitué à y vivre dans une atmosphère dont l'espionnage n'est jamais absent. Les grands magazines d'information politique, tels que le « Spiegel » ou le « Stern », publient régulièrement de longs articles sur le Stasi et le K.g.b., leurs méthodes de recrutement, d'analyses et de recherches de renseignements. Ils procèdent d'ailleurs de même pour les services secrets ouest-allemands, dont ils n'hésitent pas à dénoncer l'incurie et l'inefficacité malgré des moyens financiers considérables. L'accoutumance n'exclut pas cependant à l'occasion des réactions d'hystérie comme ce fut le cas il y a quelques années après l'arrestation de plusieurs secrétaires travaillant dans des ministères fédéraux à Bonn. Il n'interdit pas non plus les réactions d'indignation comme au lendemain de l'arrestation de Guillaume.

On sait simplement en R.f.a. que, malgré les contrôles de sécurité auxquels sont soumis sans exception tous les Allemands de l'Est venant s'établir en R.f.a. — avec ce que ceux-ci peuvent avoir de vexatoire pour la quasi-totalité d'entre eux — il n'y a pas de parade facile à l'infiltration d'agents de l'Est en R.f.a. L'espionite est une maladie qui sévit plutôt dans les milieux politiques et intellectuels des dissidents de R.d.a. passés à l'Ouest. Qui est soupçonné à tort ou à raison de travailler pour le Stasi est marqué pour le restant de ses jours. Ces Allemands de l'Est habitués en R.d.a. à un système permanent de contrôle, qui fait qu'on ne peut même pas être sûr de l'ami le plus proche, gardent leur méfiance intacte, une fois à l'Ouest, avec une tendance qui va jusqu'à la manie du soupçon.

Gros poisson et fausse nouvelle

Son plus beau coup de filet, la R.f.a. l'a réussi en 1979 quand un officier du Stasi, Klaus Stiller, passa à l'Ouest. Ses indications permirent alors d'arrêter un bon nombre d'agents opérant en R.f.a. pour le compte de la R.d.a. Une semaine avant l'arrestation de Manfred Rotsch, la presse s'était faite l'écho d'informations de bonne source selon lesquelles un gros poisson au moins aussi important que Klaus Stiller venait à nouveau de passer en R.f.a. Il s'agissait d'un officier du Stasi de 43 ans qui travaillait jusqu'alors dans les services chargés de l'information et de l'observation. La nouvelle a cependant été formellement démentie le lendemain : s'agissait-il vraiment d'une fausse nouvelle, ou voulait-on simplement gagner du temps à Bonn pour empêcher des agents devenus nerveux de rentrer précipitamment en R.d.a. ? Dans son édition de cette semaine, le « Spiegel », par ailleurs toujours bien informé, ne fait de façon étonnante état ni de l'affaire Rotsch ni de cette prétendue fausse nouvelle. Deux affaires à suivre. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

MAFIA : LA TRAHISON "MORALE"

Don Tomaso, parrain sicilien ne supportait plus qu'on tue à tort et à travers. Son sens de l'ordre l'a poussé à la trahison. Résultat : un pactole pour la justice italienne sur trente ans de pratiques criminelles de la mafia.

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

CE brave petit « tonton flingueur » de Buscetta s'est mis à table comme un vulgaire brigadiste repenti. A en croire le verbal fleuve de la police (2 000 pages), il a copieusement mangé le morceau prenant bien soin cependant de ne pas mouiller les amis, et surtout de ne rien dire qui puisse compromettre les « politiques ». Ceux que le général Dalla Chiesa appelait les « mafiosi » du troisième niveau.

Les 366 noms « donnés » par Tomaso Buscetta et surtout ses révélations ont cependant permis aux magistrats de mettre en place certaines pièces importantes du puzzle de la « pieuvre », comblant les lacunes de trente ans de criminalité de la mafia : de l'affaire Mattei vers la fin des années cinquante à l'assassinat du juge Chinnici.

Buscetta n'a rien d'un rombier de base obligé de gagner sa vie à coup d'arquebuses, c'est un boss, un vrai, qui pour la première fois dans l'histoire de la mafia s'est dégrafé. A 56 ans, le pedigree de Don Tomaso est un concentré de ce qui se fait de mieux en matière de « mafiaso ». Il connaît l'utilité des médias et des amitiés politiques. Il a traficoté dans la finance et la construction, et a bâti sa fortune sur le trafic de drogue entre le Brésil, le Mexique, l'Italie et les Etats-Unis. A 30 ans, en 1958, il est déjà reconnu par la police comme un petit chef de bande qui grenouille dans le trafic des cigarettes, ce qui lui vaudra en 1961 l'inculpation d'association de malfaiteurs. On ne le met pas en prison pour autant, mais on lui retire son passeport. Un moindre mal, mais quand même gênant pour un trafiquant qui par ses « activités professionnelles » a des obligations de déplacement.

Mais à quoi bon la virile amitié, si on ne pouvait compter sur les amis dans les moments difficiles. Ainsi ce bon Francesco Barbaccia, député démocrate-chrétien, qui s'est empressé d'écrire une lettre sur papier à en-tête à son ami le préfet de Palerme pour lui dire combien il avait confiance en Buscetta : un « bon petit gars particulièrement intéressant ». Il y a une justice, et, par retour du courrier, le 13 mai 1961, le préfet de Palerme a rendu son passeport au petit Tomaso qui a pu ainsi retrouver ses joujoux et se livrer de nouveau à son sport favori : le trafic des cigarettes. Mais les cigarettes, c'est bon pour les jeunots. Un homme, un vrai, fait des affaires. Sa position et ses connaissances politiques le placent comme un intermédiaire idéal. Ainsi, en 1964, il obtient de la commune de Palerme pour son « ami » Giuseppe Annaloro la sous-traitance d'un projet entier de construction.

Dans le procès-verbal de la commission parlementaire anti-mafia, on retrouve autour de cet épisode les noms de l'« onorevole » Barbaccia et de l'« onorevole » Gioia et celui de Lima, l'ex-maire de Palerme. Buscetta, qui connaît les bonnes manières, aurait reçu cinq millions pour les remettre aux amis de la commune de Palerme. Lié à Angelo La Barbera, allié du clan des Greco, pendant la même période il est condamné en 1968 à quatorze ans de prison pour association de malfaiteurs et séquestration de personnes.

Il est déjà alors connu du narcotique-bureau comme un important trafiquant de drogue, qui étend son champ d'action des Etats-Unis à l'Europe avec des crochets par le Mexique. Il est d'ailleurs arrêté aux Etats-Unis mais remis en liberté après avoir versé une caution de 70 000 dollars, puis il est arrêté de nouveau et extradé en Italie. On ne trouve rien de mieux alors que de lui accorder la semi-liberté, ce qui lui permet de s'évaporer dans la nature. C'est au mérite du juge Falcone, du tribunal de Palerme, qui détient les dossiers brûlants de ces dernières années, et notamment ceux concernant l'assassinat du général Dalla Chiesa et du juge Chinnici, que l'on doit d'avoir retrouvé la trace de Buscetta au Brésil à travers l'interprétation d'une interception téléphonique.

On lave d'habitude son linge sale en « famille »

Quand il est « tombé » il y a six mois au Brésil, la nouvelle n'est pas restée longtemps à la « une » des journaux. Il était certes intéressant d'apprendre qu'un des principaux protagonistes du trafic de drogue international était sous les verrous, mais on connaît la suite : un procès sans témoin, des procès-verbaux démontés par la défense et en fin de compte une absolution pour insuffisance de preuves, ou, comme dans le cas du procès à Cutolo, un duel verbal qui tourne à vide entre les magistrats et l'accusé. Les révélations de Buscetta sont une nouveauté dans la stratégie de la mafia qui, jusqu'à présent, réglait toujours ses comptes en famille. Cette nouveauté est en elle-même au moins aussi intéressante que le contenu des révélations. Elle vérifie la thèse du sociologue Pino Arlacchi qui, dans son livre : « la Mafia entrepreneuse », relève les changements organiques et culturels que la mafia sicilienne a subis ces dix dernières années. L'esprit de vengeance peut avoir incité Buscetta à utiliser la justice pour faire rendre gorge à ceux qui lui ont tué deux fils, un neveu, et décimé une grande partie de son organisation, mais dans l'histoire de la mafia des cas semblables ne manquent pas et jamais la justice n'a été mise dans la confidence.

On se souvient de deux chefs de deux bandes rivales qui, blessés à mort sur les lits du même hôpital, juraient de ne pas se connaître. Buscetta lui-même a connu par le passé des revers qu'il a su régler tout seul. Quand, le dos au mur, après l'assassinat de son ami et allié Alsio Ferlito par le clan de Saro Riccobono, il fit la paix avec Don Saro et pendant le banquet de réconciliation empoisonna Don Saro et ses lieutenants. Il contrôlait alors une partie du littoral de Palerme à Montello. La motivation que Buscetta donne à sa « trahison » est d'ordre moral.

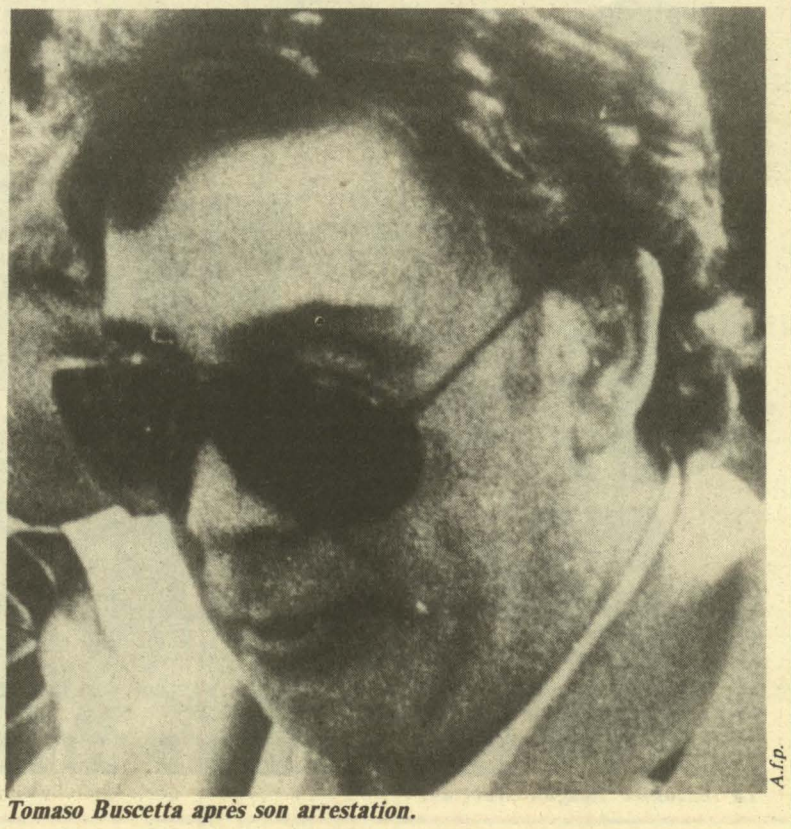
La mafia, comme le souligne Arlacchi, parce qu'elle est puissante mais hors la loi, a besoin d'une réglementation intérieure. Les nouveaux « mafiosi » qui concluent de grosses affaires en marge de l'économie légale ne peuvent pas s'appuyer sur des garanties de la loi pour mener à terme leurs opérations. Ils ont donc besoin de trouver ailleurs les garanties qui leur font défaut, et ils les trouvent dans l'élaboration d'un code de l'honneur fondé sur « l'omerta » et le respect de la parole donnée. Pour faire respecter l'ordre interne dans la mafia ancienne version, un tribunal des plus forts et de leurs alliés se réunissait, et les sanctions étaient implacablement infligées aux contrevenants.

A la base de l'organisation, il y a la « famille » dans laquelle se distinguent les « hommes d'honneur » et les « soldats », les « chefs de dizaine » et enfin les « chefs de famille ». Au-dessus de la famille, il y a la commission présidée par un chef de commission par province. Depuis plusieurs années, selon Buscetta, il existe une super-commission qui réunit toutes les provinces sous la tutelle du responsable de Palerme. Aucun assassinat ne peut être perpétré sans l'assentiment du responsable de la zone, et pour les faits de sang les plus graves c'est la commission qui tranche. C'est la perte d'efficacité des commissions qui aurait déclenché une espèce de guerre larvée pour assouvir les vengeances ou pour s'adjoindre de nouveaux territoires (plus qu'en secteur d'activité la mafia est en effet compartimentée territorialement).

S'il parle volontiers et parfois dans le détail des hommes qui constituent des niveaux intermédiaires, Buscetta semble étrangement dépourvu d'informations pour ce qui concerne le niveau financier et le niveau politique de la mafia. L'ex-maire démocrate-chrétien de Palerme, Vito Ciancimino, semble être le niveau maximal jusqu'où veut aller Buscetta dans ses révélations. Seulement 70 % des mandants des délits sont connus de la police, et seulement 30 % des exécutants. Les zones d'ombre recouvrent surtout les délits politiques. Aux interrogations sur les responsables des assassinats du sous-préfet Giuliano, du juge Terranova ou du président de la région Piersanti Mattarella, ou du député communiste Pio La Torre, Buscetta ne donne pas de réponse.

L'espoir des juges est que la faille qui s'est ouverte dans l'organisation sicilienne s'élargisse grâce au travail minutieux de confrontation des magistrats qui n'ont pas renoncé à atteindre le niveau politique de la mafia, et à pénétrer la « Connection » entre Naples (la Camora) et Palerme. Et l'autre « Connection » entre Palerme et Rome. ●





A.f.p.

Tomaso Buscetta après son arrestation.

Politique internationale

CHINE
Le triomphe de Deng Xiaoping

Le faste avec lequel a été célébré lundi à Pékin le 35e anniversaire de la Révolution chinoise consacre avec éclat la victoire de Deng Xiaoping sur tous ceux qui, à plusieurs reprises, avaient voulu l'éliminer. Si, lors de l'imposant défilé militaire sur la place Tien Au Men, on a vu des portraits de Mao à côté de ceux de Marx, Lénine et... Staline, la composition même de ce défilé était une nouvelle façon d'enterrer définitivement le maoïsme. Pour le père de la Révolution triomphante en 1949, l'armée c'était d'abord des hommes et pour la Chine le nombre de ses hommes était la première garantie de force. Lundi, les observateurs étrangers conviés aux cérémonies ont pu voir défiler du matériel sophistiqué apportant la preuve que les dirigeants actuels appliquent aussi à l'armée la modernisation qu'ils ont entreprise depuis quelques années dans l'agriculture, l'industrie et l'économie en général. Parallèlement à cette modernisation, la Chine poursuit son ouverture vers l'extérieur – les Japonais, en particulier, sont en train de prendre une place considérable sur l'immense marché chinois –, ce qui ne veut pas dire que le régime donne des signes d'assouplissement, en particulier au niveau des mœurs et des libertés. La soirée de lundi a donné lieu à Pékin à des déferlements inhabituels de chants et de danses dans les rues mais, la fête terminée, chacun est rentré bien sagement chez soi. Les « réformes de responsabilité » qui ont déjà sensiblement amélioré le niveau de vie dans les campagnes n'ont encore que peu touché les habitants des grandes villes. Mais une perspective est ouverte qui explique que dans l'esprit du Chinois moyen la popularité de Deng Xiaoping surpasse désormais la mémoire de Mao Zedong.

A.V.

URSS-ETATS-UNIS
Bras de fer et clins d'œil

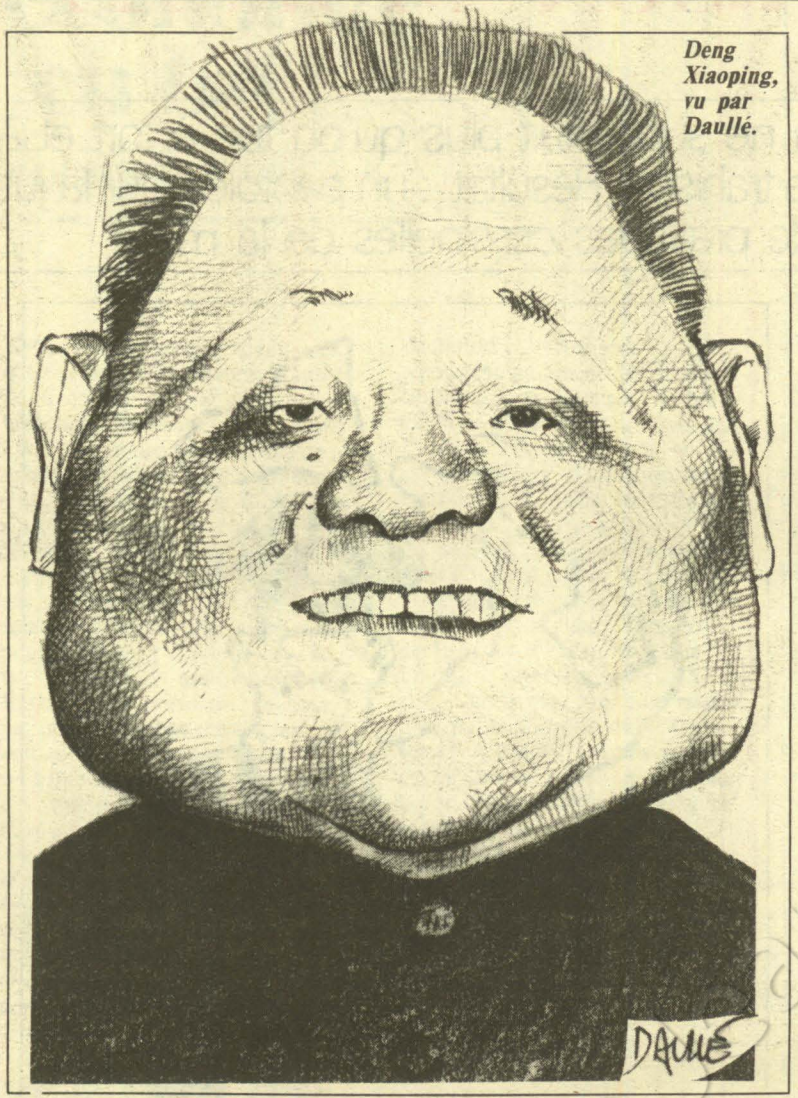
La rencontre Reagan-Gromyko a-t-elle ouvert une nouvelle ère dans les rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ? Ce serait tout à fait hasardeux de l'imaginer. Et, pourtant, cette rencontre de plusieurs heures, suivie le lendemain d'un entretien Gromyko-Schultz, marque un tournant incontestable qui appelle plusieurs remarques.

En premier lieu, ce n'est évidemment pas par hasard si cette reprise de contact à un niveau élevé se produit à quelques semaines des élections américaines. A Reagan, elle fournit la possibilité d'annihiler l'un des arguments les plus sérieux de Mondale (le non-dialogue avec l'U.r.s.s.) et d'accroître ainsi l'avance déjà considérable que les sondages lui donnent sur son rival démocrate. Quant aux Soviétiques, ayant compris que Reagan restera vraisemblablement leur interlocuteur après le 4 novembre, ils n'ont pas hésité à lui faire une bonne manière en prenant les devants.

La deuxième remarque est qu'en dépit des apparences le dialogue russo-américain n'a jamais vraiment cessé. Et pas davantage les clins d'œil. Il n'y a certes pas si longtemps que Reagan qualifiait l'Union soviétique d'« empire du mal », mais cela ne l'empêchait pas de décider un accroissement sensible des livraisons de blé à Moscou. En dépit des invectives et des accusations réciproques, les deux superpuissances ont toujours maintenu entre elles une sorte de complicité, et elles n'ont évidemment besoin de personne pour reprendre le moment venu le dialogue direct.

La conversation Reagan-Gromyko a confirmé une troisième donnée, à savoir l'extrême inquiétude des Soviétiques au sujet du développement des systèmes d'armement dans l'espace. Ils sont évidemment demandeurs d'une discussion sur ce sujet. Discussion que les Américains ne refusent pas mais qu'ils entendent lier – c'est en quelque sorte de bonne guerre – à une reprise des négociations sur les armements intermédiaires en Europe, que les Soviétiques ont interrompues l'an dernier au moment du déploiement des nouvelles fusées Pershings en R.f.a. C'est donc une nouvelle partie de bras de fer qui s'engage entre Moscou et Washington, qui cherche en outre à marquer des points sur la question des droits de l'homme. Aucun accord ne pouvait sortir des conversations de la semaine dernière, mais le seul fait que de nouveaux rendez-vous aient été pris suffit à montrer qu'on n'a pas parlé en vain.

A.V.



Deng Xiaoping, vu par Daullé.

AMERIQUE CENTRALE
L'Europe appuie Contadora

A San Salvador et à San José, à Managua et à Tegucigalpa, on compte les jours qui restent avant le 6 novembre. Date des élections aux Etats-Unis. Personne ne se fait d'illusions, et en Amérique centrale la cause est entendue : Reagan a les plus grandes chances de rempiler pour un nouveau mandat de quatre ans. Et les craintes se réveillent devant cette perspective que même certaines forces politiques plus ou moins modérées redoutent. A tort ou à raison, dans cette région chaude, tous sont d'accord pour penser que, « si Reagan passe, l'incendie va se développer ». C'est peut-être aussi pour faire barrage à ce danger que toute une série de démarches diplomatiques ont vu le jour dans l'isthme centre-américain. D'abord, ce fut l'acceptation par le Costa Rica, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala, du document de paix proposé par le groupe de Contadora. Après de très laborieuses négociations, les quatre pays de Contadora sont parvenus à rédiger un document base. Les Etats-Unis, sans lesquels rien d'utile ne peut se faire dans cette région, virent d'abord avec indifférence cette nouvelle relance de Contadora. D'une part, ils comptaient sur le refus que ne manqueraient pas d'opposer les sandinistes. D'autre part, faute de pouvoir intervenir militairement de façon directe, il leur restait possible d'envoyer des « conseillers » à tel ou tel de leurs alliés régionaux.

A Managua, le réalisme l'a emporté, et le document de paix a été approuvé par les dirigeants sandinistes. Une petite réserve toutefois, le ministre des Relations extérieures aurait déclaré : « La signature des pays centre-américains ne suffit pas, les Etats-Unis doivent eux aussi s'engager. »

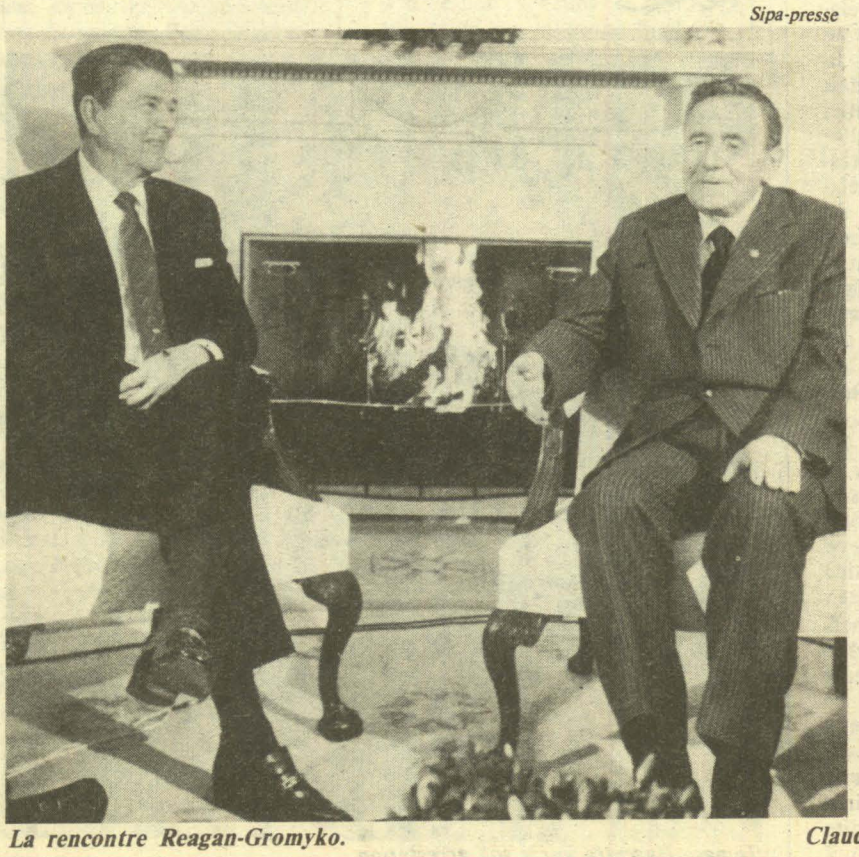
La décision des sandinistes a surpris les Américains mais a été bien reçue au Mexique et en Colombie, dans la mesure où elle réduit les chances d'un conflit généralisé sans toutefois en écarter complètement le danger.

Deux éléments nouveaux sont venus s'ajouter à cette effervescence diplomatique. En premier lieu, les sandinistes auraient reçu quelques signes en provenance de Moscou qui montreraient un certain désintérêt des Soviétiques pour les affaires centre-américaines. Depuis l'invasion de la Grenade, on sait à Managua, mais aussi à El Salvador que la marge d'action des Cubains, et à plus forte raison de « l'allié soviétique », est très réduite. La demande insistante des avions Mig formulée par le commandant Ortega n'a pas reçu de réponse satisfaisante de Moscou. Selon des observateurs, le dernier voyage de Ortega dans les pays de l'Est n'a pas permis de débloquer les crédits nécessaires... La « solidarité » a elle aussi ses limites. Pour ouvrir le jeu, les Nicaraguayens aiment dire qu'ils recevraient avec joie des Mig ou... des Mirages, et ils ajoutent : « Le problème c'est que les Mig on nous les donne et les Mirages on nous les vend. » Pour l'instant, ni les uns ni les autres ne sont prêts à atterrir à Managua !

Deuxième élément de poids : la conférence euro-centre-américaine qui a eu lieu dans la capitale du Costa Rica, à San José. Cette rencontre entre les pays de l'Amérique centrale et du groupe de Contadora avec les pays de la C.e.e. (plus l'Espagne et le Portugal) avait une dimension économique et une dimension politique. C'est cette dernière qui a prévalu en particulier grâce à l'action menée au nom de la France par Claude Cheysson, soutenu en particulier par les ministres des Affaires étrangères allemand et espagnol en faveur du plan de paix de Contadora. Les Américains, qui ne participaient pas à la conférence et avaient à plusieurs reprises exercé des pressions pour tenter de l'empêcher, ont largement contribué à donner du relief à cette initiative. En effet, avec une certaine maladresse, le Département d'Etat avait adressé une lettre aux participants à la conférence, prenant pour cible le gouvernement sandiniste, mais s'efforçant en réalité de désamorcer le dialogue naissant entre l'Amérique centrale et l'Europe. Or, des gouvernements aux politiques différentes pouvaient arriver à s'entendre, d'autant plus facilement que le document de paix de Contadora était devenu le centre des discussions. Les Dix, plus l'Espagne et le Portugal, ont réaffirmé leur soutien au plan de paix élaboré par le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Panama. La France a proposé que les pays européens signent le protocole additionnel à l'acte de Contadora. Ce protocole pourrait être en quelque sorte une « garantie » internationale de l'application du document de paix. Maintenant, chaque pays de la région doit (avant le 15 octobre) donner une réponse définitive, on verra alors les conditions d'application pratique du plan de paix. Il s'agira d'une dernière chance pour des peuples meurtris et fatigués par tant de misère et tant de violence.

Carlos FERRARI-LOPEZ

Sipa-presse



La rencontre Reagan-Gromyko.

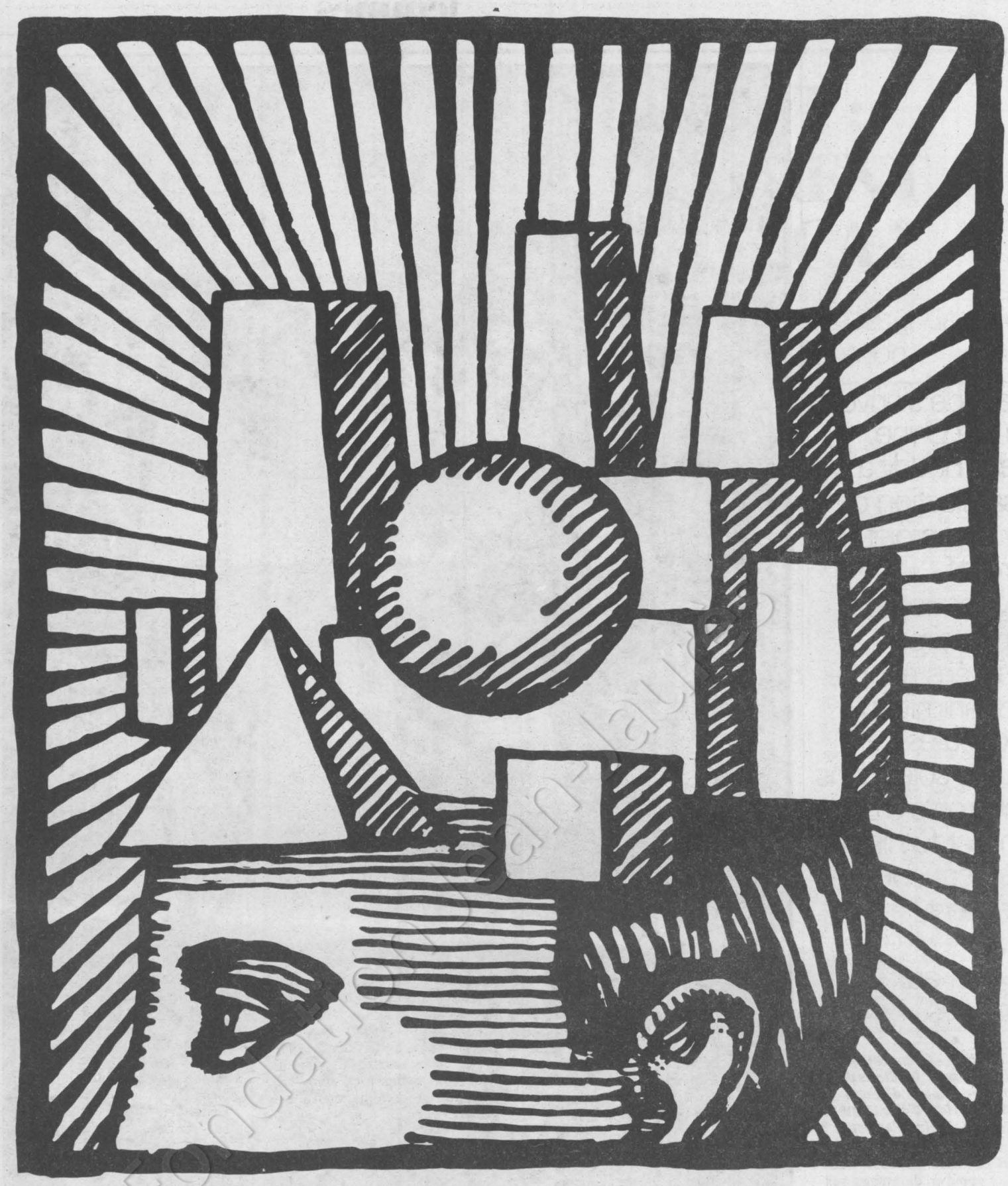
A.f.p.



Claude Cheysson et ses collègues européens, à San José (Costa Rica).

Du 20 au 23 novembre 1984, parc des Expositions, porte de Versailles Paris

MEI 84



Dessin de Stanislas Bouvier / 685

Chefs d'entreprise, industriels,

Vous êtes consommateurs d'énergie

Vous pouvez
- diminuer le poids de votre facture énergétique
- analyser vos besoins réels en énergie
- développer des technologies nouvelles et économes
- adapter vos choix d'énergie à vos besoins propres
- prendre la bonne décision d'investissement

Venez faire le point à MEI 84

Le Premier Salon Professionnel de la Maîtrise de l'Energie dans l'Industrie.

Vous y trouverez un hall d'exposition rassemblant sur 2.500 m² les équipementiers, fabricants de matériels, bureaux d'études, performants et spécialisés dans l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Vous assisterez aux Journées Techniques organisées par l'Association Technique pour les Economies d'Energie (A.T.E.E.) où gestionnaires, décideurs, experts techniques en maîtrise de l'énergie exposeront les résultats de leur recherche et de leur expérience.

Renseignements et inscriptions :
Entreprise et Promotion
49, rue Rodier,
75009 Paris.
Téléphone :
(1) 280.17.60
(1) 280.16.08

Fondation Jean Jaurès

YVETTE ROUDY : “LE REAGANISME FAIT DES RAVAGES DANS LE FEMINISME COMME AILLEURS”

Avant de s'envoler pour la Chine, Yvette Roudy a eu la satisfaction de voir son projet de loi relatif aux pensions alimentaires impayées adopté à l'unanimité par les députés. Un peu de soleil dans l'eau froide d'un combat féministe que beaucoup rêveraient de voir reléguer aux oubliettes.



Le ministre des Droits de la Femme avec Simone de Beauvoir, en mai dernier, après un débat sur « les Femmes et l'Etat ».

L'UNITE : « Comment continuer à lutter pour les droits de la femme avec moins d'argent – votre budget vient d'être rogné de 7 % – et donc moins d'audience ?

YVETTE ROUDY : Je vais devoir m'appuyer davantage sur la nature même de ce ministère et sa vocation propre : c'est-à-dire impulser et innover en faisant participer – sous forme de cofinancement par exemple – d'autres ministères plus lourds, mieux équipés, plus argentés. L'originalité de mon ministère, je l'ai souvent dit, mais on a trop cru qu'il s'agissait d'une boutade, est que ses réalisations auraient pu être entreprises par d'autres. Beaucoup d'autres ! Mais les habitudes, les idées reçues, la pesanteur de l'idéologie patriarcale sont encore telles que personne n'y avait pensé. Les grosses machines que sont les grands ministères n'ont pas l'habitude d'intégrer la revendication des femmes dans leur projet. Il leur faut une mouche du coche, présente sans cesse, les harcelant pour les obliger à prendre en compte des réformes, qui ne sont après tout que des mesures dictées le plus souvent par le seul bon sens et la simple justice. Je ne suis pas là pour déresponsabiliser mais pour allumer des clignotants.

Prenons le cas de ces 100 000 jeunes femmes seules avec enfant et, pour corser une situation déjà dramatique, le plus souvent au chômage. Elles représentent les pauvres des pauvres. On peut ne pas aimer le mot pauvreté – il paraît qu'il ne fait pas bon chic, bon genre –, moi c'est la chose que je n'aime pas. Nous avons pu grâce au travail des déléguées qui sont désormais des femmes de terrain, rompues au travail en profondeur, organiser des stages de 18 mois pour permettre à ces jeunes femmes, que la misère et l'abandon fragilisaient encore plus que d'autres, de se « mettre à niveau » et de préparer un projet professionnel. Se mettre à niveau, dans leur cas cela voulait dire le plus souvent apprendre à lire et à écrire, à gérer les multiples allocations auxquelles elles ont droit et même préparer une bouillie pour leur bébé. Avec très peu d'argent, quelques millions de la formation professionnelle, quelques autres provenant du plan pauvreté et le maintien de l'allocation parent isolé, nous avons pu intégrer plusieurs milliers de ces jeunes femmes en stage, et, ce qui est le plus important, sans les séparer de leurs enfants.

Grâce à l'aide des parlementaires, qui peuvent apprécier sur place le travail de mes déléguées régionales et sont à même de juger de leur efficacité, nous allons multiplier ces stages par trois. Il faut absolument que j'obtienne des Affaires sociales le maintien de l'allocation parent isolé que dans un souci d'économie budgétaire on serait peut-être tenté de supprimer. Certes, les allocations risquent toujours de devenir une sorte d'assistanat – ce que je refuse – mais couplées avec de la formation, cela peut conduire à l'autonomie. C'est le principe sur lequel je m'appuie et qui a été défini par le président de la République. Je reste dans ce cadre-là. J'ai l'intention de me battre pour ce projet, aidée par les parlementaires qui m'ont offert soutien... et nerf de la guerre.

– Un de vos dadas – qui ne date pas d'hier puisque c'était déjà une de vos préoccupations en tant que parlementaire européenne dès 1978 – est de permettre aux femmes de ne pas manquer le rendez-vous des nouvelles technologies. Ne croyez-vous pas que ce rendez-vous elles l'ont d'ores et déjà manqué ?

– C'est, hélas ! certain si on ne me donne pas les moyens d'intervenir. Mais c'est loin d'être « fichu ». Au contraire. Là aussi je dispose de deux expériences pilotées qui ont remarquablement marché pour faire preuve d'un certain optimisme. Notamment en Franche-Comté où des chômeuses âgées de trente à quarante ans ont suivi pendant dix-huit mois un stage d'informatique. Grâce à l'aide du Fonds social européen – et là je dois dire que mon expérience de parlementaire européenne m'est très utile – et un montage financier relativement peu coûteux, nous avons pu former une soixantaine de femmes. Et pas à tapoter sur un clavier, mais à devenir des programmeuses. Dans le même souci, j'ai débloqué la somme (colossale pour moi) de 300 000 francs pour transformer des jeunes filles dotées d'un bac + 1, + 2 ou + 3 d'une formation de haute technologie. On refuse du monde ! Plus, je vais mener une énergique campagne pour inciter les jeunes filles à entrer dans les grandes écoles. Ma prochaine communication au Conseil des ministres concernera l'orientation des filles. Mes projets sont très précis : c'est le fruit de trois années de réflexion et d'expériences pilotes. Prenez le

cas de l'école de la Snias, les jeunes filles n'y allaient pas plus qu'ailleurs, il a suffi d'une information, d'une incitation, d'un peu d'attention pour qu'elles s'y présentent. L'important c'est que ce climat soit modifié, car les filles ne rechignent pas à affronter les difficultés des grandes écoles si on les aide un tout petit peu à franchir le seuil d'une certaine timidité ou d'un certain attentisme devant un univers encore très machiste.

– Mais ne croyez-vous pas que vous êtes en train de ramer contre un courant qui voudrait au contraire renvoyer les femmes à la maison ?

– Il est clair que cette idée de renvoyer les femmes à la maison est très présente dans la tête de beaucoup de bons esprits. On n'ose pas la formuler, mais elle est si présente que je l'entends presque. Elle se cache derrière bien des apparences et je la reconnais au travers de pratiques : on oublie de m'inviter à certaines réunions, je ne participe pas à l'élaboration de certains projets... tout cela en dépit de la volonté du Premier ministre qui a parfaitement compris – et il l'a dit dans son discours d'investiture – qu'il fallait faire un effort sur la formation des femmes. Les vieilles idées refont surface après bien des détours et revêtent les oripeaux les plus modernistes. Mais le nouveau « look » ne saurait masquer la décrépite misogynie. Pour ceux qui croient que le féminisme ne fut qu'une mode, il a été décidé qu'il n'était plus de mode. Le reaganisme là comme ailleurs fait des ravages. Nous ne sortirons de cette difficulté qu'en restant nous-mêmes, sans honte, tranquillement avec le respect d'autrui. Certainement pas en se tournant vers les idées d'autrefois aussi bien grimées qu'elles puissent être.

– Les causes que vous défendez ne sont pas boudées par tout le monde si j'en juge par l'Assemblée nationale qui a fait des pensions alimentaires l'ouverture de sa session d'automne...

– Sur les pensions alimentaires, j'avais fait procéder à des études et à des enquêtes – démarche désormais de rigueur dans ce ministère – qui montraient que mon projet était approuvé par plus de 80 % des Français. Mais il s'était heurté une fois de plus à certaines mauvaises habitudes de la grande administration et à une logique contenue à l'intérieur des textes, qui régissaient la situation du parent isolé – le plus souvent des femmes – à qui on a confié les enfants et qui ne reçoit plus la pension alimentaire due par l'autre parent. On disait : tout est possible (avances, poursuite, etc.) à condition qu'une plainte soit déposée. Dans sa froide interprétation des textes, la technocratie avait simplement oublié qu'un parent isolé ne porte pas plainte contre l'autre parent de ses enfants. Il ne va pas volontiers au commissariat dénoncer celui ou celle – dans 3 ou 4 % des cas il s'agit de la mère – qui a omis de payer. C'est une démarche psychologique quasi impossible. Trois ans pour faire comprendre que les blocages venaient de ce manque de psychologie primaire !

Désormais, ce sont les caisses d'allocations familiales qui ont accepté de se substituer au parent défaillant – il faut savoir que la moitié des pensions alimentaires restent impayées. Le parent isolé qui n'aura pas eu sa pension payée pourra au bout de deux mois se présenter à sa caisse d'allocations familiales où on lui versera une avance et où on lui donnera une décharge. A charge pour la caisse de se faire rembourser par le parent « oublieux » après toutes les démarches qui seront jugées utiles. Grâce à cette loi, ce sont les droits de l'enfant qui seront reconnus et défendus.

Dans les mesures nouvelles qui ont été présentées par Michel Delabarre, le ministre du Travail auprès de qui j'ai trouvé une écoute sympathique, on n'a pas assez souligné ce qui avait été décidé en direction des femmes. Tout d'abord, à chaque fois que l'Etat aidera un quelconque stage de formation, on y estimera la proportion de femmes, et si leur présence y est vraiment trop faible, on décidera qu'il faudra ajouter au moins 10 % de femmes en plus. On ne fait d'ailleurs en instituant cette démarche que respecter le concept de « discrimination » positive, qui, je le rappelle, est contenue dans la loi d'égalité professionnelle, dite loi Roudy.

Deuxièmement, on prendra des mesures pour les femmes seules avec enfants, qui restent une de mes préoccupations prioritaires, comme je l'ai dit plus haut. Enfin, un effort sera fait pour ouvrir le monde des nouvelles technologies aux femmes. Une de mes obsessions, comme vous le savez. Ces trois points sont inscrits noir sur blanc dans la communication du ministre du Travail au Conseil des ministres.

Pour ce qui concerne le travail en profondeur dans ce que j'appellerai le changement des mentalités, je prépare des Assises inter-régionales sur les violences faites aux femmes. Déjà, les réformes mises en place dans la formation du personnel de police ont permis de changer l'approche de ces drames humains. Ce n'est pas un hasard si, dans les dernières statistiques concernant la criminalité, les viols ont considérablement augmenté. Je ne crois pas que les violeurs soient plus nombreux, mais les victimes, qui savent qu'elles vont trouver une femme pour les écouter dans un commissariat, déposent plus spontanément plainte. Multiplier les maisons d'accueil pour femmes battues est aussi un de mes objectifs immédiats.

– Vous êtes en train de boucler vos valises pour un pays où le statut de la femme a fait un bond gigantesque en moins de quarante ans. Pourquoi la Chine ?

– Bercée par les grands romans de Han Suyin, j'ai toujours été fascinée par la Chine, même si j'ai été désarçonnée par la Révolution culturelle et décontenancée par l'extraordinaire réalisme de ses dirigeants actuels. Mais le plus drôle, c'est que j'intéresse aussi les femmes chinoises. Le travail fait depuis trois ans dans ce ministère les interpelle, et elles ont souhaité nous rencontrer.

– Mais à l'étranger vous intéressez beaucoup ?

– Il est certain que mon action a plus de retentissement à l'étranger qu'en France. Je ne peux répondre à toutes les demandes en provenance des Etats-Unis et de l'Amérique latine notamment. Mais, pour en revenir à la Chine, je crois que les femmes chinoises se trouvent comme nous à un tournant de leur évolution. Elles sont passées brutalement des pieds bandés et de l'esclavage d'un monde féodal à une forme d'ouverture sur le monde extérieur sans avoir fait l'économie d'un passage obligé (?) par le stalinisme. Je suis curieuse de voir comment elles se débrouillent entre une nécessaire planification et la toute aussi nécessaire initiative. On m'a promis que je pourrai aborder tous les sujets et parler de tout. J'en accepte l'augure avec joie.

(propos recueillis par NICOLE CHAILLOT)

LOGEMENT : ÇA VA VRAIMENT SI MAL QUE ÇA ?

Les articles alarmistes qui font la « une » des journaux à grand tirage donnent de la situation du logement en France une image catastrophique. Réalité, fantasme ou intoxication très concertée et très... politique ?

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Chaque année, cycle immuable, la rentrée voit fleurir son lot d'articles sur le marché immobilier. On comprend pourquoi : ça fait vendre du papier. Surtout lorsque le ton est alarmiste.

Depuis le vote de la loi Quilliot, la rengaine se répète, inlassable : « Rien à louer, peu à vendre. » Et de décrire des situations dramatiques : ruées sur les petites annonces, reprises plus ou moins justifiées qui se transforment en pas-de-porte illicites, propriétaires et intermédiaires intraitables qui choisissent, après enquêtes abusives, les candidats les plus solvables, aux emplois les plus stables. Quant aux loyers, de plus en plus prohibitifs, ils oscillent à Paris entre 50 et 80 F le mètre carré auxquels s'ajoutent 12 à 15 F de charges. En province, le marché est tout aussi bloqué dans quelques grandes villes (Lyon, Nantes, Montpellier, Nice...), même si les loyers n'y atteignent pas ces sommets vertigineux.

Que penser de tout cela ? Pas de fumée sans feu, il y a du vrai là-dedans. Trouver un deux pièces correct à Paris à moins de 3 000 F par mois reste une gageure ; une course d'obstacles qui demande de s'armer plus que de patience. Surtout pour les immigrés, les non-mariés, les artistes sans feuille de paye. Et les reprises atteignent souvent des sommes affolantes quand le loyer est raisonnable.

Pourquoi une telle pénurie ? Une raison objective : l'effondrement de la construction neuve qui a vu, en dix ans, le nombre de mises en chantier passer de 550 000 par an à 300 000. Et cela malgré l'effort considérable du gouvernement après mai 1981 qui a permis au secteur aidé de se maintenir.

Causes « psychologiques » : la méfiance des propriétaires autour de la loi Quilliot, tant vilipendée par les professionnels qu'elle a affolé. Contre l'évidence, on trouve encore aujourd'hui des gens pour croire qu'elle protège même les occupants de mauvaise foi, alors qu'elle ne complique ni ne ralentit les procédures judiciaires. Mais le battage, souvent de mauvaise foi, fait autour de sa préparation et de son vote, a suffi à bloquer un marché déjà à la limite de l'asphyxie : légère rétention des propriétaires, immobilisme des locataires, le mal était fait.

De là à entretenir la psychose en brossant le tableau le plus noir de la situation, il y a un pas. En fait, les signes de reprise ne manquent pas, en particulier avec des pages de petites annonces beaucoup mieux étoffées que l'an passé à la même époque. En province, la situation semble se débloquer plus facilement qu'à Paris, où les loyers restent nettement supérieurs et où les promoteurs se permettent parfois d'attendre plus d'un an pour trouver acquéreur aux prix demandés.

Le gouvernement, en tout cas, s'emploie systématiquement à décrisper le marché, à restaurer la confiance des investissements privés. Et cette politique commence à porter ses fruits. Exemple : les mesures annoncées en avril (baisse des taux d'intérêt, relance des prêts à l'accession à la propriété et facilités pour les prêts conventionnés) ; depuis le mois de juin, la reprise des prêts conventionnés se confirme, avec une augmentation sur les trois mois d'été de plus de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Le prochain budget annonce également des mesures d'aide fiscale pour les travaux – concernant les propriétaires qui ne souhaitent pas emprunter – et pour l'investissement locatif. Réactions du milieu professionnel : selon la formule maintenant consacrée, ces décisions sont jugées comme « allant dans le bon sens ». Même appréciation à propos de l'annonce faite par le ministère que les loyers, en 1985, pourraient augmenter de la totalité de l'indice du coût de la construction et non de 80 %, comme cela avait été décidé les années précédentes. Principe qui fait râler du côté des locataires, mais que le ralentissement de l'inflation a rendu possible, en même temps que la baisse des taux d'intérêt.

Le ministre Paul Quilès mène ainsi une politique de petites touches qui, à court terme, va se révéler payante. Même si, dans l'immédiat, les candidats au logement n'en ressentent pas encore les effets. En matière d'immobilier, les mouvements sont toujours lents, d'autant plus que la crise générale ne favorise guère la relance et que le pouvoir d'achat des Français ne leur permet pas d'accéder à des logements dont le coût de construction reste élevé.



Paul Quilès, vu par Daullé.

Autre petit pas : un décret en préparation sur la loi de 1948 destiné à empêcher les retours abusifs à la surface corrigée. Contrairement à ce qui a été annoncé par quelques manchettes sensationnelles, il ne s'agit pas d'abolir la loi : « On ne construit pas assez de logements sociaux dans les grands centres urbains », a répondu Paul Quilès. Et, même si le régime des loyers de 1948 entretient quelques scandaleuses rentes de situation, il protège encore deux tiers de ses 700 000 locataires à faibles ressources.

En fait, se lancer dans une réforme de la loi serait bien compliqué, alors que ses effets se font de moins en moins sentir : chaque année, 40 000 logements sortent de son autorité. En bonne logique, la loi va s'éteindre d'elle-même, surtout si les propriétaires usent des nouvelles aides à la transformation des logements mal équipés.

Le prochain volet de la politique ministérielle concernera les charges et ainsi contribuera à un allégement de la facture logement. Paul Quilès devrait les annoncer en novembre et compléter un dispositif qui jouit maintenant d'une certaine cohérence interne.

Contrairement aux apparences, beaucoup de choses sont en train de changer dans ce secteur. En particulier, sur un plan peu spectaculaire mais essentiel pour l'avenir, la décrispation des rapports entre propriétaires et locataires. La loi Quilliot tant décriée a mis en place les moyens d'une concertation ; c'était même son volet le plus important. Et ses effets commencent à se remarquer. Certes, sur le plan national, peu d'accords ont pour l'instant été conclus. Mais, dans les commissions départementales, des rapports locatifs et, localement, dans les immeubles, de nombreux accords ont été signés.

Toutes les associations reconnaissent d'ailleurs ce grand progrès, une compréhension mutuelle nouvelle et des discussions intéressantes, même lorsque l'accord ne sanctionne pas les débats. Les propriétaires acceptent maintenant de parler des loyers, comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle. Et les locataires acceptent souvent des augmentations, en particulier, lorsque des travaux les justifient.

Rien de bien extraordinaire ? En fait, la guerre de tranchée qui interdisait tout dialogue entre associations de locataires et de propriétaires approche de l'armistice. Ou du moins d'une situation plus détendue et réaliste dans laquelle la négociation a cessé d'être impensable. Il est probable que l'Etat ne puisse pas abandonner son rôle d'arbitre avant longtemps. Mais au moins sa décision sera-t-elle facilitée par les discussions des intéressés. Une fameuse victoire pour la loi Quilliot : un jour, justice lui sera rendue.

Carte Y

entrez, roulez, sortez et payez plus tard...

un nouveau service offert par la S.A.P.R.R.



Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé - carte Y.

Les cartes Y sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni à un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire : l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE, l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 et le tunnel de Ste-Marie-aux-Mines.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes.

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service Carte Y 36, rue du Dr Schmitt
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

ARVEST CONSEIL (1) 233 72 30

petites annonces

Pour une ligne comprenant 30 signes blancs compris.

Offres d'emploi	*35 F*
Demandes d'emploi	*25 F*
Immobilier	*30 F*
Divers	*30 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 394. J.h. 23 ans, dégagé O.m., B.t.a. - D.u.t. tech. de com., recherche emploi dans secteur économie sociale région Sud-Est. Etudie ttes prop.
Ecrire au journal qui transmettra.

OFFRE D'EMPLOI

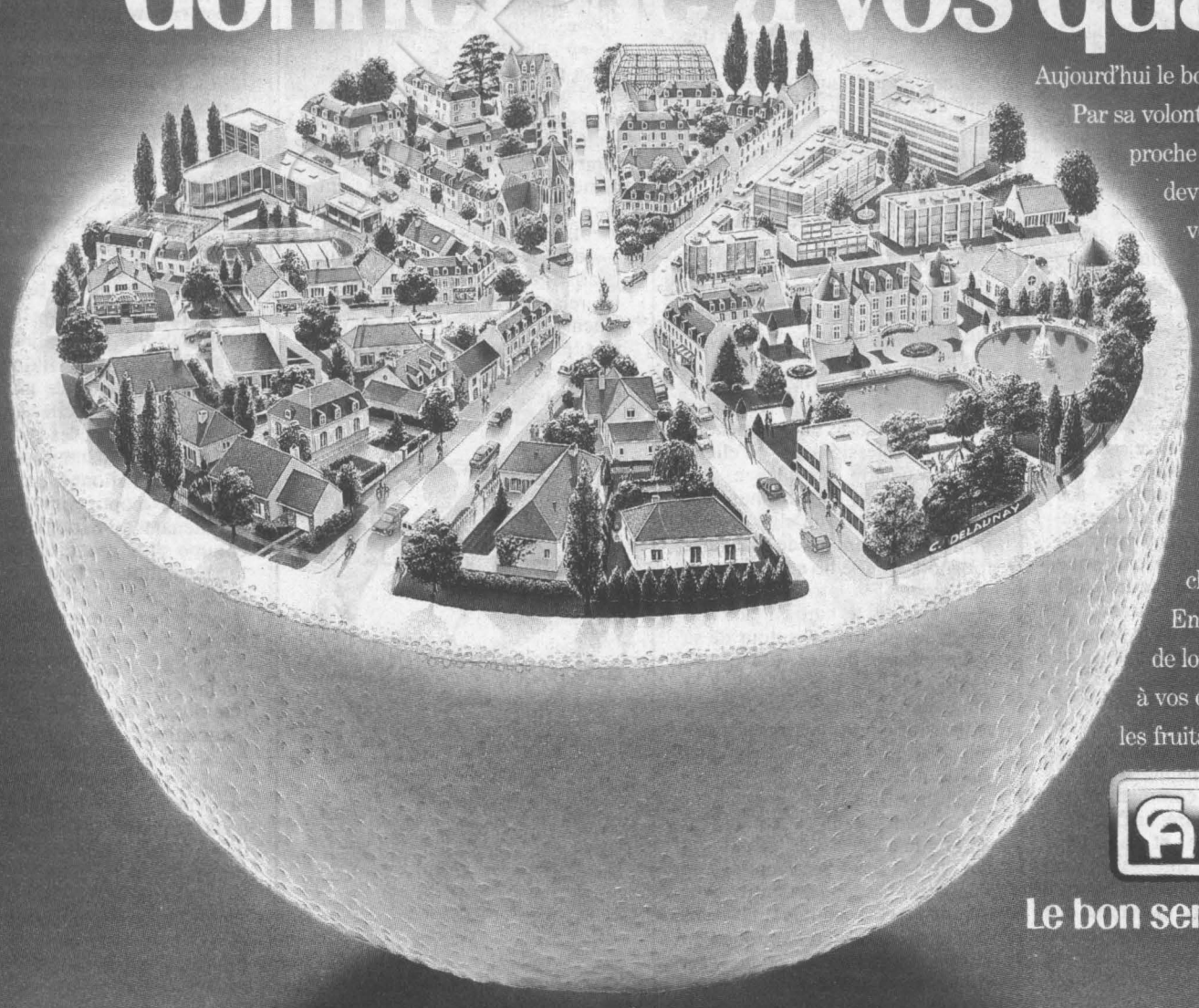
Réf. 393. Ville de Vaulx-en-Velin (69 120), 46 000 hab., recrute un (e) directeur (trice) de centre social au 1.10.84. Niveau :
– Assistant (e) social (e)
– conseiller (ère) en économie sociale et familiale
– éducateur (trice) spécialisé (e)
– animateur (trice) niveau D.e.f.a.
Salaire net 6 100 F + 13e mois.
Adresser candidature avec C.v. détaillé à Monsieur le Maire de Vaulx-en-Velin, B.P. 30, 69511 Vaulx-en-Velin Cedex.

DIVERS

Réf. 391. Viticulteur, militant, offre de vendre sa récolte « Pineau des Charentes, A.o.c. » aux camarades. Mise en bouteilles à sa cave.
Pour prix et conditions, écrire à Jammy Arnovil, 17120 Pouillac-Montlieu.

Réf. 392. Cherche une chambre chez l'habitant pour étudiant très sérieux 16 ans, 4 soirs par semaine, si poss. nourrit et petit déj. Paris ou très proche banlieue.
Ecrire à B. Lepec, 3 rue A. Briand, 76570 Pavilly. Tél. : 16 (35) 91.50.55 ou 32.51.81.

Avec le Crédit Agricole, donnez vie à vos quartiers.



Aujourd'hui le bon sens porte ses fruits en ville.
Par sa volonté d'être toujours plus proche de vous, le Crédit Agricole est devenu tout naturellement la banque de votre quartier. Ouvert à tous, le Crédit Agricole vous offre son goût du contact humain, son aptitude à rester à l'écoute de vos problèmes, afin de mieux vous comprendre et de faciliter votre vie de tous les jours : par exemple votre argent est disponible 7 jours sur 7 dans près de 2500 distributeurs de billets de banque. Mais répondre aux besoins de chacun, c'est aussi satisfaire les besoins de tous.
En participant aussi au financement de logements, le Crédit Agricole donne vie à vos quartiers. Avec le Crédit Agricole, récoltez les fruits du bon sens.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

M. HAAS CONSEIL

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 5 OCTOBRE

T.f.1 Show Isabelle Adjani, émission proposée par Sabine Mignot, réalisation de Robert Réa - 20 h 35.

Des clips, encore des clips, toujours des clips : la belle Isabelle interprète Gainsbourg dans un décor de piscine où chaque chanson prend l'aspect d'une minividéo. Costumes très « too much » (signés Diamant noir, une styliste qui monte) et refrains très « déprime », Adjani rayonne et séduit la caméra malgré une façon de bouger un peu mécanique. Curieusement, à part « Pull marine » et « Ohio », l'univers du cher Serge convient mieux à Birkin.

« Le Château », téléfilm de Jean Kerchbron d'après Franz Kafka. Adaptation de Serge Ganzl - 21 h 50.

K perdu dans son château et retrouvé par Kerchbron sous les traits de Daniel Mesguich. Qui semble né pour le rôle. A découvrir.

A.2 « Des grives aux loups », série de Philippe Monnier d'après l'œuvre de Claude Michelet. Episode n° 1 -20 h 35.

La vie paysanne dans la Corrèze du début du siècle. L'histoire d'une dynastie terrienne et un téléfilm qui est aussi une histoire d'amour pour un paysage vallonné. Avec Maurice Barrier et Bruno Dévoldère.

Ciné-club. Cycle David O'Selznick : « la Renarde », de Michaël Powell et Emeric Pressburger -23 heures.

Le destin d'une belle rebelle en 1897 aux Etats-Unis. Une œuvre lyrique et inspirée avec Jennifer Jones, à la ville et à l'époque l'épouse du producteur David O'Selznick.

F.r.3 Vendredi, « Médicales » magazine d'André Campana : « Les progrès en cancérologie », émission d'Igor Barrère et Victor Cohen-Adria. Avec la collaboration de Marie-Ange d'Adler et Robert Namias -20 h 35.

La greffe de la moelle osseuse pour répondre aux cas de leucémies aiguës, la chimiothérapie et la chirurgie dans le cancer du sein. Par un « pro » du reportage médical.

« Impressions de haute Mongolie », film de Salvador Dali - 21 h 35.

Raymond Roussel, « poète à l'état pur » selon Cocteau, cuisiné par Dali. Cocktail détonnant.

SAMEDI 6 OCTOBRE

T.f.1 Théâtre : « Nono », de Sacha Guitry — mise en scène de Robert Manuel — 20 h 35.

6 décembre 1905 : c'est la première pièce de Sacha Guitry. Il avait vingt ans. Signe particulier : déjà misogyne. Avec Michel Roux et Robert Manuel.

F.r.3 « D'amour et de Kriss », émission proposée par Kriss Graffiti -21 h 35.

Si vous acceptez qu'il vous batte, vous êtes culturiste du malheur. Pour savoir ce que c'est, consultez le catalogue des guets-apens de la rue Saint-Denis à la « Femme flambée ». Et l'amour dans tout ça ?

DIMANCHE 7 OCTOBRE

T.f.1 « Garde à vue », de Claude Miller - 20 h 35.

Face-à-face hallucinant entre Ventura, le flic, et Serrault, possible coupable. Le tout filmé intra-muros avec la participation géniale de Romy Schneider.

F.r.3 Merci Bernard ! émission proposée par Jean-Michel Ribes - 20 heures.

Cinéma de minuit, aspects du cinéma fantastique : « The Leopard Man » et « Night Call » de Jacques Tourneur - 22 h 30.

La peur en v.o. sur F.r.3 pour hurler dans la nuit. Avec un spécialiste de la chair de poule.

LUNDI 8 OCTOBRE

T.f.1 « Le Juge Fayard », d'Yves Boisset - 20 h 35.

Rediffusion. Mais on ne se lasse pas de voir Aurore Clément et le petit lapin blanc.

A.2 Théâtre : « Croque-Monsieur », de Marcel Mithois. Mise en scène et réalisation de Yannick Andrei - 20 h 35.

Tribulations d'une croqueuse d'hommes et de diamants. Avec La Maillan, Henri Virlojeux et Jacques Jouanneau.

F.r.3 « La Gueule du loup », de Michel Leviant - 20 h 35.

Une infirmière de nuit, témoin accidentel d'un assassinat, se retrouve prise au piège d'une étrange machination. Avec Miou-Miou et Paul Crauchet.

Bernand



Tereza Berganza.

L'émission de la semaine « Musiques au cœur, spécial Teresa Berganza », A.2, jeudi 11 octobre, 21 h 35.

Dans deux ans, Teresa Berganza pourra fêter ses trente années de carrière. Découverte en effet un soir d'été de 1957 à Aix-en-Provence, où elle incarnait une Dorabella de rêve aux côtés de la Stich-Randall dans « Cosi fan tutte », Berganza n'a cessé, depuis, de conquérir toutes les scènes internationales. Avec peu de rôles à son actif, cependant : prudente, elle n'a jamais été de la race des cantatrices qui estimaient pouvoir et devoir tout chanter. Sa voix au timbre si rare et raffiné, elle l'a préservée grâce à Mozart et Rossini, attendant sagement la pleine maturité pour aborder le rôle feu de « Carmen ».

Admirable Teresa, que le T.m.p.-Châtelet accueillera le 7 janvier 1985 pour un sublime concert (Pergolèse, Haendel, Rossini, Thomas, Bizet et plein d'autres) et à laquelle Sergio Segalini a consacré un fort beau livre (éditions Fayard) en signe d'hommage amoureux. Et c'est aussi à une sorte d'hommage qu'Antenne 2 nous convie ici, puisque l'émission de ce soir retracera les vingt-sept années de chant de la Berganza à travers quelques-unes de ses plus illustres soirées. Au programme : le « Cosi » et le « Couronnement de Poppée » d'Aix 61, les « Noces » d'Aix 62, l'« Alcina » d'Aix 78 et plusieurs extraits de concerts. A vos magnétoscopes, bien évidemment.

MARDI 9 OCTOBRE

A.2 « Le Choc », de Robin Davis -20 h 35.

Bal tragique dans le septième art : Delon contre Deneuve. Devinez qui en sort indemne ?

F.r.3 « Le Protecteur », de Roger Hanin - 20 h 35.

L'envers de « la Dérobade » (voir semaine dernière) ou les arcanes de la prostitution côté macs.

MERCREDI 10 OCTOBRE

T.f.1 « Chronique d'une famille française », série d'Hervé Basle et Jacques Tréfouel. Premier épisode -21 h 25.

La petite histoire des gens fait la grande histoire de France. Avec tous les membres de la famille Besnard, originaires de Teille-Saint-Marceau. Emouvant.

A.2 « Maigret à Vichy », téléfilm d'Alain Levent - 20 h 35.

Il boit mais n'élimine pas pour autant les emmerdeurs...

« Avant la naissance », émission proposée par Danièle Thibault ; réalisation de Bernard d'Abrigeon -22 h 5.

L'échographie comme si vous étiez.

F.r.3 « Scènes de la vie conjugale », d'Ingmar Bergman. Episode n° 5 - 22 h 20.

JEUDI 11 OCTOBRE

« La Nuit américaine », de François Truffaut - 23 heures.

Le monde des baladins filmé avec tout l'amour de Truffaut. Superbe.

A.2 « La Mafia », série de Damiano Damiani. Premier épisode -20 h 35.

Un jeune policier dans la jungle sicilienne. Avec Michèle Placido, François Perrier et Florinda Bolkan.

F.r.3 « French Cancan », de Jean Renoir - 20 h 35.

Jean Gabin, Maria Felix, Françoise Arnoul, Philippe Clay, Jean-Roger Caussimon, Giani Esposito et Dora Doll peints par Lautrec et filmés par Renoir. Quand les escaliers de la Butte sont durs aux miséreux, mais que les ailes du moulin protègent les amoureux. Génial.

Darty: un esprit d'entreprise qui fait ses preuves.

DARTY

Sous le signe de l'expansion

Avec 72 magasins en France, et un chiffre d'affaires de près de 4 milliards en 83, Darty est la première entreprise de distribution en électroménager, Télévision, Hifi, Vidéo.

Dans les six dernières années, Darty a doublé sa surface de vente et pratiquement triplé son chiffre d'affaires. La raison de cette expansion se résume en 3 mots: le dynamisme, l'audace et une politique commerciale basée sur le respect du consommateur. Ainsi est né en 1972 le Contrat de Confiance Darty: un événement dans le monde de la consommation.

DARTY

La région : une décentralisation active

Le groupe Darty s'est implanté régionalement dès 1975. D'abord dans la région Rhône-Alpes, puis dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine, Normandie, Provence-Méditerranée et consolidera ses implantations par une politique d'ouvertures régulières. Dans chacune de ces régions, Darty est représenté par une filiale, société anonyme ayant à sa tête un directeur général, chef d'entreprise au plein sens du terme. Celui-ci avec le concours de ses collaborateurs, définit ses objectifs propres et possède l'entière maîtrise de sa gestion. Le S.A.V. est également assuré par de petites sociétés elles-même filiales des sociétés régionales.

Cette structure permet de constituer des ensembles à l'échelle humaine où les responsables sont proches des réalités, proches des hommes et des femmes avec qui ils travaillent et surtout proches des consommateurs.

DARTY

Une politique sociale active

Une politique d'expansion, c'est aussi une politique dynamique. A ce titre, la politique de Darty est significative.

Par exemple, en l'espace de 5 années le groupe Darty a créé plus de 2000 emplois. Aujourd'hui les effectifs s'élèvent à plus de 5000 personnes (à titre indicatif, les effectifs de 1977 se situaient autour de 2440 emplois).

Parallèlement, Darty a matérialisé :

– la conclusion d'accords d'entreprise portant sur la réduction du temps de travail dès Janvier 1982 ;

– la signature de contrats de solidarité ;

– l'embauche de jeunes dans le cadre du Plan "Avenir Jeunes" (Darty manifeste en effet une grande confiance dans les capacités d'un effectif constitué d'un fort pourcentage d'éléments jeunes : 40 % des collaborateurs sont dans une tranche d'âge de 25 à 35 ans) ;

– la distribution gratuite d'actions aux salariés.

Anticipation constante sur les exigences du consommateur, rigueur de gestion, audace commerciale et responsabilisation des effectifs à tous les niveaux : on ne devient pas le 1er par hasard.

HAVAS CONSEIL



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

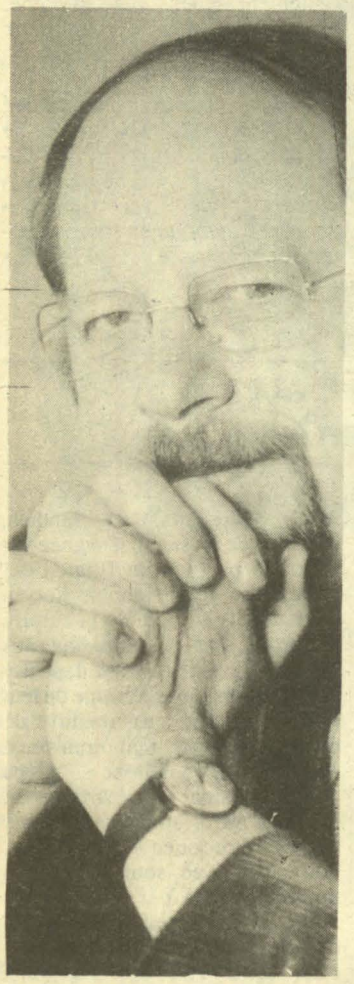
Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

La chronique littéraire de Claude Glayman



LE STALI-NISME A VISAGE HUMAIN

Il faut lire Siniavski et Zinoviev afin de mieux comprendre le monde terrible qui se cache derrière la grise banalité du quotidien soviétique.

**** André Siniavski et Abram Tertz : « Bonne Nuit ! » - roman, traduit du russe par Louis Martinez, Albin Michel.***
**** Isaiah Berlin : « les Penseurs russes », traduit de l'anglais par Daria Olivier, Albin Michel (en librairie fin octobre).***
**** Alexandre Zinoviev : « le Héros de notre jeunesse ». Julliard -l'Age d'homme, essai, traduit du russe par Jacques Michaut.***

SINIAVSKI vend la mèche lorsqu'il déclare : « Je n'aime pas les polars. La fuite, me semble-t-il, est plus passionnante que la poursuite. » La fuite – vers où, vers quoi ? –, qui se révèle être plus passionnante que la poursuite, définit très bien ce géant russe, pas complètement vaincu par les camps. A un autre endroit de son curieux roman – un livre désordre comme c'est pas possible – il est noté ceci : « N'est-ce pas l'impossibilité du retour qui fait surgir chez nous les mémoires. »

Siniavski a fui, il n'avait pas d'autre choix, dans une U.r.s.s. tristement cauchemardesque, et il n'en finit pas de fuir, de moudre des souvenirs d'humilié, de rechercher la voie pour un artiste dans ce pays obscurantiste. Il se trouve qu'au moment où je travaillais sur ce puzzle et sur l'absurde stalinien décrit pas Alexandre Zinoviev, j'ai lu les impressions fines mais naïves de Norman Mailer de retour d'U.r.s.s. (dans « le Nouvel Observateur » n° 1036). Mailer eût été bien inspiré de lire Siniavski afin de mieux comprendre et de saisir le monde terrible qui se cache derrière la banalité d'un quotidien dont pour un peu on ne retiendrait que le caractère gris.

La logique totalitaire n'est plus affolante et monstrueuse, ni extériorisée comme du temps de Staline, elle est juste sous-jacente, il faut légèrement gratter pour la rencontrer. Le stalinisme a su trouver son visage humain, autrement trompeur que l'autre. Et c'est ce que montrent les cinq parties plus ou moins allégoriques, plus ou moins maîtrisées du roman de Siniavski. Tout remonte à l'arrestation et au procès de 1966. L'affaire fut publique, six ans après les fameuses révélations de Khrouchtchev. Le roman est conçu comme une myriade de divagations (à mon sens trop étroitement autobiographiques) à partir de cette incarcération-fondation. En même temps un véritable dédoublement est à l'œuvre, car l'homme qui a été arrêté par les autorités s'appelle Abram Tertz, nom de plume de Siniavski, pseudonyme dont il a signé les premiers « samizdats ».

La répression a frappé en même temps un autre écrivain, Iouli Daniel. Deux pseudos, quatre personnes, qui est qui ? On imagine le jeu de passe-passe, la confusion et le désarroi des officiels. Lorsque Siniavski-Tertz est condamné (sept ans de relégation sévère), les écrivains du régime éclatent de joie. Même joie dans le rire des fonctionnaires qui interrogent celui qui est coupable d'antisoviétisme à travers ses écrits. Le présumé est coupé du monde, la lecture de la presse ne lui est plus autorisée et son avocat, de quel bord est-il ! L'univers judiciaire soviétique plus que tout autre paraît cruel et délirant. Les questions d'ordre littéraire, par exemple, valent leur pesant d'or : si Siniavski possède dans sa bibliothèque des volumes d'André Biely (important écrivain russe du début du siècle), on lui fait remarquer que Biely veut dire « blanc », et qu'au pays des « rouges » le blanc peut paraître suspect et provocateur.

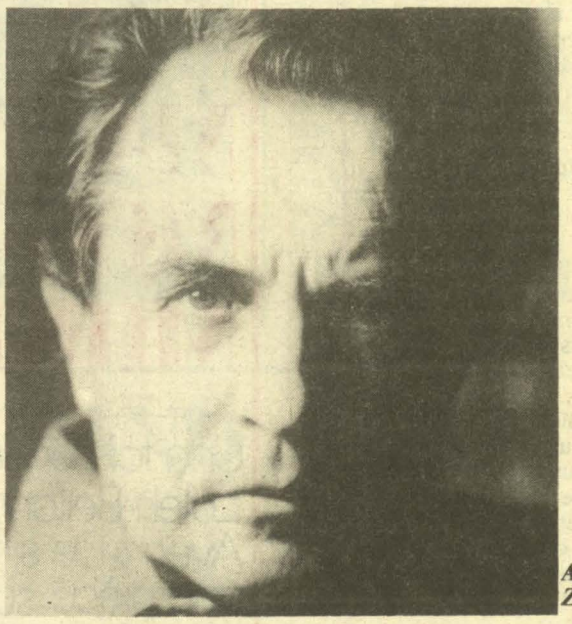
Un autre fonctionnaire conseille à l'auteur de couper sa barbe avant de partir au camp au cas où un voyou y mettrait le feu. Mais dans le train qui mène derrière les miradors Tertz est adopté par les truands et découvre que ceux d'en bas, le peuple, sont de son côté. Au camp, la maison de rendez-vous retient son attention, lieu de halte pour les familles, pour les femmes qui rendent visite à leur prisonnier, quelques jours tous les deux, trois, quatre ans. Lorsque c'est au tour de l'épouse de Siniavski, celle-ci communique avec l'écrivain à l'aide de petits papiers, découpant des lettres, car en ces lieux on ne saurait parler librement, les murs des pièces sont truffés de micros. L'intimité est toujours piégée dans le contexte totalitaire. Plus encore que l'amour, folle revanche sur l'humiliation, l'écriture permet de conquérir son intimité, son être véritable.



André Siniavski.

Lorsqu'il séjourne au secret, démuni, réduit au néant, Siniavski s'écrie : « C'est vraiment un secret personnel ! Au fond tout notre visage et tout notre corps est écriture... Et l'homme tout entier comme une interjection ! Tous les signes de ponctuation, toutes les lettres de l'alphabet sont en nous... Ecrivez. Cela finira bien par arriver quelque part... » Et : « La vie n'est jamais que l'attente de l'écrit. » On est sauvé par l'écriture, assure l'ancien chercheur de l'Institut des littératures comparées. L'écriture fait oublier la fuite, elle permet les souvenirs. Ceux de l'enfance, du père qui fut arrêté le premier, du frère de lait, enfant trouvé que le père protégea sachant pourtant qu'il était en réalité un fils de koulak.

Au-dessus de ce cauchemar plane la figure tutélaire et monstrueuse de Staline. Zinoviev philosophe à ce sujet, Siniavski décrit le fantasme, et du coup suggère une analyse. Tandis que Staline se meurt, est mort (on espère et à la fois on redoute sa mort, dans l'au-delà n'est-ce pas lui qui commande encore, dirige), le jeune étudiant lit l'histoire de Boris Godounov dans une bibliothèque publique. Continuité de l'histoire russe ? Chiche ! rétorque-t-il dans un moment de fiction fantastique : on peut imaginer qu'une partie du politburo substitue au sosie un cadavre de tyran et d'en reprendre pour plusieurs décennies sous la férule du célèbre moustachu ; comme Siniavski le remarque à un autre endroit : « Ou c'est le monde ou c'est la Russie qui survivra. Il n'y a pas de troisième voie ! »



Alexandre Zinoviev.

Car c'est à un iconoclaste sacrément pessimiste qu'on a à faire. Parfois bavard et alambiqué, en un mélange de styles et de réflexions, il se livre à une longue méditation sur les malheurs du « russo-soviétisme ». Comme avec la plupart des auteurs russes, on est happé par l'humanité et la douleur du discours, par la modestie du moraliste. Siniavski est un accusateur implacable d'un totalitarisme ordinaire, tandis que Zinoviev s'attaque au stalinisme extraordinaire qu'il entend d'ailleurs résumer à un phénomène ordinaire. Le scepticisme de l'humiliation ou le prophétisme de la démesure, on retrouve également ces deux tendances dans la pensée russe telle que nous la présente l'historien libéral britannique, Isaiah Berlin. Son livre comble un vide important et permet de mieux comprendre la Russie du XX^{e} siècle.

Hier comme aujourd'hui, l'intelligentsia russe a été dissidente. Pour celle du XIX^{e} siècle on est en droit d'affirmer, sans trop se tromper, qu'elle a frayé la voie à la Révolution. Cette intelligentsia a-t-elle été pluraliste ou moniste ? interroge Isaiah Berlin. Les penseurs russes ont été attirés par les idéologies (souvent venues de l'Occident), mais également ils se sont défiés des absolus. Particulièrement diversifiés – à l'image des difficultés de la cohérence russe – on y remarque aussi bien Bakounine que Bielinski, les populistes que Herzen. Les intellectuels ont été confrontés à la problématique qui oppose l'aristocratie du goût et de l'intelligence à la notion d'égalité sociale. Ils ont su deviner, non sans raison, que la société de masse ne serait pas la solution... ce qui est aisément vérifiable un siècle plus tard.

Herzen paraît être la grande figure de cette cohorte. Herzen a pu s'écrier de manière extraordinaire : « Si seulement les gens voulaient se libérer eux-mêmes au lieu de libérer l'humanité, combien ils feraient pour... la libération de l'homme. » Herzen, familier de l'Europe occidentale, fondateur du grand journalisme russe, savait qu'il ne faut jamais sacrifier le présent au nom de l'avenir, il se méfiait de la violence et du communisme, mais en même temps il détestait l'autocratisme russe, la bourgeoisie philistine renforcée en Europe à la suite des échecs des révolutions de 1848. En somme, il combattait sur deux fronts. Il préfigure l'humanisme libertaire russe, celui qui sera définitivement vaincu en 1917 au cours de la révolution. Dans la prédication de Tolstoï et le libéralisme sceptique de Tourgueniev, Isaiah Berlin montre la dualité de la pensée russe symbolisée en l'espèce par deux grands écrivains, alors que les littérateurs se tenaient toujours à distance de l'intelligentsia. Précis, bien traduit, cet essai de Berlin éclaire utilement une période que les Français ignorent et qui pourtant est déterminante pour comprendre l'une des deux superpuissances actuelles. Autant avouer le prix de ces penseurs russes ! Pour paraphraser Napoléon, ne peut-on se demander ce qui se passera quand la Russie s'éveillera !...

LISEZ AUSSI...

**** Henri Troyat : « Tchekhov », Flammarion.***
Derrière la petite musique de Tchekhov, sa vie par un maître incontesté de la biographie.
**** Edward Limonov : « Histoire de son serviteur », roman, Ramsay.***
Un exilé soviétique chez un milliardaire américain découvre que toute Nomenklatura a des réflexes universels, depuis l'apparatchik jusqu'au supercapitaliste. Tonique, excessif parfois. Comme une révélation !
**** Friedrich Gorenstein : « Psaume », Gallimard, roman - méditation, traduit du russe.***
L'U.r.s.s. et la Bible. L'antéchrist face au malheur soviétique. Par un fils de fusillé, auteur de scénarios. Un grand livre !
**** Ivan Tourgueniev : « le Journal d'un homme de trop, suivi de trois rencontres ». Bibliothèque cosmopolite - Stock - Poche.***
L'échec d'une vie par un génie de la prose russe du XIX^{e} siècle.

A deux doigts du cabotinage

Tout comme on obtient rarement un orage sans tonnerre, on n'a pas de « Danse de mort » sans affrontement. Car ils sont deux, le capitaine et sa femme, à s'entre-tuer tout en s'adorant ; à inventer l'« hainamoration » cent ans avant Lacan. Sur la scène du théâtre de l'Atelier, dans un décor sinistre et dans une mise en scène des plus conventionnelles, pourtant signée Claude Chabrol, le couple maudit a disparu au profit d'un one-man-show de Michel Bouquet, qui sert plus son appétit de grimaces que l'œuvre de Strindberg. Evidemment, le numéro d'acteurs laisse baba, mais l'exagération n'est déjà plus la perfection. A méditer...

** « Danse de mort » d'August Strindberg, adaptation et mise en scène de Claude Chabrol. Avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Henri Garcin. Théâtre de l'Atelier : 606.49.24 - 21 heures.*

Du vitriol tiède

Edouard Bourdet n'est pas Octave Mirbeau, et « les Temps difficiles » ne sont pas « Les affaires sont les affaires ». Pourtant, les thèmes sont semblables et, si le premier se montre moins féroce que le second dans la dénonciation d'une bourgeoisie capable de tout par amour de l'argent, la critique sociale de Bourdet vaut quand même son pesant de vitriol. Encore eût-il fallu oser le pari de la cruauté et ne pas se contenter, comme le fait ici Pierre Dux, d'illustrer par trop sagement une étude de mœurs certes datée mais qui n'a rien perdu de son actualité.

Jadis Bourdet, Gildas (aucun rapport avec l'auteur), avait souhaité monter cette pièce au Français, mais Bourdet, Claude (rapport direct avec l'auteur), l'en empêcha. Au nom de quoi, grands dieux ? D'un risque de voir l'œuvre détournée ? Mais elle a justement besoin d'être bousculée pour cracher tout son venin ! Et l'on est d'autant plus triste de ce parti pris de tiédeur que le plateau réuni sur la scène des Variétés permettait toutes les audaces.

Car ils sont superbes. Tous autant qu'ils sont. Et pourtant dominés par Guy Tréjan (voir encadré), immense comme à l'accoutumée, véritable maître de la soirée qui confère à son personnage de capitaliste de fer une vérité qui glace les sangs.

** « Les Temps difficiles », d'Edouard Bourdet. Mise en scène de Pierre Dux. Avec Guy Trejan, Jean-Pierre Cassel, Judith Magre, Christiane Minazzoli, Martine Sarvey, Denise Grey, Stéphane Hillel, Sophie Vollereaux...*
Théâtre des Variétés : 233.09.92 - 20 h 30.

Que diable allaient-ils faire dans cette galère ?

La maladie se porte actuellement très bien dans le théâtre anglo-saxon, et l'on ne compte plus les cas cliniques qui ont été disséqués depuis cinq années environ sous les feux de la rampe. Cette fois-ci, avec « Duo pour une soliste » de Tom Kempinski, voici une violoniste virtuose clouée par la sclérose en plaques sur un fauteuil roulant et livrée deux heures durant aux griffes prétendument salvatrices d'un psy du genre causeur. Va-t-elle y retrouver son moi ? Toujours est-il qu'on y perd son petit Freud illustré tant le baratin du monsieur fait dans l'amalgame psycho-socio-catho. Tour à tour révoltée, vaincue, batailleuse, Anny Duperey se défonce littéralement et abat une performance de star pour un texte qui n'en vaut guère la peine. Raymond Gérôme, parfait en gourou des névroses, a également signé la mise en scène. Bref : une galère pour deux grands rameurs.

** « Duo pour une soliste », de Tom Kempinski, adaptation de Claude Baignères et Anne Tognetti, mise en scène de Raymond Gérôme. Avec Anny Duperey et Raymond Gérôme. Théâtre Montparnasse : 320.89.90 - 21 heures.*

Cette Ira ne va pas

Les autonomistes irlandais, déjà ! Avec un siècle d'avance sur l'Ira, les paysans de Brian Friel entrent en guerre contre l'occupant anglais au nom de la culture nationale. Pas de pitié pour les minorités : elles finiront dépossédées de leurs biens comme de leur âme. Sujet généreux, un brin didactique et pas mal ennuyeux, « la Dernière Classe », pièce contemporaine au parfum de Guiness rétro, aurait sans doute gagné à être jouée « nerveux » et non pas noyée sous le rythme poussif imposé par Jean-Claude Amyl à des comédiens enfermés dans le premier degré. Résultat : c'est lent, gris et monotone. Même Margaret Thatcher s'endormirait...

** « La Dernière Classe », de Brian Friel, adaptation de Pierre Laville, mise en scène de Jean-Claude Amyl. Avec Etienne Bierry, Bruno Pradal, Pierre Louki, Corinne Dacla. Théâtre des Mathurins : 265.00.02 -21 heures.*

Et puis Feuillère paraît...

Anouilh avant Anouilh. A cent lieues de l'aigreur et de la rancune qui sont à présent la seule encre armant encore ses stylos. Pièce « rose », « Léocadia » semble hésiter entre Giraudoux et Pirandello : une comtesse hurluberlue, qui a fait reconstruire dans son parc les décors ayant jadis abrité les amours de son neveu et d'une cantatrice brutalement disparue, découvre en la personne d'une modeste modiste le sosie de la morte, seule pièce manquante au puzzle de l'illusion. Mais le véritable amour triomphera des passions fantomatiques...

Plus habile dans l'irréel que dans la morale de l'histoire, Anouilh, ici, s'amuse. Vif et cocasse. Fragile aussi, car son texte vaut pour sa seule musique et ne renferme aucun sens caché. C'est ce que Pierre Boutron a intelligemment compris en se contentant d'habiller avec délicatesse ce bibelot qui n'avait pas vu le jour depuis 1940...

Pétillante, Sabine Haudepin est la vie même face à Lambert Wilson, étonnant prince des ténèbres, et à Philippe Khorsand (le valet), marionnette génialement désossée. Et puis Feuillère paraît, drapée dans une pose faussement aristocratique, et la soirée devient magique. Elle a dit que ce serait son dernier rôle. Le

La vie d'artiste

PAR FABIAN GASTELLIER



Loleh Bellon.

MA MERE, MON MIROIR

Une fois encore le miracle Loleh Bellon a eu lieu. Avec « De si tendres liens », une pièce subtile sur les déchirants rapports entre une mère et sa fille, elle trouve le moyen d'écrire l'autobiographie de tout le monde.

Une mère et sa fille ; une enfant et sa mère... Rien de plus que ce duo ballotté au fil des ans de l'amour à l'indifférence, des disputes aux regrets. C'est cela « De si tendres liens », quatrième pièce de Loleh Bellon, quatrième miracle d'un auteur qui éblouit désormais, dès qu'elle écrit, la rentrée théâtrale la plus morose.

C'est cela, donc. Un parcours, un lien, une série d'échanges où les mêmes gestes, les mêmes interrogations, les mêmes peurs se répètent éternellement. De la petite fille qui crie de terreur dans le noir de la nuit à la vieille mère qui supplie de ne pas rester seule dans son lit parce que la mort menace, il n'y a qu'une vie. Un chemin. Une errance des sentiments où l'on tâtonne, où l'on est toujours maladroit et, pourtant, toujours aimant. Mère et fille. Certains appellent cela le cordon ombilical, et force est de constater qu'on ne le coupe jamais...

Rien n'est passionnel au sens de l'excès dans les rapports qui unissent Charlotte et Jeanne, mais c'est pourtant bien la passion qui cimente ce tête-à-tête d'une existence entière. Tout semble parfait et tout est cependant horrible, dur, infernal. Il n'y a pas d'amour heureux...

Toutes ces choses, ces confidences, Loleh Bellon les a tissées en une série de séquences se superposant souvent les unes aux autres, mêlant les années, renversant la chronologie. Comme à la marelle, elle saute de case en case : une pour l'enfance de Jeanne, une pour la vieillesse de Charlotte. Et l'on assiste à un chant ininterrompu qui va du rire aux larmes et nous laisse la gorge serrée.

Bernard



Nelly Borgeaud et Dominique Blanchar.

Sans artifice aucun, sans maquillage, sans changer de costume, Dominique Blanchar et Nelly Borgeaud sont Charlotte et Jeanne à travers les âges. Divines comédiennes qui s'inventent des rides ou bien se rajeunissent avec des riens, des expressions, des regards ; actrices uniques admirablement portées par la mise en scène subtile de Jean Bouchaud, toute en demi-teintes, en ombres et lumière. Soirée exceptionnelle — n'ayons pas peur des mots — qui nous touche tous, autant que nous sommes. Car le coup de génie de Loleh Bellon, partie sans nulle doute au plus profond de sa mémoire, est d'avoir réussi à écrire l'autobiographie de tout le monde.

** « De si tendres liens », de Loleh Bellon. Mise en scène de Jean Bouchaud — Avec Dominique Blanchard, Nelly Borgeaud, Jean-Yves Gautier, Mario Pecqueur. Studio des Champs-Elysées : 723.35.10 — 20 h 30.*

Bibliothèque Jean Jaurès



Bernand

Edwige Feuillère et Sabine Haudepin.

Séduction : Peter Brook a du flair. Il vient d'engager Vittorio Mezzogiorno («l'Homme blessé », « les Cavaliers de l'orage », « la Garce ») pour toute une année dans son antre des Bouffes du Nord. Au menu, trois pièces – encore secrètes – et six mois de répétitions. Pour pêcher le beau Vittorio, il n'est pas interdit d'aller flâner près de la Gare de l'Est...

Débutants : Vous avez de 14 à 74 ans et le théâtre vous branche ? Aucune hésitation : c'est Ada Lonati qu'il vous faut. Cette ancienne comédienne a ouvert au 10 de la rue Choron (IX[e]) un cours pour apprentis comédiens dont Michel Piccoli soi-même est un habitué. Auditions assurées une fois l'an devant les plus grands noms du casting. Tous renseignements au 380.63.53.

Allemagne : C'est la V.o. obligatoire du festival d'Automne. On peut y pêcher « les Nègres » de Jean Genet dans une adaptation et une mise en scène de Peter Stein (Théâtre de la Ville les 13, 14, 15 et 16 octobre) ou découvrir Bertrand Bonvoisin dans le « Philoctète » de Heiner Müller, réflexion contemporaine sur la philosophie et la politique, mise en scène – en français ! – par Bernard Sobel (Théâtre de Gennevilliers, jusqu'au 28 octobre). Toutes réservations au 549.05.28.

D'ici et d'ailleurs : Un premier festival du théâtre francophone à Limoges et en Haute-Vienne regroupera du 15 au 28 octobre environ sept troupes venues du Québec, de Suisse, du Cameroun et de Côte d'Ivoire. Une curiosité qui mérite le détour. Appelez le (55) 33.23.63.

Billet s'il vous plaît : Toujours complets, vos théâtres préférés ? Désormais, un kiosque parisien, sis 15, place de la Madeleine, vous réservera dès 12 h 30 toutes les places restant encore en vente pour le soir même. Un avantage : ça vous coûtera 50 % moins cher. C'est signé Chirac. Pour une fois !

public, unanime, refuse de la croire. Sacrée Edwige !

** « Léocadia », de Jean Anouilh, mise en scène de Pierre Boutron. Avec Edwige Feuillère, Sabine Haudepin, Lambert Wilson, Philippe Khorsand, Jacques Castelot. Comédie des Champs-Elysées : 720.08.24 -20 h 45.*

Grandiose et pathétique Alceste

Un long corridor tout en or et tableaux de maîtres qu'encadrent deux froids panneaux blancs ; la surcharge et l'épure lisible d'un seul coup d'œil : c'est dans ce décor d'un siècle écartelé entre deux idéaux contraires que Jean-Pierre Vincent a inscrit sa nouvelle mise en scène du « Misanthrope ». Et cet espace scénique que l'on doit à Jean-Paul Chambas donne le ton : l'histoire d'un monde qui rêve de perfection mais s'embourbe dans les conflits mesquins, les intrigues de Cour, les chicaneries d'une société régie par la superficialité. Célimène (étrange Ludmilla Mikaël, si fabriquée au début puis soudain à vif, à nu, déchirante) tourbillonne mais peut-elle faire autrement ? A-t-elle seulement le choix ?

Au cœur de cet ordre apparent, le gêneur, la pièce du puzzle qui ne veut pas rentrer dans le puzzle : Alceste, pris lui aussi au piège, révolutionnaire de salon, bouffon tragi-comique à qui Michel Aumont, grandiose et pathétique, confère une modernité stupéfiante. Si Jean-Pierre Vincent n'avait pas la fâcheuse tendance de trop intellectualiser Molière, on aurait une bien belle soirée. En dépit d'une certaine monotonie, reconnaissons que voici de la fort belle ouvrage autour d'un comédien roi. Nous y reviendrons.



Bernand

Michel Aumont et Ludmilla Mikaël.

★ « Le Misanthrope » de Molière. Mise en scène de Jean-Pierre Vincent. Avec Michel Aumont, Ludmilla Mikaël, Geneviève Casile, Christine Murillo, Simon Eine, Dominique Rozan. Théâtre national de la Comédie-Française : 296.10.20 en alternance, 20 h 30.

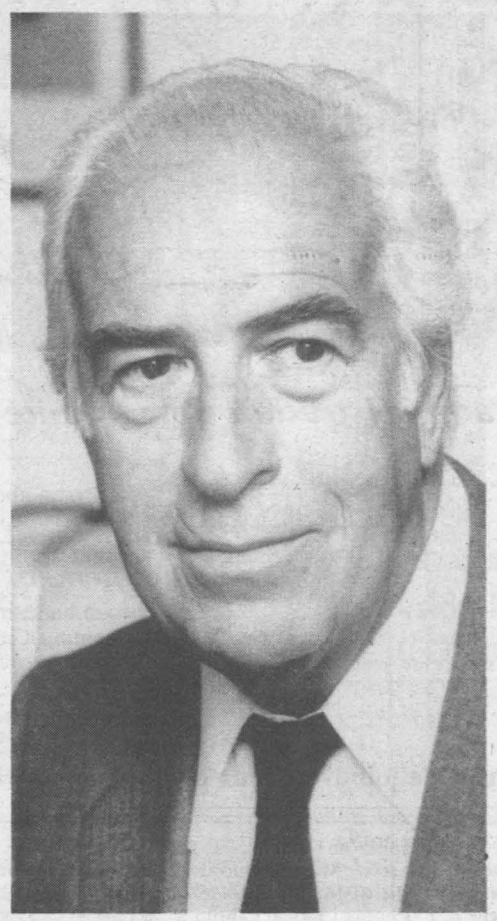
GUY TREJAN: UN TRES GRAND QU'ON SE LE DISE

De Molière – ah ! son fascinant Orgon – à Tchékhov en passant par « Au théâtre ce soir », Guy Tréjan peut et sait tout faire.

« Lorsqu'on cherche un procureur général qui aurait de la voix, du poids et une certaine prestance, évidemment, on se dit souvent : « Tiens, si on appelait Tréjan ? » Et Guy Tréjan d'éclater de rire. Un rire franc, sonore : le procureur est d'excellente humeur. Image de marque, étiquette que ces rôles sur mesures distribués par réflexe ? Guy Tréjan hésite : « Un comédien est toujours tributaire de son physique et de son âge, mais je ne peux pas dire que j'ai souffert d'être systématiquement enfermé dans un emploi répétitif... »

Pas faux et, pourtant, guère évident. Parce qu'on l'a beaucoup applaudi sur les scènes des théâtres privés dans des pièces à succès, ne l'a-t-on pas rapidement catalogué comme un acteur de Boulevard ? En oubliant bien vite que ce mordu des planches, qui fit ses classes chez Charles Dullin et Fernand Ledoux, a passé sa vie à tout jouer. Tout. D'André Roussin à Anton Tchekhov, de Giraudoux à Pirandello, de Harold Pinter à Edouard Bourdet (voir critique). Tout, mais surtout Molière. Et plus exactement son « Tartuffe » dans la mémorable mise en scène intimiste et quasi voyeuriste de Roger Planchon. C'était en 1973, Guy Tréjan faisait du théâtre depuis plus de trente ans et voilà qu'on découvrait son existence. En se pinçant pour y croire, d'ailleurs : comment, quoi ? Cet Orgon fascinant c'est le monsieur qui apparaît dans « Au théâtre ce soir » à la télévision ? Incroyable mais vrai ! « La France est incorrigible, soupire l'intéressé. Elle a la manie des classements et, malheureusement, ils sont arbitraires. Ici, Pinter est considéré comme un intellectuel, alors qu'en Grande-Bretagne c'est par excellence l'auteur de Boulevard ! Pour les comédiens, même topo : le genre noble d'un côté et le frelaté d'un autre. Mais qui se souvient que les plus grands, Michel Simon, Jules Berry, Harry Baur ou Laurence Olivier se sont littéralement gavés de Boulevard ? Et Suzanne Flon, hein ? Eh bien, c'est en sa compagnie que j'ai joué la pièce la plus « boulevardière » qui soit. C'était il y a quinze ans et ça s'appelait « De doux dingues ». »

Enervé, Tréjan. Parce que l'appellation « Boulevard », pour lui, n'est pas synonyme de nullité. Bien au contraire. A-t-on songé, justement, au talent qu'il fallait pour transcender des textes qui ne pouvaient exister par eux-mêmes ? A jouer Claudel, on entend toujours Claudel, mais pour que du Jacques Deval vous enchante, c'est une autre paire de manches.



N'empêche. Tout a commencé avec Planchon. Une rencontre que Tréjan lui-même qualifie de « passion platonique ». Une mini-révolution : « J'avais eu l'occasion de travailler avec Raymond Rouleau et bien d'autres remarquables metteurs en scène ; pourtant, Planchon et, après lui, Brook avec « la Cerisaie » ont apporté un « plus ». La différence, en quelque sorte, entre le prêt-à-porter, fût-il superbe, et Balenciaga... » Depuis, le monde de l'avant-garde, de la périphérie et de la décentralisation s'est précipité sur lui, le criblant de demandes en tout genre, l'invitant à tout partout. Est-il prêt à partir, à abandonner le confort de ses cachets bien sonores et trébuchants pour l'expérience hasardeuse et les maisons de la culture ? « Oui, puisque je l'ai déjà fait avec Planchon à Villeurbanne puis à travers le monde entier en tournée. Mais il faut que l'aventure en vaille la peine, car je me traîne une vraie névrose de casanier : quitter Paris me fait peur. »

Et la troupe ? Le Français ? Par deux fois, deux administrateurs ont essayé et essuyé un refus poli. Guy Tréjan se trouve vieux et trop individualiste : « L'attrait de ce métier, c'est la permanente remise en question et les découvertes successives. Alors se sentir à l'abri d'une maison, entouré pour l'éternité des mêmes visages, franchement, non... » Chacun sa vérité. D'ailleurs, ça aussi, il l'a joué.

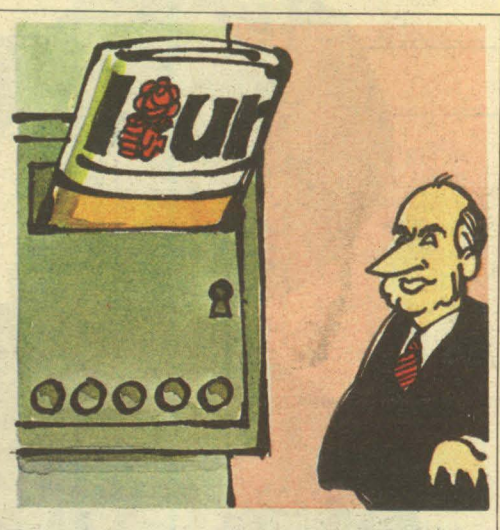
Des rêves ? Oui. Qui s'appellent Strehler et Chéreau. Des regrets ? Ne pas avoir croisé l'expérience Vilar, ne pas avoir le temps de faire plus de cinéma (ah ! son plaidoyer pour le respect des bonnes mœurs dans « la Triche ») et s'être un jour fâché tout rouge contre Jean Anouilh qui voulait lui faire jouer « Mes chers Zoiseaux » comme il le lisait, lui. Les risques du métier... Et les projets ? Bourdet, déjà, qui l'occupe six jours sur sept et plein de télés dans les mois à venir (ah ! sa composition truculente dans « Thérèse Humbert »). Là aussi il a joué avec les stars de la caméra : Bluwal, Mitrani, Lorenzi, Santelli...

En résumé, une vie de baladin bien remplie. Surtout lorsqu'on apprend que, tout jeune, il a fait dans la chanson, le music-hall et l'opérette. Tout, vous dis-je. Un grand, vous dis-je. N'en déplaise à ceux qui ne s'en sont pas encore aperçus. Comme dirait la pub, c'est qu'ils n'ont pas le théâtre entre les oreilles...



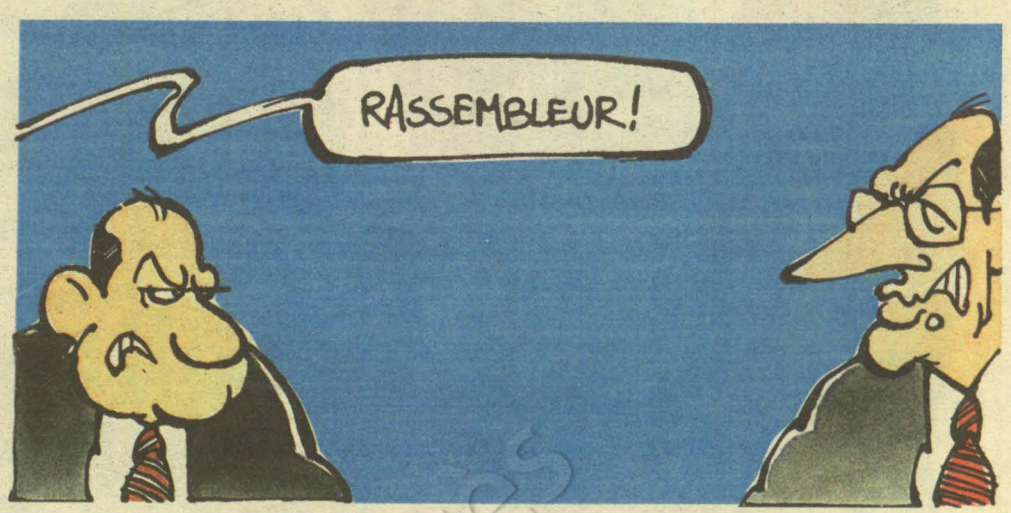












FORCADELL

l'unité

La semaine prochaine, l'enquête que la France attend depuis 1920...

















Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐

* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325